

# Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique



Opportunités de coordination de l'intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation et les finances

COMPTE-RENDU PRINCIPAL

# Table des matières

<i>Figures, tableaux, encadrés</i> .....	3
<i>Remerciements</i> .....	3
<i>Acronymes</i> .....	4
<b>1 Introduction</b> .....	<b>10</b>
1.1 Contexte .....	10
1.2 Coordonner les dimensions de genre et de changement climatique.....	11
1.3 Deuxième événement d'apprentissage et d'échange entre pairs BIFCCA .....	11
1.4 Objectif de ce rapport.....	11
1.5 Structure de ce rapport .....	11
<b>2 Budgétisation climatique sensible au genre</b> .....	<b>13</b>
2.1 Expérience connexe en matière de budgétisation intersectorielle.....	13
2.2 Qu'est-ce que la budgétisation climatique sensible au genre ?.....	15
2.3 Arguments en faveur d'une double intégration du genre et du climat .....	20
2.4 Accords internationaux promouvant le genre et le climat .....	22
<b>3 Conditions favorables à la GRCB</b> .....	<b>25</b>
<b>4 Actions pour la promotion de la BCSG</b> .....	<b>29</b>
4.1 Planification stratégique .....	29
4.2 Conception et évaluation des programmes .....	30
4.3 Formulation et exécution du budget.....	31
4.4 Suivi des dépenses .....	32
4.5 Fonds nationaux pour le genre et le climat.....	34
4.6 Audit .....	35
4.7 Évaluation et révision des politiques .....	35
<b>5 La double intégration et le financement international du climat</b> .....	<b>41</b>
5.1 Fonds pour le climat.....	41
5.2 Obligations vertes et obligations de genre .....	41
5.3 Initiatives internationales pour un meilleur accès au financement climatique.....	44
<b>6 Progrès réalisés sur le continent : Aperçu synthétique</b> .....	<b>49</b>
6.1 Résumé de la situation.....	49
<b>7 Conclusions</b> .....	<b>53</b>
<i>Annexe A : Profils des pays</i> .....	55

## Figures, tableaux, encadrés

Tableau A : Résumé de l'aperçu des progrès réalisé en matière de BCSG dans quatre pays.....	9
Tableau 1 : Faits et statistiques sur le genre et le changement climatique.....	18
Tableau 2 : Défis liés à la double intégration des questions de genre et de changement climatique.....	21
Tableau 3 : Indicateurs climatiques du PEFA.....	40
Tableau 4 : Résumé de l'aperçu des progrès réalisé en matière de BCSG dans quatre pays.....	50
Figure A : Portée intersectorielle de la budgétisation climatique sensible au genre.....	5
Figure B : BCSG tout au long du cycle budgétaire.....	6
Figure 1 : Portée intersectorielle de la budgétisation climatique sensible au genre.....	10
Figure 2 : BCSG tout au long du cycle budgétaire.....	16
Figure 3 : Conditions favorables à l'intégration des priorités intersectorielles.....	26
Figure 4 : Indicateurs PEFA de gestion des finances publiques sensible au genre.....	39
Encadré 1 : Terminologie.....	12
Encadré 2 : BSG au Timor-Leste.....	14
Encadré 3 : Potentiel économique des objectifs de développement durable.....	15
Encadré 4 : Groupe de travail africain sur le genre et les changements climatiques.....	22
Encadré 5 : Rôle des dispositifs de genre dans les processus et les comités sur les changements climatiques à la Barbade.....	28
Encadré 6 : Participation de diverses parties prenantes sud-africaines à la budgétisation sensible au genre.....	28
Encadré 7 : Suivi des dépenses climatiques au Ghana et en Indonésie.....	33
Encadré 8 : Examen de l'intégration du genre dans le financement de l'adaptation effectué par CARE.....	33
Encadré 9 : Revue de la dimension du genre au Fidji.....	35
Encadré 10 : Gouvernance de la budgétisation sensible au genre aux Philippines.....	36
Encadré 11 : Éléments de genre dans les Fonds internationaux pour le climat.....	42
Encadré 12 : Eswatini : Révision des CDN d'Eswatini.....	44
Encadré 13 : Les SSAPA relatifs à la budgétisation sensible au genre.....	45
Encadré 14 : Le processus du PNA sensible au genre du Burkina Faso.....	46
Encadré 15 : Intégration de l'agriculture dans le Programme des plans nationaux d'adaptation (NAP-Ag).....	47
Encadré 16 : REDD+ au Ghana.....	48
Encadré 17 : L'impact de la COVID-19 sur les ressources de financement public.....	52

## Remerciements

Ce document a été rédigé par Savana E. Enseadas et EnGen Collaborative (Margaux Granat et August Emmett Boyer) et des commentaires ont été formulés par Tracy Kajumba de l'IIED et Kit Nicholson. Shanaz Broermann et Philipp Krause du Secrétariat de CABRI ont également apporté leur soutien.



Pour tout renseignement sur CABRI, ou pour obtenir des exemplaires de cette publication, veuillez contacter :

CABRI Secretariat (Secrétariat de CABRI)  
Cnr John Vorster & Nellmapius Drive,  
Centurion, 0062  
South Africa (Afrique du Sud)

Téléphone : +27 (0)12 492 0022  
E-mail : [info@cabri-sbo.org](mailto:info@cabri-sbo.org)  
[www.cabri-sbo.org](http://www.cabri-sbo.org)

Rédaction finale par Lee Smith  
Production de la publication par Simon Chislett et Leith Davis

# Acronymes

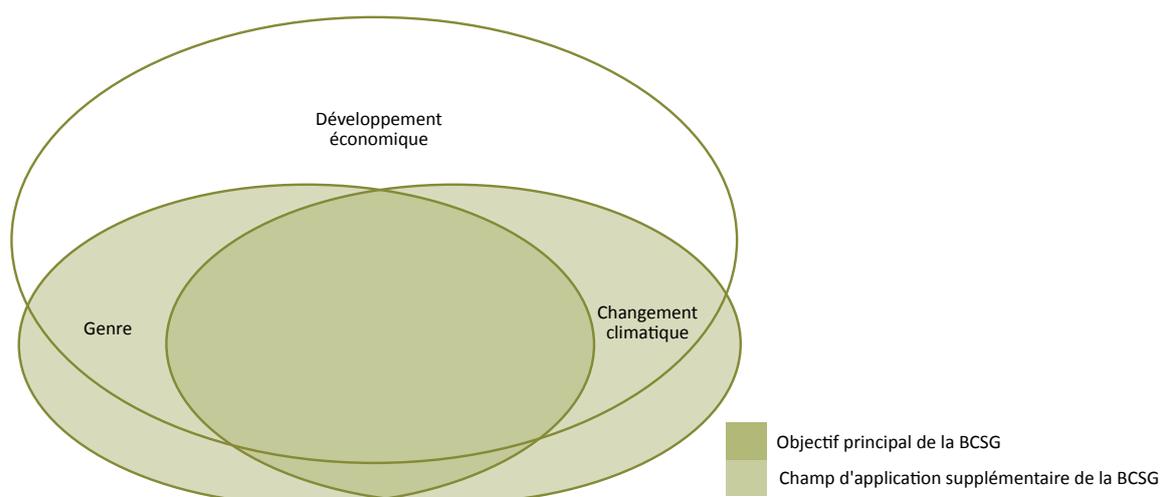
<b>ACA</b>	Analyse coûts-avantages
<b>BCSG</b>	Budgétisation climatique sensible au genre (ou budgétisation liée au climat et sensible au genre)
<b>BIFCCA</b>	Programme de « Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique »
<b>BSC</b>	Budgétisation sensible au climat ou Budgétisation sensible au changement climatique (BSCC)
<b>BSG</b>	Budgétisation sensible au genre (ou Intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire ou Établissement du budget en tenant compte de l'égalité des sexes)
<b>CABRI</b>	Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire
<b>CCI</b>	Comité de coordination des investissements
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>CDN</b>	Contribution(s) déterminée(s) au niveau national (ou NDC en anglais)
<b>CFAC</b>	Cadre de financement de l'action climatique (ou CFCC : Cadre de financement de la lutte contre le changement climatique)
<b>COVID-19</b>	Maladie à coronavirus 2019
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>EI</b>	Évaluation de l'impact
<b>EICC</b>	Évaluation de l'impact du changement climatique
<b>EIDPC</b>	Examen des institutions et des dépenses publiques dans le domaine climatique [ou examen institutionnel et des dépenses publiques climatiques ou Revue des dépenses publiques et institutionnelles sur les changements climatiques (Bénin) ; ou CPEIR en anglais]
<b>EIG</b>	Évaluation de l'impact selon le genre (ou Évaluation de l'impact selon le sexe-EIS)
<b>FA</b>	Fonds pour l'adaptation (ou Fonds pour l'adaptation relevant du Protocole de Kyoto)
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>FIC</b>	Fonds d'investissement climatique
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>GAP</b>	Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GFP</b>	Gestion des finances publiques
<b>GFPSG</b>	Cadre complémentaire pour l'évaluation de la gestion des finances publiques sensible au genre
<b>GTAGCC</b>	Groupe de travail africain sur le genre et les changements climatiques
<b>MFPE</b>	Ministère des Finances et de la Planification économique
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OCDE-CAD</b>	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>ODD13</b>	Objectif de développement durable 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
<b>ODD2</b>	Objectif de développement durable 2 : Faim zéro
<b>ODD3</b>	Objectif de développement durable 3 : Bonne santé et bien-être
<b>ODD5</b>	Objectif de développement durable 5 : Égalité entre les sexes
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PEFA</b>	Programme « Dépenses publiques et Responsabilité financière »
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PNA</b>	Plan national d'adaptation (ou PNACC – Plan national d'adaptation au changement climatique)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>PTLG</b>	Programme de travail de Lima relatif au genre
<b>REDD+</b>	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>SSAPA</b>	Stratégies sectorielles d'adaptation et plans d'action
<b>UA</b>	Union africaine

## Note de synthèse

Ce compte-rendu principal a été préparé dans le cadre du Dialogue sur les Politiques portant sur les « Opportunités de coordination de l'intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation et les finances ». L'inégalité de genre (ou l'inégalité hommes-femmes) et le changement climatique sont des préoccupations intersectorielles reconnues au niveau international, qui ont des implications majeures pour le développement durable et le bien-être humain.<sup>1</sup> Tant pour le genre que pour le changement climatique, il existe certaines sources de financement dédié, souvent utilisées pour les études, les projets-pilotes et le renforcement des capacités. Mais la plupart des mesures d'adaptation à l'égalité hommes-femmes et au changement climatique ainsi que des mesures d'atténuation de leurs effets sont mises en œuvre par le biais de programmes de dépenses qui contribuent aux services publics habituels et au développement. La planification et l'exécution des dépenses liées au genre et au climat peuvent donc nécessiter une « double intégration » du genre et du climat dans la budgétisation courante. La Figure ci-dessous illustre cette approche.

Plusieurs décennies d'expérience ont maintenant été acquises en matière de budgétisation sensible au genre (BSG) et une décennie d'expérience en matière de budgétisation sensible au climat (BSC). Les objectifs et les avantages potentiels d'une BSG et d'une BSC distinctes et réussies sont clairs et bien compris. Ces dernières années, la budgétisation liée au climat et sensible au genre (BCSG) qui tient compte des activités d'intégration du genre et du changement climatique, a suscité de plus en plus d'intérêt. La BCSG a surtout mis l'accent sur l'intégration de la dimension du genre dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Au fur et à mesure que l'importance de la coordination de la sensibilité au genre et au climat sera plus largement appréciée, les approches méthodologiques seront encore plus développées et affinées pour que les questions de genre et de climat figurent conjointement et simultanément dans l'intégration.

**Figure A :** Portée intersectorielle de la budgétisation climatique sensible au genre



1 CCNUCC, 'Leveraging Co-Benefits between Gender Equality and Climate Action for Sustainable Development', 2016, [https://unfccc.int/files/gender\\_and\\_climate\\_change/application/pdf/leveraging\\_cobenefits.pdf](https://unfccc.int/files/gender_and_climate_change/application/pdf/leveraging_cobenefits.pdf)

Il existe de nombreuses similitudes entre la BSG et la BSCC. En particulier, le genre et le changement climatique sont à la fois des préoccupations qui concernent un grand nombre de secteurs et de responsabilités administratives. La contribution des dépenses de développement courantes aux objectifs de genre et climatiques est généralement beaucoup plus importante que la contribution des programmes consacrés au genre ou au climat. Dans un cas comme dans l'autre, des questions institutionnelles complexes et subtiles existent, tout comme des avantages qui peuvent être quantifiés, compte tenu de la disponibilité de bonnes données probantes et compétences. Dans les deux cas, il existe une forte préoccupation internationale, qui ne peut être que partiellement alignée sur les préoccupations nationales.

Cependant, il existe une différence importante : le financement principalement axé sur la lutte contre le changement climatique est supérieur au financement du genre, en particulier celui provenant des sources internationales,<sup>2</sup> mais les dépenses liées au genre sont plus établies et les dépenses liées au climat ont augmenté rapidement au cours de la dernière décennie. En conséquence, l'accent est mis sur les moyens d'encourager les nouvelles dépenses climatiques à tenir compte des préoccupations de genre.

## Conditions favorables

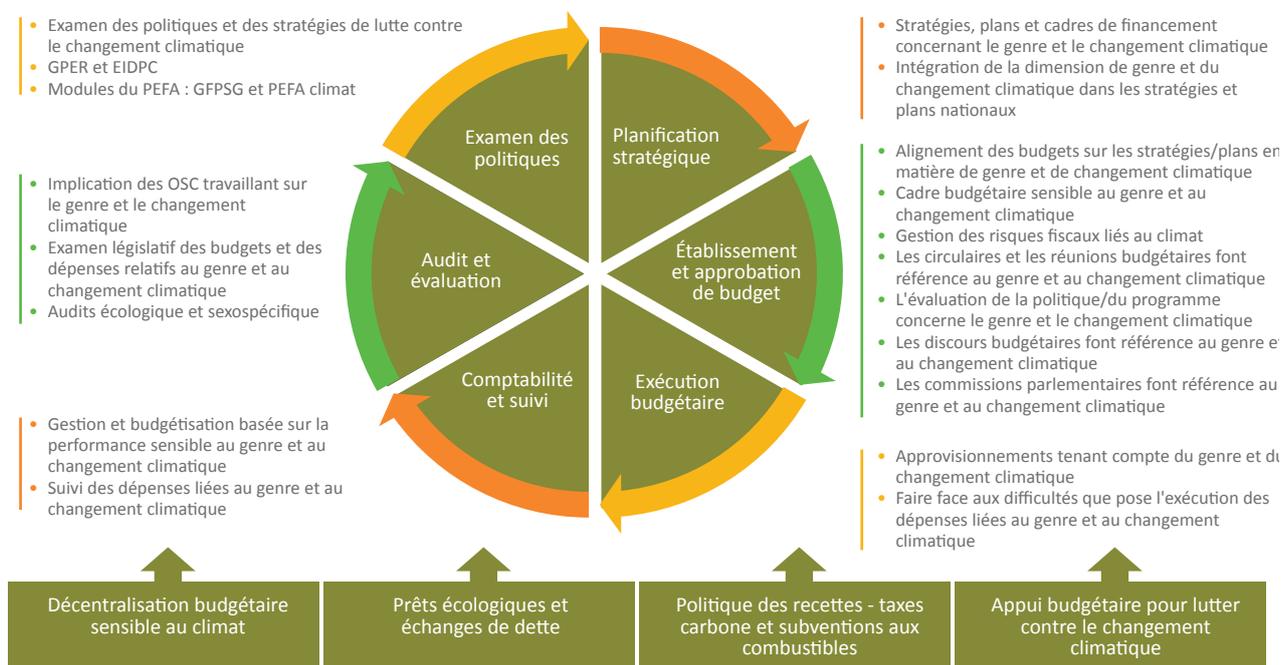
En 2014, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a produit un examen de l'expérience d'intégration, qui comprenait, entre autres, le genre et le changement climatique. Elle a identifié sept leçons qui établissent les conditions favorables à une intégration efficace de thèmes transversaux et, par extension, à la BCSG, à savoir l'importance : du leadership politique ; d'un cadre stratégique ; d'un bon dialogue politique ; de lignes directrices de mise en œuvre et d'outils de suivi clairs ; d'incitations et de redevabilité ; des ressources financières et humaines ; et, d'une culture d'apprentissage.

## Actions

La mise en œuvre de la BCSG implique une série d'actions possibles tout au long du cycle budgétaire, telles que présentées dans la Figure ci-dessous.

Les actions devraient être considérées comme des options, et non comme des prescriptions, et chaque pays poursuivra ces options selon un ordre et un équilibre différents.

Figure B : BCSG tout au long du cycle budgétaire



2 En 2019, la base de données du Comité d'aide au développement en ligne (CAD) de l'OCDE a apporté une aide, d'un montant de 6,4 milliards d'USD pour les principaux objectifs de genre, contre un montant de 14,1 milliards d'USD pour les principaux objectifs de lutte contre le changement climatique. L'aide aux objectifs secondaires significatifs de genre s'est élevée à 46,7 milliards d'USD, contre 29,6 milliards d'USD pour ceux de la lutte contre le changement climatique.

## **Stratégie**

La plupart des pays ont désormais des stratégies nationales qui se réfèrent au genre et au changement climatique, et beaucoup ont également des stratégies consacrées spécifiquement à ces questions (y compris les contributions déterminées à l'échelle nationale, ou CDN). Ces stratégies fournissent le contexte et le point de référence pour tous les travaux de BCSG. Les travaux d'évaluation mentionnés ci-dessous s'appuient sur les données probantes d'autres initiatives de BCSG pour guider la révision des stratégies. La cohérence des éléments sexospécifiques et climatiques des travaux de BCSG contribue à renforcer l'uniformité entre les stratégies.

## **Marqueurs et scores de suivi**

Dans de nombreux pays, la BSG et la BSC commencent par le marquage des dépenses publiques en fonction du degré d'importance du genre et du climat. Dans les deux cas, cette intervention commence souvent par les marqueurs de Rio et relatifs au genre de l'OCDE. Les examens des institutions et des dépenses publiques dans le domaine climatique (EIDPC) et les cadres de financement de l'action climatique (CFAC) ont adopté l'approche de l'OCDE tout en l'étoffant par des mesures supplémentaires afin de permettre à la classification de saisir davantage de détails sur les objectifs et les avantages attendus. La budgétisation sensible au genre pourrait tirer des enseignements de cette expérience. Un examen combiné des dépenses publiques en matière de genre et de climat pourrait encourager la cohérence de l'approche et la crédibilité des résultats.

## **Conception du programme**

Une bonne expérience a été acquise en ce qui concerne l'utilisation de l'évaluation de l'impact sur le genre (EIG) et de l'évaluation de l'impact du changement climatique (EICC) pour améliorer la conception et l'évaluation des nouveaux programmes et politiques. Toutefois, cette amélioration a surtout été faite de manière ponctuelle. Les réformes de la BCSG peuvent créer une demande dans le système de planification et de budgétisation à partir de méthodes plus solides. En raison de la similitude entre l'EIG et l'EICC, d'importants gains peuvent être réalisés, en adoptant des méthodes similaires, avec les réformes des procédures et des techniques qui sont communes aux deux et avec le renforcement des capacités qui est partagé. L'une des contributions potentielles importantes de la BCSG est l'accent mis sur les programmes qui contribuent à la fois au genre et à l'adaptation au CC et à l'atténuation de ses effets ainsi qu'à l'obligation de comprendre comment ces deux préoccupations interagissent, afin qu'une sensibilisation aux deux puisse améliorer l'efficacité de chacune.

## **Processus budgétaire**

Les lignes directrices/lettres de cadres/orientations budgétaires dans la plupart des pays font référence à l'importance du genre et du changement climatique. Toutefois, la façon dont cette référence se fait dans le budget change considérablement d'un pays à l'autre et le poids relatif accordé au genre et au changement climatique varie également. L'adoption de méthodes similaires peut contribuer à assurer la cohérence du processus budgétaire et la confiance en ce dernier.

## **Budget-programme**

De nombreux pays utilisent maintenant une forme de budget-programme. Les formes modernes du budget-programme alignent généralement les programmes sur les unités administratives du budget (ou centres budgétaires) et exigent de ces unités qu'elles énoncent clairement les objectifs et les résultats de leurs dépenses. La BCSG crée la demande dans le système budgétaire par programme pour que les centres budgétaires revendiquent leur contribution aux objectifs de genre et de lutte contre le changement climatique contenus dans les stratégies. L'adoption d'une pratique commune pour le genre et l'action climatique contribue à renforcer l'attention prêtée à ces questions prioritaires intersectorielles. Toutefois, il y a une limite au nombre de priorités intersectorielles qui peuvent être prises en compte dans l'ensemble du budget et les dimensions de genre et de l'action climatique doivent souvent rivaliser avec d'autres priorités. La double intégration est réalisable, tout comme, potentiellement, la triple intégration. Toutefois, il devient difficile pour les gouvernements d'intégrer plus d'une poignée de priorités intersectorielles. Adopter une approche claire et cohérente qui couvre à la fois le genre et le climat les aidera à rivaliser pour mobiliser durablement l'attention.

## **Fonds internationaux**

Il existe des fonds internationaux importants et croissants pour le climat, par exemple le Fonds pour l'adaptation (FA), le Fonds d'investissement climatique (FIC), les Fonds verts pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour satisfaire à ces financements ces fonds ont souhaité que les demandes de financement soient accompagnées d'une certaine EIG, mais cette démarche n'est pas homogène. Les pays ont la possibilité d'améliorer leurs perspectives de financement en prenant l'initiative d'inclure l'EIG dans les propositions de financement. En comparaison, les fonds internationaux pour la dimension de genre sont très petits et l'inclusion de l'EICC dans les demandes de financements des fonds en faveur de la dimension de genre est une préoccupation précieuse mais secondaire.

### **Fonds spécialisés**

La plupart des pays ont des fonds réservés au genre et d'autres à la lutte contre le changement climatique. Les fonds pour le climat ont tendance à être beaucoup plus importants que les fonds pour l'égalité hommes-femmes. La BCSG cherche à mettre au point des approches communes à la gestion de ces fonds. En particulier, il est important que les fonds spécialisés aient une vision claire de leur avantage comparatif (par ex., pour les études, la mise à l'essai et le renforcement des capacités) et de la façon de mettre à plus grande échelle les extrants de leurs activités d'intégration dans la planification et la budgétisation.

### **Financement innovant**

Il existe toute une gamme de mécanismes de financement innovant de l'action climatique (comme par exemple, les obligations et les échanges de dette). Les obligations vertes, en particulier, ont attiré beaucoup d'attention. Certains appels ont également été lancés en faveur d'obligations de genre, mais la portée de cette mesure semble beaucoup plus limitée. Il est probable que les priorités en matière de genre seront mieux servies en devenant une dimension complémentaire des obligations vertes.

### **Audit et transparence**

Les approches par pays en matière d'audit et de transparence varient considérablement. Parce que les exigences pour les deux sont analogues, elles devraient être en mesure de se soutenir mutuellement et donc d'améliorer la qualité et la valeur de ce travail.

### **Évaluation et examen des politiques**

Le cycle de planification et de budgétisation nécessite des examens occasionnels, tant au niveau des programmes qu'au niveau national. Les EIDPC et les CFCC servent souvent cette fonction. L'idéal serait que ces examens couvrent à la fois les modèles de dépenses et une analyse de l'efficacité et

de l'impact prévu des dépenses sur la dimension de genre et l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. D'importantes similitudes existent dans les méthodes employées pour cette analyse et il pourrait être utile d'effectuer des examens conjoints.

### **Expérience africaine**

Le document passe en revue l'expérience de l'intégration des questions de genre et de changement climatique dans le cycle budgétaire, en se concentrant sur quatre pays africains, à savoir, le Bénin, le Ghana, le Mozambique et l'Ouganda. Tous les pays figurant dans cette revue, ont des dispositions institutionnelles complexes, tant pour les questions climatiques que pour les questions de genre, bien que le lien entre les deux soit relativement nouveau, avec des progrès variés d'un pays à l'autre. Le tableau ci-après récapitule les résultats observés.

### **Remarques finales**

Ce compte-rendu principal examine tout un train de mesures qui peut être envisagé pour intégrer le genre et le changement climatique dans l'ensemble des activités impliquées dans le cycle budgétaire. Il s'agit d'une tâche difficile, sur le plan technique que sur le plan politique, et les progrès impliqueront à la fois des réformes techniques des pratiques budgétaires et des réformes politiques et institutionnelles. Ces deux axes doivent être poursuivis de concert. Les politiciens doivent être convaincus par les revendications faites pour les avantages de genre et climatiques découlant des dépenses qu'ils planifient (dans le cas d'un ministère dépensier) ou qu'ils approuvent (dans le cas du conseil des ministres). En outre, les fonctionnaires doivent être convaincus que, lorsqu'ils réclament (et offrent) des avantages en matière de genre et de climat, les politiciens admettront cette demande et lui accorderont la priorité appropriée dans le budget.

**“ Les politiciens doivent être convaincus par les revendications faites pour les avantages de genre et climatiques découlant des dépenses qu'ils planifient ou qu'ils approuvent ”**

**Tableau A :** Résumé de l'aperçu des progrès réalisé en matière de BCSG dans quatre pays

	Bénin	Ghana	Mozambique	Ouganda
<b>Plans chiffrés</b>				
Changement climatique	Mise en place et active		Mise en place et active	Mise en place et active
Genre			Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Lettre de cadrage/Circulaire budgétaire</b>				
Changement climatique	Mise en place et active	Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Mise en place et active
Genre	Mise en place et active	Mise en place et active	Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Formulation (préparation) du budget</b>				
Changement climatique			Pilote (à l'essai)	Mise en place et active
Genre			Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Énoncé du budget</b>				
Changement climatique				
Genre	Pilote (à l'essai)		Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique				
<b>Exécution du budget</b>				
Changement climatique	Pilote (à l'essai)	Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Pilote (à l'essai)
Genre	Pilote (à l'essai)		Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Comptabilité et suivi</b>				
Changement climatique		Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Pilote (à l'essai)
Genre		Mise en œuvre ou à l'essai précédemment – pas actuelle	Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique		Pilote (à l'essai)		
<b>Audit</b>				
Changement climatique			Pilote (à l'essai)	
Genre			Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique				
<b>Budget du citoyen</b>				
Changement climatique				Mise en place et active
Genre				Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				

Mise en place et active
Mise en œuvre ou à l'essai précédemment – pas actuelle
Pilote (à l'essai)



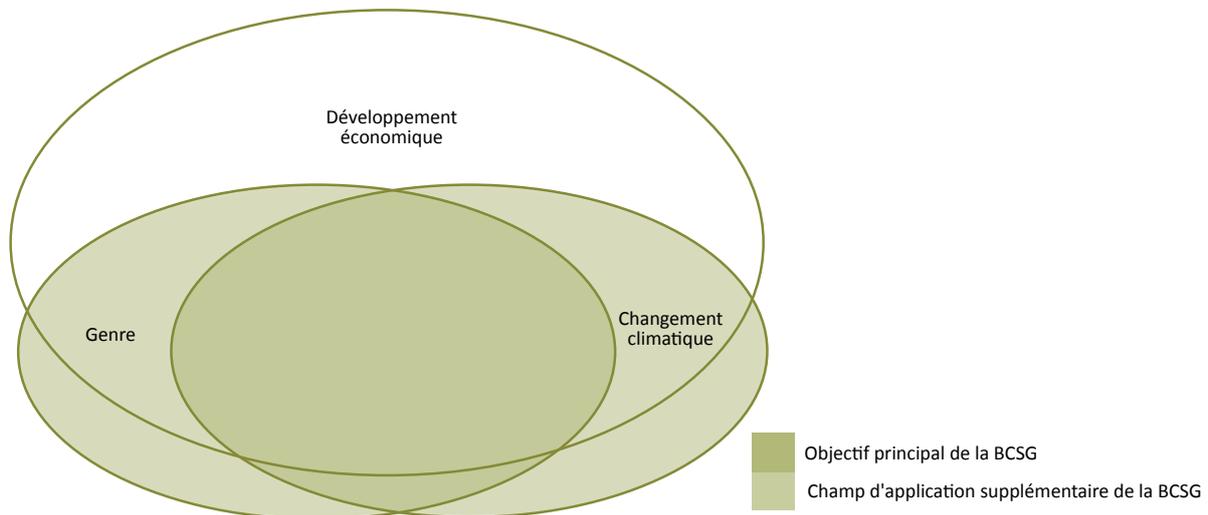
# Introduction

## 1.1 Contexte

Le genre et le changement climatique sont d'importantes préoccupations intersectorielles qui impactent lourdement la croissance économique, l'équité sociale et la durabilité environnementale. La Figure 1 décrit la portée intersectorielle des préoccupations liées au genre et au changement climatique. Presque tous les programmes sur le genre et l'action climatique contribueront au développement économique, à des degrés différents. Quelques programmes qui seront exclusivement consacrés au genre ou au climat

sont généralement petits et impliquent des études et le renforcement des capacités. Un grand nombre de programmes de dépenses contribuent à la fois à l'égalité de genre et à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, comme l'illustre la zone ombragée plus sombre de la Figure 1. La budgétisation liée au climat et sensible au genre (BCSG) implique des modifications aux méthodes et aux pratiques utilisées tout au long du cycle budgétaire afin de s'assurer de la prise en compte de l'équité de genre ainsi que de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets.

**Figure 1 :** Portée intersectorielle de la budgétisation climatique sensible au genre



Source : Auteurs

## 1.2 Coordonner les dimensions de genre et de changement climatique

La plupart des pays ont mis en œuvre des stratégies distinctes pour leur permettre de réduire les inégalités de genre, de diminuer les pertes et les préjudices causés par le changement climatique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre (GES). La plupart de ces stratégies sur le genre et le climat reconnaissent que l'intégration du genre ou de l'action climatique dans la planification et la budgétisation systématiques du développement est essentielle à leur succès. Ce document examine la valeur ajoutée potentielle découlant de la coordination de l'intégration du genre et du climat dans la planification et la budgétisation. La terminologie clé utilisée dans ce document est présentée dans l'Encadré 1.

## 1.3 Deuxième événement d'apprentissage et d'échange entre pairs BIFCCA

Reconnaissant l'importance des considérations de genre dans le financement de la lutte contre le changement climatique, la nécessité de faire progresser des solutions sensibles au genre face à l'urgence climatique et l'importance de prendre en compte le changement climatique lors de la conception et de la mise en œuvre de programmes pour réduire les inégalités de genre, l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI) a organisé un Dialogue sur les Politiques<sup>3</sup> afin de renforcer les connaissances dans ce domaine et de soutenir l'intégration des réformes connexes. Ce dialogue s'inscrit dans le cadre du Programme « Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique (BIFCCA) », qui vise à renforcer le lien entre les politiques en matière de genre et de changement climatique et le processus budgétaire. Cet événement d'apprentissage et d'échange entre pairs réunira des fonctionnaires des ministères des Finances, du Genre<sup>4</sup> et de l'Environnement/du Climat de toute l'Afrique pour faire part de leurs expériences et examiner des solutions locales.

## 1.4 Objectif de ce rapport

Ce rapport sert de compte-rendu principal au deuxième événement d'apprentissage et d'échange entre pairs sur les « Opportunités de coordination de l'intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation et les finances ». Son objectif est d'améliorer notre compréhension de la BCSG – ce qu'elle est et ce qu'il faut pour établir et soutenir une intégration globale. Il vise à tirer parti du compte rendu principal portant sur « L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et les finances », qui a été préparé pour le premier échange entre pairs du programme BIFCCA <https://www.cabri-sbo.org/en/publications/inclusive-budgeting-and-financing-for-climate-change-in-africa>.<sup>5</sup>

## 1.5 Structure de ce rapport

La Partie 2 décrit l'importance des relations entre le genre et le changement climatique, ainsi que de la budgétisation sensible au genre, et, résume l'expérience de la budgétisation sensible au changement climatique (BSC). Elle est suivie d'une vue d'ensemble des cadres de politiques existants reflétant ces relations aux niveaux international et régional. La Partie

3 présente un certain nombre d'approches communes à toutes les actions de BCSG et qui créent un environnement favorable. La Partie 4 détaille l'ensemble des mesures qui peuvent contribuer à la BCSG. La Partie 5 comprend des informations sur les différentes sources de financement, en mettant l'accent en particulier sur la façon dont une approche sensible au genre peut faciliter l'accès aux fonds climatiques. La Partie 6 relate les expériences du continent africain dans le domaine de la BCSG, en se concentrant à nouveau sur les expériences en matière de BSG qui pourraient compléter la BSC. Tout au long du document, des concepts pour la compréhension de la BCSG, des exemples d'expériences de pays du monde entier et des recherches clés sont présentés dans les encadrés d'échange de connaissances sur les pratiques de renforcement de l'apprentissage. Les encadrés se concentrent principalement sur les expériences relatives à la BSG.<sup>6</sup>

3 L'approche du Dialogue sur les Politiques comprend la recherche, l'apprentissage et l'échange entre pairs et le renforcement des capacités sous la forme d'une formation de suivi ou d'une évaluation/revue-pays.

4 Il pourrait s'agir du ministère du Genre, du ministère du Genre et de la Protection de l'Enfance, du ministère de la Condition féminine, etc.

5 <https://www.cabri-sbo.org/en/publications/inclusive-budgeting-and-financing-for-climate-change-in-africa>

6 Le compte-rendu principal au premier échange entre pairs a donné des exemples de budgétisation sensible au changement climatique.

## Encadré 1 : Terminologie

Le **genre** désigne les rôles attribués par la société aux femmes et aux hommes. Le genre est une identité acquise qui s'apprend, évolue avec le temps et varie considérablement au sein des cultures et d'une culture à l'autre. Le **sexe** identifie les différences biologiques entre les personnes de sexe masculin et féminin.

L'**égalité de genre** renvoie à l'idée selon laquelle les droits, les responsabilités et les chances des individus ne dépendent pas de leur genre. Elle implique que les intérêts, besoins et priorités de chaque individu, quel que soit son genre, sont pris en considération et que la diversité des différences entre les personnes de tous genres sont reconnues et célébrées et ne sont pas tributaires de la question de savoir si elles sont des hommes, des femmes, ou ne s'inscrivent pas dans une définition binaire de genre. L'égalité de genre est à la fois une question de droits de l'homme et un préalable au développement durable centré sur les personnes, et un indicateur de ce dernier.

Le **changement climatique** se rapporte à des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables. L'**atténuation** fait référence aux interventions humaines visant à réduire les sources ou à renforcer les puits de gaz à effet de serre (GES). L'**adaptation** est la démarche d'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences, qui atténue les effets préjudiciables ou exploite les effets bénéfiques.

L'**intégration** est le processus visant à garantir qu'une préoccupation transversale, telle que le genre ou le changement climatique, est prise en compte dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes à tous les niveaux et domaines – politiques, économiques et sociétaux. Elle peut également faire référence à l'intégration de la préoccupation intersectorielle dans la culture et les fonctions administratives des institutions ou des organisations.

La **budgetisation sensible au genre** et la **budgetisation sensible au climat** se réfèrent à l'intégration séparée du genre et du changement climatique dans le budget. La **budgetisation climatique sensible au genre** implique des réformes des méthodes et des pratiques tout au long du cycle budgétaire afin de s'assurer de la prise en compte à la fois du genre et du changement climatique. Dans de nombreux cas, il s'agit d'intégrer les préoccupations relatives au genre dans les pratiques existantes de la BSC. Elle peut également comprendre l'intégration conjointe et coordonnée du genre et du changement climatique dans le budget.

Ce rapport utilise le terme **budgetisation** pour désigner l'ensemble du cycle budgétaire, en y incorporant toutes les phases, y compris les stratégies, la planification, l'estimation, la négociation, la mise en œuvre, l'audit et l'évaluation. Le terme **approches** est utilisé pour faire référence aux principes qui guident l'intégration et sont communs à plusieurs actions. Les **pratiques** renvoient aux modifications des systèmes qui rendent opérationnelles les approches et à la manière dont ces systèmes sont gérés dans la pratique. Les **actions** désignent des politiques, des programmes et des projets qui mettent en œuvre des stratégies en matière d'égalité de genre et de lutte contre le changement climatique.

L'**évaluation de l'impact** (EI) fait référence à l'évaluation ex ante et à l'évaluation ex-post qui évaluent les résultats attendus ou réels générés par un programme. Cela comprend l'**analyse de l'incidence sur les bénéficiaires** qui évalue la répartition des avantages et des coûts pour différents groupes de personnes. L'EI Genre évalue l'impact sur l'égalité de genre. L'évaluation de l'impact du changement climatique (EICC) évalue l'impact des programmes de lutte contre le changement climatique sur tous les groupes de personnes.

Source : ECBI, « Guide de Poche sur l'Égalité de Genre sous la CCNUCC, 2020 » ; document de la convention CCNUCC de 1992, <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-convention/glossary-of-climate-change-acronyms-and-terms#m>  
Budgetisation climatique sensible au genre Bénin



# Budgétisation climatique sensible au genre

Cette section donne un aperçu de l'expérience acquise avec la BSG et la BRC, ainsi que de l'intersection entre les deux sous la forme de la BRCG. Certains des défis techniques et politiques sont soulignés. Un aperçu est présenté des cadres internationaux et régionaux en place visant à soutenir l'intégration du genre et du changement climatique dans la politique, la planification, la budgétisation et les finances nationales.

## 2.1 Expérience connexe en matière de budgétisation intersectorielle

L'intégration thématique intersectorielle dans les processus de planification et de budgétisation des gouvernements n'est pas nouvelle. S'étendant de l'éradication de la pauvreté et de l'équité au développement durable, ces domaines thématiques ont conduit à un programme de développement plus inclusif et social lorsqu'ils ont été intégrés. Ces initiatives de budgétisation thématique, si elles sont bien menées, améliorent la budgétisation du gouvernement en permettant la prise en compte d'un plus large éventail de questions, ce qui augmente l'efficacité et garantit une meilleure adéquation des priorités aux priorités stratégiques.

### **Budget-programme**

L'intégration des priorités intersectorielles dans la planification et la budgétisation se heurte à des contraintes pratiques. Dans les années 1980, de nombreuses initiatives ont été prises pour introduire une forme complète de budgétisation des programmes dans les pays en développement et ce, en partant de l'expérience des pays développés (notamment dans les États américains, en Australie et en Nouvelle-Zélande). Dans ces systèmes, une stratégie nationale définissait généralement une série de priorités politiques qu'il n'était pas nécessaire d'aligner sur des unités administratives dans le budget. En théorie, le budget était ensuite négocié et approuvé dans le cadre des priorités politiques, et ce « budget-programme » était ensuite mis en correspondance avec les différentes unités administratives qui contribuaient à chaque

programme. Dans la pratique, aucune de ces initiatives n'a eu de réelle influence, principalement parce que le budget est par nature un processus politique, négocié entre les ministres concernés. Par conséquent, le budget-programme est devenu un exercice plutôt académique, mené parallèlement aux « véritables négociations budgétaires ». Des versions plus récentes de la budgétisation des programmes acceptent la primauté de l'unité administrative dans les négociations budgétaires et veillent à ce que chaque unité budgétaire définisse clairement les programmes qu'elle met en œuvre.

### **Budgétisation sensible au genre**

Parmi les approches visant à refléter et à prendre en compte les questions thématiques dans la planification et la budgétisation figure la BSG. Cette approche recourt à des outils et des méthodes d'intégration de la dimension de genre tout au long du cycle budgétaire dans le but de promouvoir l'égalité entre les sexes dans les politiques et l'administration fiscales.<sup>7</sup> Elle implique l'utilisation des évaluations basées sur le genre, l'intégration d'une perspective de genre et la restructuration des recettes et des dépenses de sorte à mieux refléter les questions et les considérations ventilées par sexe tout au long du processus budgétaire.<sup>8</sup> S'attaquer aux inégalités entre les sexes ainsi qu'aux besoins et aux opportunités des femmes peut avoir une influence positive sur la croissance. Les politiques budgétaires qui sont orientées à ces fins sont donc bénéfiques, tant en termes d'équité sociale que de performances économiques.

Au niveau national, historiquement, la BSG se reflète périodiquement dans les secteurs ciblant traditionnellement la promotion des femmes et l'égalité des sexes, comme la santé et l'éducation. Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a souligné que la majorité des pays de l'OCDE (59 % des répondants à l'enquête de l'OCDE sur les pratiques de budgétisation sensible au genre) ne pratiquent pas explicitement la BSG, mais que 90 % d'entre eux utilisent des outils de gestion des finances publiques (GFP) pour promouvoir l'égalité des sexes.<sup>9</sup>

7 Ronnie Downes, Lisa von Trapp et Scherie Nicol, « Gender Budgeting in OECD Countries », 2017, <http://www.oecd.org/gender/Gender-Budgeting-in-OECD-countries.pdf>

8 Conseil de l'Europe, « L'égalité dans les budgets : pour une mise en œuvre pratique », <https://rm.coe.int/1680599885>

9 Downes et al, "Gender Budgeting".

Les pays d'Afrique subsaharienne ont été parmi les pionniers mondiaux des approches liées à la BSG, suivant l'exemple de l'Australie dans les années 1980. L'Afrique du Sud a été le premier pays du continent à créer un mouvement et à intégrer l'approche dans la planification et les budgets, suivie par l'Ouganda et la Tanzanie. Depuis lors, de nombreux autres pays ont suivi le mouvement afin que la BSG contribue aux objectifs d'égalité des sexes. Cette expérience constitue une base solide qui permet de diriger les efforts mondiaux de reconnaissance et d'adoption des approches de la BSG. En revanche, l'Afrique a plusieurs années de retard sur l'Asie dans la mise en œuvre de la CRB et bénéficiera de l'expérience internationale des pays non africains. L'encadré 2 décrit l'expérience du Timor Leste en matière de budgétisation sensible au genre.

### **Budgétisation liée au climat**

Au cours des dix dernières années, l'expérience de la CRB s'est également développée. Le document principal intitulé « L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et les finances » contient une analyse détaillée de la budgétisation climatique.<sup>10</sup> Ces initiatives comprennent :

- Renforcer la référence aux stratégies et plans d'action climatiques dans la préparation du budget ;
- Améliorer l'utilisation de l'évaluation de l'impact du changement climatique dans la conception des programmes de dépenses et l'utiliser pour justifier leur priorité dans le budget ;

- Classifier la pertinence climatique des dépenses et les identifier ou les noter afin que les tendances des dépenses climatiques puissent être utilisées lors des négociations budgétaires ;
- utiliser les données sur les modèles de dépenses et l'efficacité dans les examens des dépenses publiques afin d'éclairer la révision des stratégies et des plans à moyen terme ;
- Améliorer la transparence et la responsabilité des dépenses climatiques en renforçant le rôle et la capacité des acteurs de la responsabilité.

Des possibilités importantes d'échange d'expériences entre la budgétisation sensible au genre et la budgétisation climatique existent et c'est une opportunité clé pour le GRCB. Les gouvernements peuvent ainsi contribuer aux priorités nationales transversales liées au genre et au climat. En outre, cela contribuerait à faire progresser les objectifs convenus au niveau international, tels que les Objectifs de développement durable (ODD), qui offrent un potentiel important pour le développement durable, comme décrit dans l'encadré 3. Toutefois, les gouvernements doivent veiller à ne pas donner la priorité à tous les objectifs intersectoriels en même temps, sous peine de tomber dans le piège séduisant de l'approche de la budgétisation globale des programmes qui a échoué dans les années 1980.

#### **Encadré 2 : BSG au Timor-Leste**

« La budgétisation sensible au genre a reçu un statut légal [au Timor Leste] par le parlement national. L'initiative visait à garantir l'introduction d'une perspective de genre dans la planification et l'analyse des programmes gouvernementaux et la fixation d'objectifs spécifiques. Les agences gouvernementales sont invitées à indiquer si leurs programmes ont pris en compte les différents besoins des femmes et des hommes, si les objectifs du gouvernement sont conformes aux accords internationaux sur l'égalité des sexes, et comment les politiques et programmes gouvernementaux contribueront à l'égalité des sexes. Parmi les exemples de politiques et de programmes axés sur l'égalité entre les sexes, citons ceux qui visent à (i) améliorer l'accès des filles et des femmes à l'éducation et à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques et un programme de bourses d'études qui s'attaquent aux inégalités dans l'inscription des filles et des femmes dans l'enseignement supérieur ; (ii) identifier et créer davantage d'opportunités en faveur des femmes dans les secteurs économiques en croissance, tels que le tourisme, le commerce et l'industrie ; et (iii) améliorer l'accès des femmes aux services d'aide juridique et aux mesures connexes nécessaires à une meilleure lutte contre la violence à l'égard des femmes ».

Source : Janet Gale Stotsky, 'Gender Budgeting: Fiscal Context and Current Outcomes', 2016, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Gender-Budgeting-Fiscal-Context-and-Current-Outcomes-44132>, pages 21–22

10 CABRI, 'The Integration of Climate Change into Budgeting and Finance', 2021, <https://www.cabri-sbo.org/en/publications/policy-brief-2021-the-integration-of-climate-change-into-budgeting-and-finance>.

### Encadré 3 : Potentiel économique des objectifs de développement durable

Le Programme 2030 pour le développement durable est un accord mondial important qui aborde spécifiquement les liens entre le genre et le climat et, surtout, les ODD mettent l'accent sur des objectifs sociaux, économiques et environnementaux interdépendants, tout aussi nécessaires pour un avenir durable. Les ODD représentent une ressource immense permettant de financer des actions sur le genre et le climat et de développer les économies. Les estimations montrent que la réalisation des ODD permettrait de créer 380 millions d'emplois dans le monde et offrirait 12 000 milliards USD d'opportunités de marché dans les systèmes économiques de l'alimentation et de l'agriculture, des villes, de l'énergie et des matériaux, et de la santé et du bien-être.<sup>11</sup> Une analyse de 2018 a révélé que 40 % des 250 plus grandes entreprises du monde ont abordé les ODD dans leurs rapports.<sup>12</sup> La priorisation des ODD dans le secteur privé est en augmentation, notamment en ce qui concerne l'ODD5 sur l'égalité des sexes et l'ODD13 sur le changement climatique. Un rapport de 2018 d'Oxfam a noté ce changement considérable, affirmant que l'ODD5 et 13 « n'auraient sans doute pas été classés en tête des priorités des entreprises il y a seulement quelques années ».<sup>13</sup>

## 2.2 Qu'est-ce que la budgétisation climatique sensible au genre ?

En théorie, le GRCB est l'idée que l'intégration à la fois du genre et du climat dans la GFP - ou double intégration - garantira une meilleure planification et une utilisation plus efficace, efficiente et équitable des ressources financières publiques, conduisant à des résultats de développement intersectoriels plus solides. Alors que le GRCB est souvent utilisé pour faire référence à l'intégration du genre dans les initiatives CRB existantes, le terme est également utilisé dans ce document pour faire référence à une approche conjointe

et coordonnée dans laquelle le genre et le climat sont intégrés dans le budget en même temps, en utilisant des méthodes et des ressources communes.

### Portée de la GRCB

La BSG et la CRB ont souvent mis l'accent sur la formulation du budget (notamment par le marquage/la notation), mais le genre et le climat doivent être intégrés tout au long du cycle, comme l'illustre la figure 2. Cela inclut non seulement la planification et l'approbation des dépenses, mais aussi la gouvernance des dépenses réelles et l'examen de l'efficacité.

### Importance de la conception et de l'évaluation des politiques, programmes et projets

L'alignement de la politique budgétaire afin de donner la priorité à l'investissement à la fois dans l'égalité de genre et les droits des femmes et dans l'adaptation et l'atténuation du climat peut stimuler la croissance économique et atteindre les objectifs d'inclusion et de non-discrimination. De cette manière, le financement du climat et de l'égalité des sexes peut contribuer davantage aux avantages du développement. Les gouvernements doivent déterminer les besoins budgétaires afin de mettre en œuvre efficacement des politiques et des stratégies tenant compte du genre et du climat - par exemple, si des ressources spécifiques sont nécessaires de manière à atteindre et inclure différents groupes de parties prenantes, ou si des formations supplémentaires sont nécessaires pour faciliter le renforcement des compétences sur des concepts connexes.

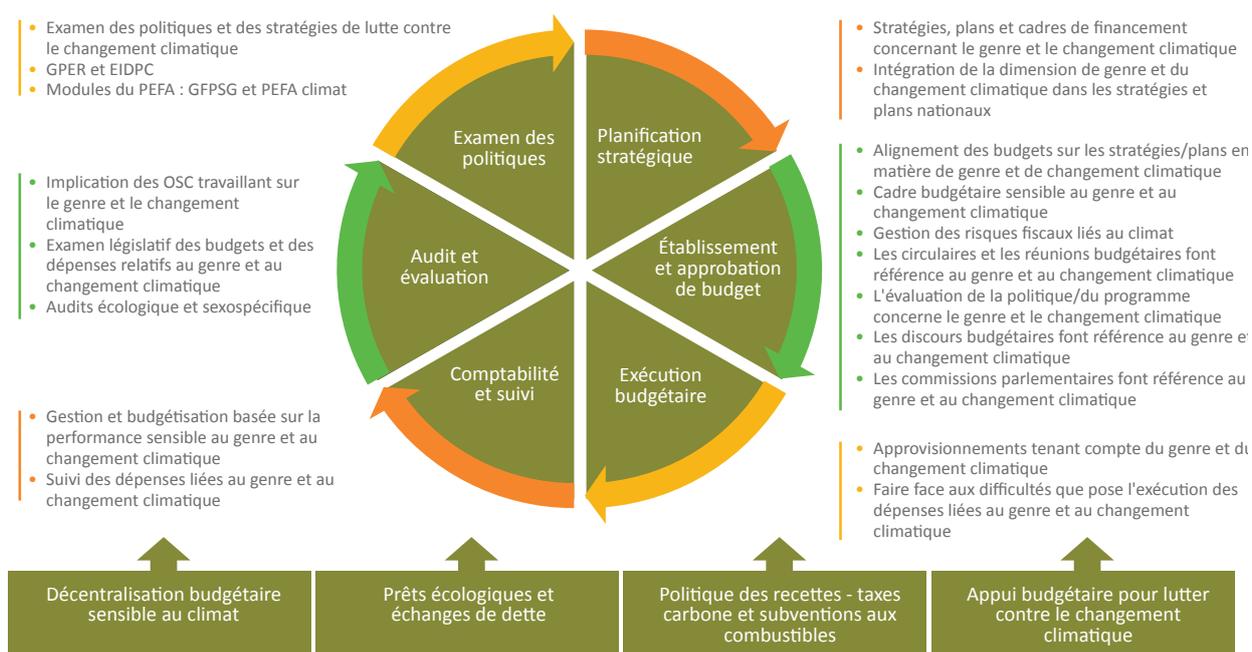
Grâce à la BSG, les gouvernements peuvent mettre en évidence la manière dont les ressources publiques seront allouées pour bénéficier à la fois aux femmes et aux hommes dans la conception, la mise en œuvre et les résultats des politiques et des stratégies. Si les pays mènent déjà une GRB et une CRB en utilisant des méthodes similaires et avec une bonne collaboration entre les deux initiatives, ils adopteront déjà une approche GRCB. Une nouvelle initiative n'est pas nécessaire, mais une consolidation continue des initiatives existantes et une coordination des méthodes et des pratiques, afin que l'analyse de genre et l'analyse climatique puissent apprendre de leurs expériences respectives et renforcer la clarté et la crédibilité, en particulier auprès des ministères des finances.

11 Commission des entreprises et du développement durable, « Better Business, Better World », 2017, <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2399BetterBusinessBetterWorld.pdf>

12 KPMG, « How to Report on the SDGs : What Good Looks Like and Why it Matters », 2018, <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/xx/pdf/2018/02/how-to-report-on-sdgs.pdf>

13 R. Mhlanga, U. Gneiting and N. Agarwal, 'Walking the Talk: Assessing Companies' Progress from SDG Rhetoric to Action', Oxfam Discussion Papers, 2018, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620550/dp-walking-the-talk-business-sdgs-240918-en.pdf>, p.13.

**Figure 2 :** BCSG tout au long du cycle budgétaire



Source : Développé à partir de CABRI, 'The Integration of Climate Change into Budgeting and Finance', 2021

Reconnaître et comprendre les liens entre le genre et le changement climatique crée des opportunités pour réviser la conception des programmes de dépenses afin de fournir des résultats plus équitables et efficaces à toutes les personnes. Les programmes qui prennent en compte le genre et les impacts du changement climatique sont mieux préparés à répondre et à atténuer les problèmes et menaces spécifiques liés au genre, tels que la réduction des vulnérabilités spécifiques aux femmes ou aux hommes et la lutte contre les dynamiques de pouvoir inégales dans l'accès aux ressources. En outre, les programmes qui abordent ces questions transversales offrent des avantages plus équitables et des résultats plus résilients en exploitant le potentiel des femmes et des hommes à participer aux solutions et à les diriger.

La prise en compte conjointe et simultanée du genre et du changement climatique dans les programmes visera à aborder un large éventail d'inégalités et de risques liés au genre dans l'atténuation du changement climatique, l'adaptation et le renforcement de la résilience. Par exemple, les dynamiques de pouvoir inégales dans la prise de décision et les rôles culturels de genre influencent qui, dans une société, peut utiliser et accéder à certaines ressources et services, ce qui a un impact sur la capacité d'une personne à s'adapter au changement climatique et à participer aux programmes d'atténuation.

### **Institutions et systèmes**

La double intégration de la GRCB est assurée par des changements dans les systèmes utilisés pour la GFP tout au long du cycle budgétaire (voir section 4).<sup>14</sup> Cette intégration peut inclure des changements dans les méthodes, les pratiques, les systèmes, les normes et/ou les responsabilités. Elle peut se produire au niveau national, y compris la contribution des partenaires internationaux, et au niveau local. Les changements dans les systèmes de PFM définissent les méthodes qui permettent d'intégrer le genre et le changement climatique dans le cycle budgétaire. Ils sont complétés par les changements de politique et de comportement professionnel et institutionnel qui sont essentiels à la réalisation des objectifs de développement du climat et du genre en faveur de la justice sociale et climatique.<sup>15</sup> Sans cela, la crise climatique exacerbera les inégalités existantes, y compris celles fondées sur le genre, et les programmes qui visent à réduire les inégalités risquent d'être mis en échec par le changement climatique.

14 Sandra Guzman et al, "The Need to "Double Mainstream" Gender and Climate in Public Finance", mars 2021, <https://www.internationalbudget.org/2021/03/the-need-to-double-mainstream-gender-and-climate-in-public-finance/>.

15 PNUD, 'Ensuring Equity in Climate Change Financing', 2012, p.2.

## 2.3 Arguments en faveur d'une double intégration du genre et du climat

### **Les arguments en faveur d'une double intégration**

La sensibilité au genre peut améliorer l'efficacité du financement du climat, et la sensibilité au climat peut améliorer l'efficacité du financement du genre. Une grande partie de l'attention se concentre sur le premier car le financement primaire du climat est plus important que le financement du genre. Cependant, dans de nombreux programmes, le genre et le changement climatique sont tout aussi importants pour déterminer l'efficacité, même si le financement peut être considéré comme un financement climatique. En outre, la relation entre le genre et le changement climatique (en particulier pour l'adaptation) peut être complexe et nécessite une collaboration entre les experts du genre et du climat. Par conséquent, il est utile de considérer les questions de genre et de climat comme une double préoccupation, plutôt que d'étudier uniquement la possibilité d'intégrer le genre dans le financement climatique.

Dans le monde entier, le genre façonne les attentes, les attributs, les rôles, les capacités et les droits de chaque personne, et il influence les expériences et les vulnérabilités différenciées des femmes, des filles, des hommes et des garçons face au climat. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique - tels que l'augmentation de la charge de travail, l'insécurité alimentaire et les menaces pour la santé - en raison d'inégalités de genre profondément ancrées, d'attentes sexuées et de normes de genre oppressives. Ces inégalités limitent l'accès des femmes aux ressources d'adaptation, à la justice, à la mobilité et à la possibilité de se faire entendre pour prendre des décisions et influencer les politiques.<sup>16</sup> Comme le changement climatique met l'accent sur la dynamique sociale et la disponibilité des ressources, il exacerbe également les inégalités de genre existantes, ce qui a un impact supplémentaire sur la capacité des groupes marginalisés à accéder et à bénéficier des solutions d'adaptation et d'atténuation.

Il est important de reconnaître que les femmes et les groupes marginalisés ne sont pas seulement des victimes vulnérables du changement climatique, mais qu'ils ont aussi la capacité et les connaissances nécessaires pour devenir

des agents actifs de l'adaptation et/ou de l'atténuation. Ils peuvent le faire dans l'intérêt de l'ensemble de la société et ils peuvent être particulièrement efficaces dans la mise en œuvre de l'adaptation/atténuation d'une manière qui réduit les inégalités de genre qui se développent.<sup>17</sup> Les femmes détiennent des connaissances et une expertise uniques liées à leurs rôles importants et à leurs interactions avec l'environnement, et leur participation et leur leadership contribuent à débloquent des opportunités innovantes et sensibles au genre dans le domaine du climat.<sup>18</sup>

Il est de plus en plus reconnu que l'adaptation et l'atténuation durables du changement climatique doivent s'attaquer aux inégalités et aux déséquilibres de pouvoir auxquels sont confrontés les femmes et les hommes dans le monde entier et rechercher des opportunités, des relations et une agence positives et transformatrices pour tous les humains. Pour élaborer des réponses efficaces au changement climatique, il faut comprendre comment l'inégalité entre les sexes affecte et est affectée par de multiples questions : l'accès aux ressources et leur contrôle, les structures institutionnelles, les réseaux sociaux, culturels et formels, les processus décisionnels et les systèmes de gestion financière.

Dans le même temps, de nombreux programmes visant à promouvoir l'égalité des sexes sont affectés par le changement climatique. Ils pourraient être ajustés pour garantir que toutes les mesures rentables visant à réduire les risques liés au changement climatique soient intégrées et que toutes les possibilités viables de contribuer à la réduction des émissions de GES soient incluses dans ces programmes.

Il est largement admis que le fait de s'attaquer conjointement à l'inégalité entre les sexes et au changement climatique améliorera la performance des dépenses liées au genre et au climat,<sup>19</sup> et contribuera également à garantir que les progrès en matière d'égalité entre les sexes ne soient pas ralentis ou inversés par les impacts du changement climatique. L'expérience des programmes de développement a montré que les politiques, programmes et interventions qui ignorent ou négligent les considérations de genre et de climat produisent des résultats inéquitables et souvent inefficaces à long terme. En outre, ces interventions à courte vue peuvent exacerber davantage l'injustice et l'inégalité en gaspillant les ressources et en sapant les gains de développement de la société, en particulier pour les femmes et les filles.<sup>20</sup>

16 UNFCCC, 'Guide to Gender Equality under the UNFCCC', 2020, <https://wedo.org/wp-content/uploads/2020/11/2020-Guide-to-Gender-Equality-under-the-UNFCCC.pdf>

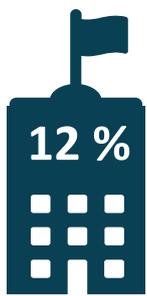
17 Sophia Huyer et Heidi Braun, 'Scaling out Gender Transformation for Climate Change', CCAFS, March 2020, <https://ccafs.cgiar.org/fr/node/57969?page=1>

18 Gender Smart, 'Gender and Climate Investment: A Strategy for Unlocking a Sustainable Future', 2021, <https://static1.squarespace.com/static/5af586a9a9e0287427653654/t/601ae6fe2f333d2a1fb598aa/1612375826979/Gender&ClimateInvestment-GenderSmartReport-Feb21.pdf>

19 Patel et al., 'Tackling Gender Inequality and Climate Change through the Budget: A Look at Gender-Responsive Climate Change Budgeting in Bangladesh and Mexico', 2021, <https://www.internationalbudget.org/publications/tackling-gender-inequality-and-climate-change-through-the-budget-a-look-at-gender-responsive-climate-change-budgeting-in-bangladesh-and-mexico/>

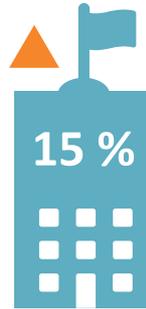
20 Patel et al., 'Tackling Gender Inequality'.

# Focus sur le genre et le changement climatique

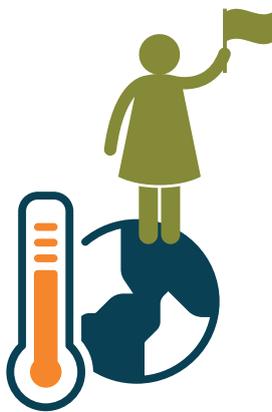


2015

Le nombre de femmes occupant des postes ministériels dans le secteur de l'environnement a augmenté de 3 % de 2015 à 2021

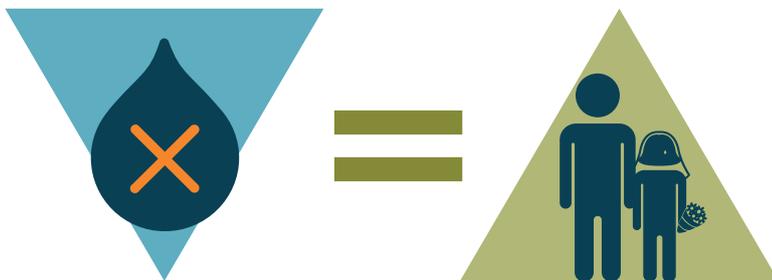


2020



Une étude a révélé que les pays comptant davantage de femmes dans leurs parlements nationaux adoptent des politiques plus strictes en matière de changement climatique

Les pays à faible revenu ont perdu près de **4 fois plus de leurs recettes** que les pays à revenu intermédiaire à la suite de catastrophes climatiques



En cas de **sécheresse extrême**, le nombre de filles vendues pour un mariage précoce dans le but d'alléger la pression sur les ressources du ménage **augmente**.

Le PIB annuel pourrait être inférieur de **17 000 milliards USD d'ici 2100** en raison du changement climatique.

Les impacts en Afrique seraient particulièrement graves



Après deux cyclones tropicaux au Vanuatu, on a constaté **une augmentation de 300 % des nouveaux cas de violence domestique**

**Tableau 1 :** Faits et statistiques sur le genre et le changement climatique

	Genre	Changements climatiques
<b>Lois</b>	Dans une étude de 189 économies réalisée par la Banque mondiale, toutes présentaient au moins une différence de traitement juridique entre les sexes : 68 avaient au moins une loi limitant la prise de décision et la liberté de mouvement des femmes, 75 restreignaient les droits d'accès et de propriété des femmes, et 133 avaient au moins une restriction de l'accès des femmes à la justice. <sup>21</sup>	L'étude mondiale sur la législation climatique de 2015 a examiné les lois sur le changement climatique dans 99 pays et en a recensé 804, soit près du double du niveau de 2009. Tous les pays sauf 17 ont des lois-cadres et plus de 75 % des émissions mondiales de GES sont couvertes par des lois. Seule la moitié environ des pays disposent de lois relatives à l'adaptation au changement climatique. <sup>22</sup>
<b>Impact économique</b>	<p>Une étude a révélé que faire progresser l'égalité des femmes pourrait ajouter entre 12 et 28 000 milliards de dollars US au PIB mondial d'ici 2025.<sup>23</sup></p> <p>Au Malawi, les inégalités de genre dans l'agriculture coûtent 100 millions de dollars US par an, selon une étude de 2015. S'attaquer à ces inégalités par le biais de politiques visant à réduire les inégalités d'accès aux technologies économes en main-d'œuvre pourrait permettre d'augmenter le rendement des cultures de 7,3 % par an et d'améliorer la résilience grâce à une augmentation des revenus, une meilleure nutrition et une meilleure santé, ainsi qu'une augmentation du PIB national de 1,8 %.<sup>24</sup></p>	Il existe de nombreuses estimations de l'impact économique potentiel du changement climatique. Une étude récente a suggéré que le PIB annuel pourrait être inférieur de 17 000 milliards USD d'ici 2100. Les impacts en Afrique seraient particulièrement graves. <sup>25</sup>
<b>Vulnérabilité</b>	Les femmes et les filles sont surreprésentées parmi les pauvres ; 330 millions de femmes et de filles vivent avec moins de 1,90 USD par jour. <sup>26</sup>	Une étude de la répartition des pertes liées aux catastrophes climatiques en fonction des revenus a suggéré que les pays à faible revenu perdaient 5 % de leurs revenus et les pays à revenu intermédiaire 1,1 à 1,3 %. L'étude suggère que les ménages à faible revenu vivent souvent dans les zones de faible altitude les plus vulnérables aux inondations. <sup>27</sup>

21 Banque mondiale, 'Infographic : Women, Business and the Law 2018: Legal Barriers Remain Widespread', 2018, <https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2018/07/30/women-business-and-the-law-2018-legal-barriers-for-women-remainwidespread>

22 Nachmany et al., 'The 2015 Global Climate Legislation Study', 2015, [https://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2015/05/Global\\_climate\\_legislation\\_study\\_20151.pdf](https://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2015/05/Global_climate_legislation_study_20151.pdf)

23 McKinsey Global Institute, 'The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth', 2015, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

24 ECBI, "Guide de poche".

25 Tom Kompas, Van Ha Pham and Tuong Nhu Che, 'The Effects of Climate Change on GDP by Country and the Global Economic Gains from Complying with the Paris Climate Accord', 2018, <https://doi.org/10.1029/2018EF000922>

26 ONU Femmes, 'Turning Promises into Action: Gender Equality in the 2030 Agenda for Sustainable Development', 2020, <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-fact-sheet-global-en.pdf?la=en&vs=3554>

27 United Nations, *Climate Change Resilience: An Opportunity for Reducing Inequalities*, World Economic and Social Survey 2016, New York.



	Genre	Changements climatiques
<b>Indemnisation</b>	Une étude sur les investissements fonciers réalisés par une entreprise de biocarburants en Tanzanie et au Mozambique a révélé que les femmes représentaient moins de 15 % des personnes recevant une indemnité pour la perte de leurs terres. Concernant les femmes qui ont reçu une indemnité, elles ont reçu trois à six fois moins d'argent pour leurs terres par rapport aux hommes. <sup>28</sup>	L'examen récent de l'aide humanitaire par le ministère du développement international suggère qu'elle est relativement neutre en termes de genre, bien que cela s'applique à tous les types d'aide en cas de catastrophe, et pas seulement à ceux associés au changement climatique. <sup>29</sup>
<b>Parlement</b>	Une étude a révélé que les pays comptant davantage de femmes dans leurs parlements nationaux adoptent des politiques plus strictes en matière de changement climatique. <sup>30</sup>  Une étude portant sur 712 ministères du secteur de l'environnement dans le monde a révélé que les femmes occupaient 15 % des postes ministériels en 2020, soit une légère augmentation par rapport aux 13 % de 2015. <sup>31</sup>	
<b>Violence</b>	Il existe de plus en plus de preuves dans le monde que le changement climatique peut exacerber la violence sexiste. Par exemple, en Ouganda, en raison de l'échec des cultures rémunératrices causé par des saisons sèches prolongées, les hommes ont essayé de vendre les cultures des femmes traditionnellement utilisées pour la consommation du ménage afin de compenser la perte de revenus. Les tensions sociales accrues concernant les revenus et la sécurité alimentaire ont entraîné des cas de violence domestique pour exercer un contrôle sur les terres et les ressources. <sup>32</sup>  Les catastrophes liées aux conditions météorologiques peuvent entraîner une augmentation des cas de violence sexiste, y compris la violence entre partenaires intimes. Après deux cyclones tropicaux au Vanuatu, on a constaté une augmentation de 300 % des nouveaux cas de violence domestique. <sup>33</sup>	
<b>Changement social</b>	Les rapports faisant état d'une augmentation des taux de mariage des enfants en réponse aux catastrophes naturelles et au changement climatique suscitent une inquiétude croissante. Un cas en Éthiopie a révélé que le nombre de filles vendues pour un mariage précoce avait augmenté afin que les familles puissent avoir accès au bétail et alléger la pression sur les ressources des ménages pour faire face aux conditions de sécheresse extrême. <sup>34</sup> Certains pays remarquent cette tendance et l'abordent dans leurs plans et rapports nationaux. Par exemple, le rapport du Malawi intitulé « 2015 Floods Post Disaster Needs Assessment Report » mentionne le mariage des enfants comme un risque accru pour les femmes et les filles à la suite de catastrophes telles que les inondations. <sup>35</sup>	

- 28 C. Salcedo-La Viña and L. Notess, 'A Fair Share for Women: Toward More Equitable Land Compensation and Resettlement in Tanzania and Mozambique', World Resources Institute (WRI), 2018, <https://www.wri.org/research/fair-share-women-toward-more-equitable-land-compensation-and-resettlement-tanzania-and-mozambique#:~:text=when%20villages%20resettle-,A%20Fair%20Share%20for%20Women%3A%20Toward%20More%20Equitable%20Land%20Compensation,from%20harmful%20commercial%20land%20deals>
- 29 DFID, 'Results Achieved by Sector in 2015–2019: Humanitarian', [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/815320/Humanitarian.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/815320/Humanitarian.pdf)
- 30 A. Mavisakalyan et Y. Tarverdi, 'Gender and Climate Change: Do Female Parliamentarians Make a Difference ? *European Journal of Political Economy*, 56 (2019): 151-164.
- 31 IUCN, 'Environment and Gender Information (EGI) Platform', 2020, <http://genderandenvironment.org/egi/>
- 32 I. Castañeda Camey, L. Sabater, C. Owren et A.E. Boyer, Gender-Based Violence and Environment Linkages : *The Violence of Inequality*, ed. J. Wen (Gland, Switzerland: UICN, 2020).
- 33 UN Women Fiji, 'Climate Change, Disasters and Gender-Based Violence in the Pacific', 2014, <http://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/1/climate-change-disasters-andgender-based-violence-in-the-pacific>
- 34 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), « Human Rights and Climate Change », <https://www.ohchr.org/en/issues/hrandclimatechange/pages/hrclimatechangeindex.aspx>.
- 35 Gouvernement du Malawi, « Malawi 2015 Floods Post Disaster Needs Assessment Report », Union européenne, Banque mondiale et Nations unies, 2015, <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/pda-2015-malawi.pdf>

La lutte contre les inégalités de genre et la transformation des systèmes oppressifs peuvent contribuer à la résilience sociale, environnementale et économique des pays. Des politiques climatiques robustes peuvent jouer un rôle clé dans la conduite d'un changement transformateur, mais elles doivent être soutenues par une volonté politique solide et une planification financière adéquate pour garantir des approches et des résultats durables et sensibles au genre.

### Défis pour la double intégration

Cette section a cherché à décrire les avantages potentiels de la double intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation. Cependant, en raison d'une série de défis, rares sont les pays où la double intégration est établie et durable. Le tableau 2 décrit les principaux défis et les mesures possibles pour les relever. L'importance de chaque défi varie d'un pays à l'autre.

**Tableau 2 :** Défis liés à la double intégration des questions de genre et de changement climatique

Défi à relever	Mesures potentielles permettant de relever le défi
<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de mandats clairs et de leadership institutionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Définition de méthodes pratiques de coopération entre les institutions existantes, plutôt que de créer de nouvelles institutions</li> <li>Rôle des personnalités politiques de haut rang pour diriger les initiatives intersectorielles</li> <li>Importance des champions dans le corps législatif et la société civile</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les capacités limitées de planification et de budgétisation doivent se concentrer sur les programmes sectoriels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ajouter des compétences en matière d'intégration aux responsabilités des fonctionnaires existants plutôt que de créer de nouveaux postes et de nouvelles institutions.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tendance à se concentrer sur l'accès au financement climatique pour le genre, plutôt que sur l'intégration plus large du genre et des finances dans les programmes de développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance de l'importance d'intégrer également le genre et le changement climatique dans les dépenses de développement.</li> <li>Utilisation du marquage/de la notation pour démontrer le succès de l'augmentation des dépenses liées au genre et au climat.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficulté à définir les dépenses liées au genre et au climat</li> <li>Questions sur la crédibilité (surtout de la part des ministères des finances), si les méthodes sont simplistes.</li> <li>Complexité des tâches techniques (par exemple autour de l'incidence des bénéficiaires et des méthodes de classification des dépenses)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de méthodes qui abordent les questions essentielles mais le font de manière pratique, en utilisant une évaluation qualitative mais structurée par des experts, sauf pour les plus grands programmes.</li> <li>Méthodes d'examen par les pairs pour renforcer la confiance dans l'analyse</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité limitée des données sur les dépenses, en particulier pour les dépenses réelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance par les ministères des finances que la BCSG améliorera la croissance économique, ainsi que l'équité sociale et les normes environnementales.</li> <li>Promotion d'une attitude de préoccupation partagée, plutôt que d'ingérence extérieure.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prolifération de priorités intersectorielles (s'étendant à l'ensemble des 17 ODD, par exemple)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessité pour les gouvernements de « hiérarchiser les priorités » parmi les priorités intersectorielles et d'éviter les plans de développement globaux sans priorité claire.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Incapacité des personnes non techniques (par exemple, les politiciens, la société civile, les médias) à suivre la complexité technique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiatives de sensibilisation</li> <li>Budgets et rapports de programme des citoyens</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Intérêt dominant pour l'accès aux fonds internationaux dans les pays dépendants de l'aide.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement des partenaires internationaux dans la double intégration afin que leurs programmes soient guidés par les stratégies nationales en matière de genre et de climat.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficulté d'étendre la BCSG aux gouvernements infranationaux et aux canaux de dépenses hors budget.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilités de pilotage et d'échelonnement, en commençant par les domaines clés et en étendant ensuite à d'autres canaux de financement.</li> <li>incitations à la participation des organismes dépensiers (par exemple, formules de transfert pour les collectivités locales).</li> </ul>

Bon nombre des défis liés à l'intégration du changement climatique indiqués dans le document d'orientation intitulé « L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et les finances » sont également pertinents pour ce double travail d'intégration, aggravés par des dynamiques sociales et d'équité entre les sexes, d'autant plus que celles-ci sont souvent marginalisées dans les institutions, la planification, les processus et la mise en œuvre au niveau national.

## 2.4 Accords internationaux promouvant le genre et le climat

Les actions internationales visant à intégrer la dimension de genre dans les solutions au changement climatique et le financement du climat ont augmenté de manière significative au cours des dernières décennies. Les accords internationaux sont importants pour faire progresser le débat sur ces questions, fournir une base pour les investissements et l'attention, et inciter les gouvernements, les donateurs, les organisations et les institutions à agir pour progresser sur les priorités convenues au niveau mondial. Nous distinguons les accords internationaux des accords régionaux.

### Accords internationaux

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui fixe la trajectoire et les normes mondiales en matière de solutions au changement climatique, a fait des progrès considérables au cours de la dernière décennie en intégrant la dimension de genre dans tous les domaines thématiques des négociations - passant des objectifs de représentation et de participation égale aux négociations à l'inclusion de considérations de genre dans l'accord historique de Paris, et maintenant à un plan d'action pour l'égalité des sexes (GAP) autonome et complet. En outre, chaque domaine thématique majeur des négociations comporte au moins une référence au genre dans ses décisions, y compris les objectifs visant à renforcer l'égalité des sexes par le biais des politiques et des pratiques, à encourager la participation et l'équilibre des sexes dans la prise de décision, et à promouvoir des approches sensibles au genre dans les politiques et les actions relatives au changement climatique.<sup>36</sup> L'encadré 4 donne un aperçu du Groupe de travail africain sur le genre et le changement climatique (AWGGCC).

### Encadré 4 : Groupe de travail africain sur le genre et les changements climatiques

La reconnaissance internationale accrue des liens entre le genre et le changement climatique et des priorités d'action a également ouvert des opportunités pour une participation pleine, égale et significative des femmes dans les politiques et actions climatiques au niveau international, régional, national et local. Cette démarche est une composante nécessaire pour aborder de manière pertinente les lacunes et les obstacles liés au genre et pour élaborer des politiques, des plans, des stratégies et des actions en matière de changement climatique qui tiennent compte du genre.

L'AWGGCC a été créé en 2013 pour fournir un leadership et une coordination essentiels à l'engagement de l'Afrique dans les processus régionaux et mondiaux de genre et de changement climatique. Le groupe de travail a joué un rôle clé de plaidoyer en appelant les pays africains à intégrer le genre dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris,<sup>37</sup> en partageant des informations sur les liens entre le genre et le climat dans les accords internationaux,<sup>38</sup> et en organisant des discussions avec les négociateurs africains pour partager les connaissances et proposer des stratégies sur le genre et le changement climatique.<sup>39</sup>

Grâce aux efforts déployés avec le Groupe de travail, le Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC) a également élaboré le Programme Femmes et Genre sur le changement climatique pour renforcer la participation des femmes aux actions de lutte contre le changement climatique.<sup>40</sup> Certaines des activités prévues comprennent la formation de femmes négociatrices afin de garantir une législation et une mise en œuvre des programmes tenant compte de la dimension de genre. C'est le cas dans plusieurs pays africains, dont le Bénin.

36 ECBI, 'Pocket Guide', 18.

37 Banque africaine de développement, " The African Working Group on Gender and Climate Change Calls for a Move from Mainstreaming to Integration ", novembre 2016, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/the-african-working-group-on-gender-and-climate-change-calls-for-a-move-from-mainstreaming-to-integration-16367>

38 Groupe de travail africain sur le genre et le changement climatique (AWGGCC). 'Gender Analysis of the Paris Agreement and Implications for Africa', Briefing Note, International Development Research Centre (IDRC), <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/56478/IDL-56478.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

39 M. Nyasimi et W. Lichuma, 'Stocktaking of Gender and Climate Change Initiatives in Africa', CGIAR, November 2017, <https://ccaafs.cgiar.org/news/stocktaking-gender-and-climate-change-initiatives-africa>

40 A.A. Babugura 'Policy Briefing : Women, Power & Policymaking', Africa Portal, South African Institute of International Affairs, and Centre for International Governance Innovation, 2019, [https://media.africaportal.org/documents/Babugura\\_\\_Gender\\_equality\\_in\\_combatting\\_climate\\_change.pdf](https://media.africaportal.org/documents/Babugura__Gender_equality_in_combatting_climate_change.pdf)

Bien que l'inclusion des considérations et des priorités de genre dans les accords internationaux sur le changement climatique soit importante, il faut des mandats ou des orientations claires sur le financement pour actualiser les avantages de l'égalité des sexes et son importance pour réaliser tout progrès substantiel. Par exemple, le Programme d'action de Pékin de 1995 a appelé les gouvernements à évaluer comment les dépenses publiques profitent aux femmes et à ajuster les budgets pour contribuer à l'égalité des sexes.<sup>41</sup> Un autre exemple est le programme de travail de Lima sur le genre (LWPG),<sup>42</sup> adopté en 2014 et prolongé en 2016, qui traite du financement du climat et de la budgétisation sensible au genre, de la mobilisation au niveau international au décaissement national.

Le PAG 2017 de la CCNUCC et le PAG quinquennal renforcé de 2019 et son PAG (décision 3/CP.25) ont également mis l'accent sur le financement et les budgets climatiques. Plus récemment, le nouveau PAG de la CCNUCC invite les pays (Parties), dans le cadre du domaine prioritaire D visant à « une mise en œuvre et des moyens de mise en œuvre tenant compte du genre », à :

*Partager les expériences et soutenir le renforcement des capacités sur la budgétisation sensible au genre, y compris sur l'intégration de la budgétisation sensible au genre dans les budgets nationaux pour faire progresser les politiques, plans, stratégies et actions climatiques sensibles au genre, le cas échéant.*

et

*Sensibiliser au soutien financier et technique disponible pour promouvoir le renforcement de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques, plans, stratégies et actions en matière de climat, le cas échéant, y compris les bonnes pratiques pour faciliter l'accès au financement climatique pour les organisations de femmes de base et les peuples autochtones et les communautés locales.<sup>43</sup>*

Ces activités décrites dans le PAG indiquent le rôle des gouvernements nationaux dans l'incorporation - double intégration - du genre et du changement climatique dans la planification et les budgets nationaux. Une lacune importante subsiste cependant. On estime qu'environ un tiers seulement des projets de financement du climat tiennent compte de l'égalité des sexes, et il est reconnu qu'il existe d'autres possibilités de mobiliser le financement du climat aux niveaux national et infranational pour soutenir et intensifier l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.<sup>44</sup>

### **Accords régionaux**

Comme les accords internationaux, les accords régionaux qui traitent des priorités du lien entre le genre et le climat établissent un précédent pour l'investissement des ressources au niveau national. L'action nationale et l'attention portée à ces accords ouvrent également des opportunités pour un financement accru des donateurs et des ressources économiques en démontrant l'engagement à faire des progrès sur les priorités convenues au niveau international et régional.

L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas une nouvelle priorité de développement pour les pays africains - de nombreux efforts ont été entrepris aux niveaux macro et sectoriel pour la faire progresser, y compris la politique fiscale (dépenses publiques et subventions), les mesures juridiques et réglementaires, les programmes et autres interventions ciblées.<sup>45</sup> Les pays africains ont ratifié des engagements régionaux et internationaux, tels que le protocole de Maputo, la déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (SDGEA), la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et le protocole facultatif, la déclaration et le programme d'action de Pékin et le programme de développement durable de 2030.

41 United Nations, 'Beijing Declaration and Platform for Action', 1995, <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/01/beijing-declaration>

42 United Nations, 'Report of the Conference of the Parties on its Twenty-Fifth Session, held in Madrid from 2 to 15 December 2019 – Addendum: Deuxième partie : Action Taken by the Conference of the Parties at its Twenty-Fifth Session', March 2020, [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2019\\_13a01E.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2019_13a01E.pdf)

43 United Nations, 'Report of the Conference of the Parties', 13.

44 OXFAM, 'Climate Finance Shadow Report 2020: Assessing Progress towards the \$100 Billion Commitment', 2020, <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621066/bp-climate-finance-shadow-report-2020-201020-en.pdf>

45 UNDP, 'Africa Human Development Report: Accelerating Gender Equality and Women's Empowerment in Africa', 2016, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/afhdr\\_2016\\_lowres\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/afhdr_2016_lowres_en.pdf)

De nombreux accords régionaux incluent et privilégient les liens entre le genre et le climat. Par exemple :

- Les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine abordent la résilience au changement climatique, l'égalité des sexes et la croissance inclusive et verte.
- La Commission de l'Union africaine (CUA) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) ont élaboré en 2015 un tableau de bord sur l'égalité des sexes en Afrique, qui vise à fournir un outil de mise en œuvre, de suivi et de responsabilisation à la CUA et aux États membres en vue de la réalisation d'un Agenda 2063 tenant compte de l'égalité des sexes et du climat.<sup>46</sup>
- Le projet de stratégie de l'Union africaine (UA) sur le changement climatique de 2015 fournit des orientations stratégiques à l'UA, à la Communauté économique régionale (CER), aux États membres et aux autres parties prenantes pour relever efficacement les défis du changement climatique.<sup>47</sup> L'objectif 33 de la stratégie de l'UA sur le changement climatique vise à réduire les impacts du changement climatique sur le genre, les jeunes et les groupes défavorisés.

La Stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 2018-2028 aborde spécifiquement l'égalité des sexes et la BSG, tout en reconnaissant que les femmes et les filles sont la majorité des personnes les plus touchées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Il souligne que pour que les agricultrices soient plus productives, elles doivent bénéficier d'un accès égal aux intrants agricoles écologiquement et socialement durables, aux marchés, aux techniques agricoles résilientes au climat et aux informations climatiques.<sup>48</sup>

Le fait qu'environ 28 % des pays africains reconnaissent le droit coutumier, même s'il viole les dispositions constitutionnelles sur la non-discrimination ou l'égalité, constitue un défi pour la mise en œuvre.<sup>49</sup> Ces obstacles à la mise en œuvre et à l'application pourraient être levés en veillant à ce que les normes soient préconisées, acceptées et intégrées dans les lois et réglementations nationales. Au-delà des défis alimentés par ces normes sociales, les États africains sont loin de viser les engagements qu'ils ont pris d'intégrer l'égalité des sexes dans les solutions de développement durable, y compris celles visant à lutter contre le changement climatique.

**“ La lutte contre les inégalités de genre et la transformation des systèmes oppressifs peuvent contribuer à la résilience sociale, environnementale et économique des pays ”**

46 African Union Commission, 'African Gender Scorecard', 2015, [https://au.int/sites/default/files/documents/31260-doc-2015\\_auc\\_african\\_gender\\_scorecard\\_en.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/31260-doc-2015_auc_african_gender_scorecard_en.pdf)

47 African Union, 'Draft African Union Strategy on Climate Change', 2015, [https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/cap\\_draft\\_aclimatestrategy\\_2015.pdf](https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/cap_draft_aclimatestrategy_2015.pdf)

48 African Union, 'African Union Strategy on Gender Equality and Women's Empowerment 2018-2028', 2018, [https://au.int/sites/default/files/documents/36817-doc-52569\\_au\\_report\\_eng\\_print.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/36817-doc-52569_au_report_eng_print.pdf)

49 African Union, 'Strategy on Gender Equality'.



## Conditions favorables à la GRCB

Un nombre limité de stratégies de genre font référence à la manière dont le changement climatique affecte les programmes, les politiques et les priorités, et la BSG ne reconnaît pas encore l'importance du changement climatique pour la planification et la budgétisation liées au genre. Certaines stratégies et politiques en matière de changement climatique commencent à reconnaître l'importance du genre, mais cela s'est principalement produit au niveau des programmes, influencé par les demandes de fonds internationaux dédiés au climat. Dans la plupart des pays, la grande majorité du financement climatique provient de programmes qui visent principalement à atteindre des objectifs de développement et qui apportent une contribution secondaire à l'adaptation et/ou à l'atténuation. La CRB s'est penchée sur ce domaine de dépenses, mais pour l'instant, la double intégration est peu pratiquée.

La réflexion sur la BSC dans la politique, la planification et les initiatives climatiques peut tirer des preuves, des expériences et des apprentissages de l'intégration de la BSG, ainsi que l'identification des points d'entrée pour le renforcement de la BCSG, et les défis persistants limitant l'adoption et les résultats. Diverses méthodes et de multiples outils ont été développés de manière à adapter une approche sensible au genre aux objectifs et aux besoins des différents secteurs et thèmes pour une intégration complète dans le cycle de planification et de budget. Parmi celles-ci figurent :

- Diagnostic, examen ou évaluation pour guider la conception des interventions (par exemple, analyse de genre, examen environnemental, examen des dépenses publiques, lignes directrices) ;
- L'allocation des ressources en fonction du genre, où l'égalité entre les sexes est utilisée comme métrique pour déterminer des décisions politiques spécifiques et des allocations budgétaires, dans le cadre du processus de préparation et de négociation du budget ;

- La budgétisation sensible au genre basée sur les besoins, qui cherche à identifier les fonds budgétaires nécessaires pour atteindre des objectifs spécifiques en réduisant les disparités dans les secteurs et les programmes où les inégalités entre les sexes sont les plus importantes ; ou
- Les budgets évalués selon le genre, où l'impact du budget est analysé en termes de résultats en matière d'égalité des sexes, comme une évaluation occasionnelle de l'impact qui influence les stratégies futures.

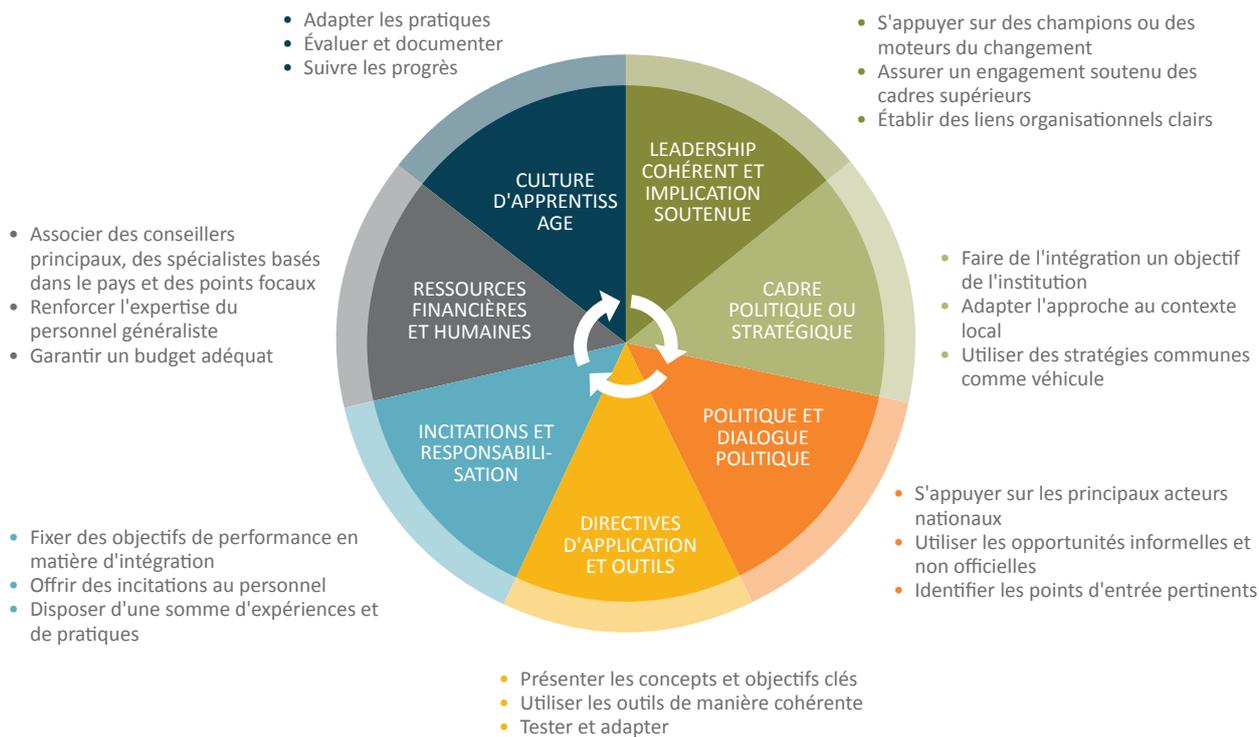
Une grande partie du succès de la BCSG dépend du maintien de certaines conditions favorables à une double intégration efficace du genre et du changement climatique dans les systèmes de GFP. Vous trouverez ci-dessous des exemples de conditions favorables au renforcement de l'adoption de la BCSG. Ces conditions favorables sont adaptées d'un rapport de 2014 de l'OCDE et résumées à la Figure 3.

### ***Un leadership cohérent et un engagement soutenu***

Un leadership cohérent et un engagement soutenu de la part des hauts dirigeants sur le long terme, qui ont le pouvoir et l'autorité, sont essentiels pour qu'une politique ou une stratégie soit intégrée au niveau du pays et de l'intervention. Cela s'est avéré être l'« ingrédient clé » pour l'intégration de thèmes transversaux tels que le genre et le changement climatique. Toutefois, le pouvoir et l'influence doivent aller de pair avec la capacité technique, c'est pourquoi la direction générale est plus efficace lorsqu'elle est soutenue par des spécialistes occupant des postes de direction.<sup>50</sup>

50 OECD, 'Mainstreaming Cross-Cutting Issues: Seven Lessons from DAC Peer Reviews', 2014, [https://read.oecd-ilibrary.org/development/mainstreaming-cross-cutting-issues\\_9789264205147-en#page39](https://read.oecd-ilibrary.org/development/mainstreaming-cross-cutting-issues_9789264205147-en#page39), p.11.

**Figure 3 :** Conditions favorables à l'intégration des priorités intersectorielles



Source : OCDE, « Mainstreaming Cross-Cutting Issues : Seven Lessons from DAC Peer Review », 2014.

### **Politique ou cadre stratégique**

L'établissement d'une politique ou d'un cadre pour le thème transversal (dans ce cas, le genre et le climat) est une étape importante pour l'intégration de ce thème dans l'ensemble du gouvernement. La politique ou le cadre stratégique fournit des orientations au personnel et à tous ceux qui participent au processus de planification et de budgétisation. Faire de l'intégration un objectif de l'ensemble du gouvernement favorise une vision cohérente qui s'applique à toutes les

parties des opérations gouvernementales. Cela permet de clarifier l'objectif sans ambiguïté pour le personnel et de signaler clairement que le l'intégration doit être mise en œuvre partout.

### **Dialogue politique et dispositions institutionnelles**

Aucune recette unique ne permet de réussir un dialogue sur l'intégration des thèmes transversaux : des échanges informels et ad hoc peuvent être aussi efficaces qu'un dialogue plus formel et structuré. La clé est de reconnaître les dynamiques de pouvoir et de leadership sous-jacentes et les politiques dans lesquelles le gouvernement opère. Il est particulièrement important pour la BCSG, en tant que deux questions transversales, de veiller à ce qu'aucune

ne soit cloisonnée. Une bonne étape consiste à établir des mécanismes de coordination et/ou des arrangements institutionnels, tels que des points focaux sur le genre ayant une expérience et une expertise technique sur l'intégration du genre et du climat dans leur champ d'action spécifique. Ces points focaux doivent avoir un poids politique et des capacités de prise de décision ou des canaux vers les espaces de prise de décision. Il existe de nombreux exemples de mécanismes de coordination climatique au niveau national, avec différentes branches et différents domaines d'intervention, qu'il s'agisse d'atténuation, d'adaptation, de sociétés inclusives ou de financement. Ces branches ou groupes de travail peuvent alimenter un comité national de coordination, au sein duquel le ministère des finances et les organes du mécanisme de promotion de l'égalité des sexes auraient des sièges.

### **Directives et outils de mise en œuvre**

Pour traduire les aspirations politiques dans la pratique, il est essentiel de disposer de directives de mise en œuvre claires, assorties d'outils et de pratiques de suivi pour toutes les étapes du processus de planification et de budgétisation (comme indiqué à la section 4).

## **Incitations et responsabilité**

Les systèmes d'incitation et de responsabilité jouent un rôle important dans la communication du ton et de l'orientation du gouvernement à son personnel. Leur absence a été évoquée comme un facteur clé limitant l'obtention de résultats en matière d'intégration. La reconnaissance d'un travail exceptionnel, au niveau individuel ou collectif, augmente également le profil et le statut de la question transversale.

## **Culture de suivi, d'évaluation et d'apprentissage**

L'enregistrement et la documentation systématique des résultats dans le temps et entre les secteurs est un outil extrêmement puissant pour les gouvernements, qui leur permet de donner un sens et un pouvoir à l'intégration du genre et du changement climatique et de justifier son inclusion dans la planification et la budgétisation. Un suivi cohérent favorise la collecte et l'utilisation des bonnes pratiques à des fins de planification future et la création d'une base de données probantes sur laquelle l'apprentissage peut être diffusé au sein du gouvernement et au-delà.

## **Ressources humaines et capacité technique**

Des ressources adéquates permettent aux gouvernements d'intégrer les questions transversales dans l'ensemble de l'organisation et d'obtenir des résultats durables. Les ressources humaines dotées de capacités techniques et de temps (c'est-à-dire la disponibilité pour soutenir le travail) sont impératives à la BCSG. Le personnel gouvernemental et non gouvernemental travaillant dans les secteurs transversaux du genre et du climat est confronté à de nombreux défis, et peut être particulièrement sollicité lorsqu'il est appelé à participer à de multiples réunions et initiatives. Un personnel dédié au secteur public, ayant une meilleure compréhension du lien entre le genre, le climat et le financement, contribuerait à créer d'autres conditions favorables. En revanche, l'insuffisance des ressources risque d'entraver la politique et les objectifs d'intégration du gouvernement, lorsqu'ils existent, et de se traduire par des solutions techniques réactionnaires à court terme sans résultats durables, plutôt que par des changements systémiques.

## **Ressources financières**

Un élément habilitant essentiel est l'allocation de ressources financières adéquates pour soutenir les changements organisationnels nécessaires à la double intégration du genre et du changement climatique. Des ressources adéquates, cohérentes et à plus long terme permettent d'obtenir des résultats plus durables et plus efficaces.

## **Dialogue multisectoriel avec les parties prenantes**

Le dialogue avec les parties prenantes est une composante essentielle permettant de garantir que des connaissances et des perspectives diverses sont incluses et éclairent les processus. Les ministères des finances étant responsables

de la gestion globale du budget, il est important que les réformes proposées y soient intégrées. Toutefois, dans le même temps, ces réformes doivent être communiquées et traitées correctement dans d'autres ministères, car ce sont eux qui sont chargés de les intégrer dans les projets et de rendre compte des dépenses réelles. Les parlements sont des soutiens importants pour l'ensemble du processus et ont souvent joué un rôle de catalyseur, parfois avec le soutien d'organisations de la société civile (OSC).

Les parties prenantes essentielles et leurs rôles dans un processus de la BCSG peuvent inclure :

- Les ministères des finances, qui publient des lignes directrices/directives pour l'intégration du genre et du changement climatique dans les budgets, développent des rapports ou des déclarations sur le genre et le changement climatique qui sont annexés au budget, et suivent les allocations pour l'égalité de genre et la justice climatique ;
- Les ministères de la planification, qui soutiennent l'intégration du genre et du changement climatique dans les plans de développement nationaux ;
- Les ministères de tutelle et les gouvernements locaux, qui peuvent entreprendre une analyse de genre et de changement climatique des budgets sectoriels/locaux et intégrer le genre et le changement climatique dans la planification et la budgétisation sectorielles ;
- Les mécanismes nationaux pour les femmes et le genre peuvent soutenir et coordonner les efforts de la BSG et contrôler la sensibilité au genre des plans et des budgets. Les mécanismes de genre sont de plus en plus présents dans les processus et les comités de lutte contre le changement climatique, et ces groupes devraient disposer d'un siège dans ces organes de décision afin de soutenir l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des processus, y compris dans l'action et la budgétisation du changement climatique (un exemple est donné dans l'encadré 5) ;
- Les OSC jouent un rôle important dans l'examen, le suivi et le plaidoyer pour assurer la responsabilité, en particulier dans une perspective d'équité sociale ;
- les parlements sont chargés de créer un espace de dialogue avec les groupes de femmes et peuvent soulever les questions de genre et de changement climatique lors des discussions budgétaires. L'initiative budgétaire des femmes sud-africaines (SAWBI), décrite dans l'encadré 6, en est un bon exemple ;
- Le secteur privé a un rôle potentiel, mais celui-ci n'est pas encore bien développé.



### **Encadré 5 : Rôle des dispositifs de genre dans les processus et les comités sur les changements climatiques à la Barbade**

La Barbade reconnaît les impacts différenciés que le changement climatique aura sur les populations vulnérables, en considérant spécifiquement l'intersectionnalité du genre et de la jeunesse, dans l'agriculture, la pêche, le tourisme, la santé humaine, les ressources côtières et les établissements humains. En conséquence, le genre et la jeunesse jouent un rôle central dans le projet de *cadre politique national sur le changement climatique* (NCCPF), en tant que document d'orientation de la CDN, ainsi que dans l'existence d'un *plan d'action sur le genre pour l'environnement*. Le NCCPF est suivi par le Comité national sur le changement climatique, au sein duquel le Bureau des affaires de genre est représenté, ayant également été désigné comme le point focal national de la CCNUCC pour les affaires de genre en matière de changement climatique.

Source : EnGen Collaborative, 'Spotlight on Gender in NDCs', [https://wedo.org/wp-content/uploads/2020/10/Spotlight-Gender-in-NDCS.pdf?blm\\_aid=41126](https://wedo.org/wp-content/uploads/2020/10/Spotlight-Gender-in-NDCS.pdf?blm_aid=41126), p.10.

### **Encadré 6 : Participation de diverses parties prenantes sud-africaines à la budgétisation sensible au genre**

En 1996, deux organisations non gouvernementales et des parlementaires ont lancé conjointement le SAWBI, une initiative de recherche et de plaidoyer axée sur les budgets nationaux et sous-nationaux. Il s'agit d'une initiative de BSG institutionnalisée et réussie qui bénéficie du soutien de la société civile, du parlement, du gouvernement et des agences internationales, la société civile effectuant la recherche et les parlementaires s'engageant dans le plaidoyer.

Le SAWBI a été décrit comme « un modèle majeur pour le développement de budgets sensibles au genre ». Au cours des cinq premières années, le SAWBI s'est concentré uniquement sur l'analyse de l'impact des dépenses sur les femmes. Les analyses des recettes du budget ont commencé plus tard, avec des recherches sur la fiscalité directe et indirecte, les fonds des donateurs et les droits d'accise et de douane.

Source : Bureau de l'égalité entre hommes et femmes de l'OIT. 'Overview of Gender-responsive Budget Initiatives'. Un document de travail pour le personnel du BIT sur la pertinence des initiatives budgétaires sensibles au genre dans la promotion de l'égalité des sexes dans les programmes par pays de travail décent, 2010.



# Actions pour la promotion de la BCSG

Cette section présente une série d'actions qui peuvent contribuer à la BCSG. Dans certains cas (notamment les plans stratégiques et le marquage), il existe une expérience pertinente à la fois en matière de BSG et de BSC. Dans d'autres cas, l'expérience est plus développée dans la budgétisation climatique ou de genre. La BCSG fournit un cadre pour l'échange de cette expérience et pour le développement et la mise en œuvre d'approches cohérentes qui amélioreront la qualité et la crédibilité des programmes et budgets sensibles au genre et au climat.

## 4.1 Planification stratégique

La plupart des pays préparent des stratégies nationales à moyen et/ou long terme pour guider l'évolution des priorités budgétaires. Ces stratégies contiennent généralement un mélange de priorités sectorielles, alignées sur les responsabilités des ministères et départements gouvernementaux, et de priorités intersectorielles, qui recoupent les responsabilités de plusieurs ministères. Les stratégies nationales sont complétées par des stratégies sectorielles et intersectorielles spécifiques qui fournissent plus de détails.

Les versions antérieures de la budgétisation par programme tentaient d'allouer au moins une partie du budget aux priorités intersectorielles. Cependant, la plupart des pays alignent désormais pleinement les budgets sur les unités administratives et la budgétisation par programme se limite à clarifier les objectifs et les résultats attendus de chaque unité administrative. La définition explicite des objectifs des programmes de dépenses permet aux ministères dépensiers de démontrer l'éventail des priorités stratégiques qui sont abordées par leurs programmes. Cela facilite ensuite la classification de la mesure dans laquelle les thèmes intersectoriels sont abordés dans l'ensemble des programmes de dépenses. (Le Rwanda est un bon exemple de gouvernement intégrant la budgétisation sensible au genre dans une approche de budgétisation par programme). Cette expérience de la budgétisation par programme suggère que la double intégration ne devrait pas s'attendre à faciliter

la négociation des budgets pour fournir des allocations au genre ou au changement climatique, sauf pour les quelques petits programmes dédiés exclusivement au genre et au changement climatique. Cela suggère que la plupart des dépenses liées au genre et au climat devraient continuer à être allouées aux budgets sectoriels, les ministères de tutelle reconnaissant et revendiquant le crédit pour la contribution de leurs dépenses à l'égalité de genre et à l'adaptation et l'atténuation du climat.

De nombreux efforts se sont concentrés sur les gouvernements nationaux, mais il est tout aussi important que ces efforts de budgétisation s'étendent aux niveaux inférieurs de gouvernement ayant des responsabilités dans la fourniture de services publics clés, y compris ceux qui sont directement liés au genre et au changement climatique (par exemple, le développement rural et l'eau).<sup>51</sup>

Le genre et le changement climatique sont actuellement traités comme des thèmes intersectoriels largement distincts dans les stratégies nationales et la plupart des pays ont des stratégies distinctes pour le genre et le changement climatique. Dans certains cas, ces dernières stratégies font référence à l'importance de comprendre comment les dépenses réduisent la tendance des pertes et dommages liés au changement climatique à retomber de manière disproportionnée sur les femmes. Parfois, il est fait référence à la possibilité qu'une approche sensible au genre puisse créer des opportunités qui amélioreront les avantages économiques des dépenses. L'objectif central de la BCSG est de souligner l'existence et l'importance des dépenses qui contribuent à la fois au genre et au changement climatique et de comprendre la valeur ajoutée qui est générée lorsque les deux stratégies intersectorielles sont coordonnées et non traitées comme des questions intersectorielles distinctes.

Pour faciliter la budgétisation par programme en matière de genre et de changement climatique, une analyse de genre et de changement climatique des secteurs pertinents pourrait être réalisée. Cela devrait inclure un engagement diversifié des parties prenantes à tous les niveaux de la société pour informer l'analyse, qui peut également développer des activités clés à chiffrer comme un plan d'action pour le

51 OECD, 'Mainstreaming Cross-Cutting Issues'.

genre et le changement climatique. L'examen devrait établir les programmes de dépenses qui sont sensibles à la fois au genre et au changement climatique et évaluer la contribution potentielle d'une efficacité et d'un financement accrus de ces programmes.

Le Ghana a réalisé des analyses de genre examinant dans quelle mesure les considérations d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes ont été intégrées dans les politiques de changement climatique et les politiques sectorielles dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, en particulier, avec le soutien du programme de soutien au CDN du PNUD. En ce qui concerne la planification et la budgétisation, l'analyse a révélé que « le changement climatique a été inclus dans le budget national 2017, les ministères et les structures gouvernementales locales doivent rendre opérationnel les allocations en les classant par ordre de priorité dans leurs plans sectoriels en conséquence. En raison de la faible priorité accordée aux considérations d'égalité de genre, il reste difficile de garantir que l'égalité de genre est bien intégrée dans les allocations budgétaires liées au changement climatique. En outre, la plupart des budgets spécifiques visant à mettre en œuvre des programmes liés au genre ne sont pas entièrement approuvés ou sont partiellement libérés pour le financement<sup>52</sup> Cette analyse fournit une base de référence pour informer la planification nationale et le processus budgétaire afin de mieux intégrer ces considérations de genre lors de l'intégration du changement climatique, ainsi qu'un instantané pour déterminer les progrès à l'avenir.

En Macédoine, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a soutenu un processus visant à identifier les tendances et indicateurs économiques et sociaux clés en matière de genre en relation avec les secteurs du changement climatique afin de produire un ensemble de recommandations en matière d'égalité des sexes parallèlement à sa troisième communication nationale (CN) dans les secteurs clés de l'énergie, du transport, du tourisme, de l'agriculture, de l'eau et de la santé, et de la réduction des risques de catastrophe. L'une de ces recommandations est la suivante : « Intégrer le changement climatique dans les activités de budgétisation de genre et le genre dans tous les financements et budgets liés au changement climatique ». L'analyse effectuée dans le cadre de l'élaboration de la CN permet un suivi continu dans les CN suivantes.<sup>53</sup>

Les instruments, plans et stratégies établis en matière de changement climatique dans un pays peuvent être évalués en fonction des considérations et des résultats en matière d'égalité des sexes, en y intégrant des activités de réponse afin d'éviter un plan d'action de genre séparé et cloisonné pour cet instrument spécifique. Il peut s'agir de contributions

déterminées au niveau national (CDN), de plans d'adaptation nationaux (PAN), de stratégies et de plans d'action sectoriels d'adaptation (SASAP) ou de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) (voir section 5).

L'élaboration d'un plan d'action intégré sur le genre et le changement climatique qui répond aux résultats de l'analyse pourrait fournir un document complet appartenant au gouvernement, qui peut guider la planification stratégique sur l'intégration du genre et du changement climatique.

Le Plan d'action national 2020 sur le genre et le changement climatique pour le Nigeria a été produit par le Département du changement climatique du Ministère fédéral de l'environnement et inclut la planification de la BCSG, ainsi que l'objectif de « promouvoir la mobilisation du financement climatique pour viser des initiatives d'adaptation sensibles au genre afin de renforcer la résilience des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables ». <sup>54</sup> Le plan d'action identifie les fonds publics nécessaires pour la mise en œuvre, et pour le renforcement des capacités en matière de BSG dans l'ensemble du gouvernement pour une adoption et une mise en œuvre plus larges dans les secteurs intégrant le genre et le changement climatique.

## 4.2 Conception et évaluation des programmes

La préparation et la révision des programmes de dépenses sont au cœur du processus de planification et de budgétisation. Dans la plupart des pays, les directives budgétaires définissent les méthodes à utiliser pour concevoir et évaluer les programmes. Nombre de ces directives exigent désormais une forme de vérification de la prise en compte du genre et du changement climatique lors de la conception du programme et précisent les méthodes à utiliser. Souvent, les directives définissent deux ou plusieurs catégories de programmes et exigent une évaluation plus exigeante pour les programmes plus importants. Ces méthodes peuvent être appelées évaluation de l'impact sur le genre (GIA) et évaluation de l'impact sur le changement climatique (CCIA).

### **Alignement des techniques**

En théorie, les méthodes utilisées pour l'EIG et l'EICC peuvent être similaires, car elles impliquent toutes deux une évaluation de l'impact probable du programme sur les bénéficiaires (parfois appelée « analyse de l'incidence sur les bénéficiaires »), soit en termes d'équité entre les sexes, soit en termes de réduction des pertes et des dommages liés au changement climatique ou de réduction des émissions de

52 UNDP NDC Support Programme, 'Ghana Gender Analysis: Executive Summary', septembre 2019, [undp-ndcsp-ghana-gender-analysis-final2.pdf](#), p.7.

53 Sophia Huyer, 'Gender and Climate Change in Macedonia: Applying a Gender Lens to the Third National Communication on Climate Change', 2014, [http://unfccc.org/mk/content/Publikacii/Gender%20and%20Climate%20Change%20in%20Macedonia.pdf](#)

54 République fédérale du Nigeria, ministère fédéral de l'Environnement, « National Action Plan on Gender and Climate Change for Nigeria », 2020, [http://dhq.climatechange.gov.ng/Documents/climate-change-and-gender-action-plan.pdf](#), p.27.

GES. Pour les petits programmes, il s'agit normalement d'une évaluation rapide et qualitative. Les programmes les plus importants peuvent nécessiter une certaine forme d'analyse coûts-bénéfices (ACB) qui doit pouvoir prendre en compte à la fois les avantages liés au genre et au changement climatique. Il peut également y avoir une catégorie intermédiaire qui nécessite une forme d'évaluation plus structurée, sans analyse quantitative. Une forme de CClA est actuellement utilisée par quelques gouvernements, dont la Thaïlande, Maharashtra, Assam, Bihar en Inde, et le Cambodge. De même, une certaine expérience a été acquise dans l'utilisation de l'analyse coûts-bénéfices pour l'évaluation des programmes de promotion de l'égalité des sexes, bien que cette pratique ne soit pas courante.<sup>55</sup> Au Cambodge, l'évaluation de la stratégie de croissance à faible émission de carbone est sur le point d'entreprendre une évaluation d'impact qui prend en compte à la fois le changement climatique et l'impact distributif.

### **Alignement des responsabilités**

La manière dont les analyses d'impact influencent le budget est en partie déterminée par les méthodes techniques utilisées et les contraintes des capacités techniques des ministères concernés. Elle est également limitée par les dispositions institutionnelles visant à coordonner l'utilisation des évaluations d'impact. Les ministères responsables des finances et/ou de la planification exigent souvent des ministères de tutelle qu'ils soumettent une certaine forme d'évaluation d'impact, bien que celle-ci soit généralement qualitative et rarement sous la forme d'une ACB. Un programme qui démontre des avantages élevés (développement, égalité des sexes ou adaptation/atténuation) peut recevoir une priorité plus élevée que les autres programmes lors des négociations budgétaires. Des défis subsistent en ce qui concerne la capacité et la motivation des ministères de tutelle à mener une évaluation d'impact. Parmi les principaux enseignements mis en évidence pour intégrer avec succès le suivi et l'évaluation (S&E) à la budgétisation figurent la participation active des fonctionnaires au processus, y compris d'autres ministères et agences, et l'adhésion du législateur. Le modèle de suivi et d'évaluation doit également tenir compte des contextes locaux tels que les cadres budgétaires existants.<sup>56</sup> Les ministères dépensiers qui ont mené des évaluations conjointes de l'impact sur le genre et le changement climatique pourraient bénéficier d'un renforcement important de leur crédibilité au sein du cabinet, en particulier si les réformes de la BCSG exigent des évaluations d'impact.

## **4.3 Formulation et exécution du budget**

La circulaire budgétaire est la principale orientation du ministère des finances pour les unités budgétaires sur la manière de préparer les soumissions budgétaires. La circulaire fournit généralement des instructions aux unités budgétaires sur la manière de présenter des estimations détaillées conformément à leurs plafonds approuvés ainsi que sur la manière de soumettre des propositions de nouvelles dépenses. Une circulaire sur la BSG exige que les unités budgétaires fournissent une justification ou des résultats planifiés pour les effets sur les femmes et les hommes ou sur l'égalité des sexes des nouvelles initiatives de dépenses proposées et des réductions de dépenses proposées. Une circulaire sur la gestion financière publique sensible au genre (GFPSG) exige également que les unités budgétaires incluent des données ventilées par sexe pour les résultats réels ou attendus. De même, une circulaire budgétaire tenant compte du climat exige que les soumissions budgétaires démontrent que les risques liés au changement climatique ont été pris en compte et qu'elles définissent et estiment la contribution des dépenses à l'adaptation et/ou à l'atténuation. Ces exigences budgétaires dans la circulaire et la justification peuvent être utilisées dans le cadre du processus budgétaire pour une double intégration du genre et du climat.

Au Rwanda, au cours de l'année fiscale 2009/2010, le Ministère des Finances a publié la toute première circulaire d'appel budgétaire qui a guidé les ministères et les districts à intégrer le genre dans leurs budgets. Les lignes directrices étaient détaillées dans une annexe qui faisait partie de la circulaire et elles indiquaient clairement les critères à suivre lors de la sélection des sous-programmes qui forment la déclaration budgétaire de genre ainsi que les cinq étapes de l'analyse de la BSG. La circulaire fait également référence à l'utilisation de données ventilées par sexe pour effectuer des analyses de genre des politiques budgétaires.<sup>57</sup>

Cette expérience a permis au Rwanda de faire des progrès considérables dans l'intégration du changement climatique dans ses systèmes budgétaires et financiers, en s'appuyant sur ce processus continu de BSG. Au cours du processus de préparation du budget, les secteurs et les districts sont tenus de préparer des déclarations budgétaires annuelles sur le genre. Le ministère des Finances et de la Planification économique (MINECOFIN) les compile dans une déclaration de budget de genre, présentée au parlement en même temps que le budget de base. Le MINECOFIN, avec le soutien du ministère de la Femme, élabore des directives à l'intention des ministères de tutelle, et les progrès de la mise en œuvre

55 Jenny Watt, Kamin Peyrow, Stephanie Schmidt and Bahman Kashi, 'Integrating Gender into Cost-Benefit Analysis and Cost-Effectiveness Analysis', 2017, [www.academia.edu/36119258/Integrating\\_Gender\\_into\\_Cost\\_Benefit\\_Analysis\\_and\\_Cost\\_Effectiveness\\_Analysis](http://www.academia.edu/36119258/Integrating_Gender_into_Cost_Benefit_Analysis_and_Cost_Effectiveness_Analysis)

56 P. Krause, 'M&E Systems and the Budget', in *Building Better Policies: The Nuts and Bolts of Monitoring and Evaluation Systems* (Washington, DC: World Bank, 2012), <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6015>

57 Secrétariat du PEFA, 'Supplementary Framework for Assessing Gender Responsive Public Financial Management' : Guidance for Assessment Teams', 2020, <https://www.pefa.org/resources/supplementary-framework-assessing-gender-responsive-public-financial-management>, pp.67-70.

sont suivis par le Bureau de surveillance de l'égalité des sexes, qui facilite une série d'audits participatifs de cinq jours sur l'égalité des sexes dans les districts. Cette pratique a influencé l'approche de la budgétisation climatique, qui est une autre priorité transversale du gouvernement du Rwanda.<sup>58</sup>

Le budget indonésien relatif au changement climatique et le budget sensible au genre sont devenus des questions thématiques dans le règlement du ministère des finances de 2014 à aujourd'hui. Ces thèmes combinés sont une opportunité pour le gouvernement et les ministères/agences de développer des programmes et des activités qui ont un impact sur les deux. Depuis la promulgation du Plan national de développement à moyen terme (RPJMN), les règlements ministériels qui renforcent la mise en œuvre du genre dans le développement soulignent que les ministères/institutions visent une planification et une budgétisation sensibles au genre en compilant le plan d'activité du ministère/de l'agence avec une déclaration budgétaire de genre. L'intégration des aspects liés au genre dans le programme de lutte contre le changement climatique s'est renforcée au fil du temps après la publication du Plan d'action national sur l'adaptation au changement climatique, qui prévoit la préparation d'actions d'adaptation au changement climatique tenant compte de la dimension de genre et pouvant intégrer des marqueurs d'égalité entre les sexes.<sup>59</sup>

Le Bénin a déjà publié une déclaration budgétaire sur la BSG et est actuellement en train d'adopter une communication introduite en Conseil des ministres autorisant la mobilisation de ressources pour mettre en place une feuille de route nationale pour la mise en œuvre de la BSG, permettant de relancer ce processus. Cette feuille de route n'a pas encore été publiée, mais lorsqu'elle le sera, d'importantes mesures d'accompagnement et procédures visant à mettre en œuvre la BSG seront nécessaires, notamment la prise en compte du changement climatique.

## 4.4 Suivi des dépenses

Le suivi des dépenses liées au genre est un outil largement déployé, et le suivi des dépenses liées au climat l'est également. Dans les deux cas, le suivi permet d'évaluer les tendances des dépenses planifiées ou réelles et de les comparer aux déclarations des stratégies nationales et sectorielles. L'encadré 7 présente l'expérience du Ghana et de l'Indonésie en matière de suivi du budget climatique. L'événement d'apprentissage et d'échange par les pairs sur l'intégration du changement climatique dans la budgétisation

et le financement a abordé l'examen des politiques climatiques sous l'angle des considérations de genre et des résultats.<sup>60</sup> La Gambie a fait part de son travail en cours pour introduire la BSG et le suivi du budget climatique, afin que toutes les dépenses soient examinées à la fois sous l'angle du genre et du climat. Les pays donateurs de l'OCDE étiquettent leur aide publique au développement bilatérale en fonction de diverses préoccupations thématiques, dont le climat et le genre, bien que séparément, le dernier utilisant des marqueurs de financement de l'égalité des sexes.

### **Marqueurs financiers de l'égalité de genre**

Lancés par l'OCDE, les marqueurs et les normes de financement de l'égalité de genre sont un outil pour un financement climatique efficace et sensible au genre, en particulier pour la responsabilité, le suivi cohérent et la transparence.<sup>61</sup> Ils constituent un outil qui peut contribuer à la compréhension des tendances liées aux investissements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Les marqueurs sont utilisés pour coder ou « marquer » les résultats ou les projets, en indiquant dans quelle mesure ils soutiennent les résultats ou les changements liés à l'égalité de genre et/ou au changement climatique.<sup>62</sup> Ces marqueurs se sont avérés efficaces pour documenter les tendances des résultats planifiés et des allocations budgétaires correspondantes, donnant ainsi une idée des tendances dans le temps et contribuant à sensibiliser aux dimensions d'égalité des sexes dans la planification et les résultats des projets. L'OCDE marque les investissements de développement dont l'égalité des sexes est un objectif « principal » ou « significatif ». L'encadré 8 donne un aperçu des progrès réalisés en matière d'intégration de la dimension de genre dans le financement de l'adaptation au changement climatique dans six pays.

L'expérience acquise à ce jour a mis en évidence plusieurs facteurs cruciaux pour qu'une organisation (ou un gouvernement) dispose d'un marqueur d'égalité de genre fiable. Premièrement, il faut une compréhension claire de ce que le marqueur d'égalité de genre peut et ne peut pas faire. Deuxièmement, il doit y avoir une forte capacité institutionnelle sur les questions d'égalité des sexes. Troisièmement, il faut des orientations claires sur la manière d'utiliser le marqueur d'égalité entre les sexes. Quatrièmement, le marqueur doit faire partie de la principale structure de rapport de performance du gouvernement, et non d'une structure distincte ou parallèle.<sup>63</sup>

58 Steele et al., 'Budgeting for Sustainability in Africa: Integration of Pro-Poor Environment, Natural Resources and Climate Change to Achieve the Sustainable Development Goals', 2016.

59 UNDP, 'Study on Gender Responsive Climate Change Budgeting', 2020, <https://www.id.undp.org/content/indonesia/en/home/library/IFL-Study-on-Gender-Responsive-Climate-Budgeting.html>

60 CABRI, 'Integration of Climate Change'.

61 OECD, 'Making Climate Finance Work for Women: Overview of the Integration of Gender Equality in Aid to Climate Change', 2015, <https://www.oecd.org/dac/gender-development/Making-Climate-Finance-Work-for-Women.pdf>

62 United Nations Development Group, 'Financing for Gender Equality and Tracking Systems: Background Note', 2013, <https://unsdg.un.org/sites/default/files/UNDG-Gender-Equality-Marker-Background-Note-Final-Sep-2013.pdf>

63 United Nations Development Group, 'Financing for Gender Equality'.

### Encadré 7 : Suivi des dépenses climatiques au Ghana et en Indonésie

Le **Ghana** a développé le marquage du budget climatique suite aux recommandations de l'examen des dépenses publiques et des institutions liées au climat (CPEIR) de 2015. L'outil est centralisé au sein du ministère des finances et de la planification économique (MOFEP). Le MOFEP est chargé d'intégrer le financement de la lutte contre le changement climatique dans les processus annuels de budgétisation et de planification, notamment en élaborant un tableau de bord unique en vue de l'établissement de rapport. Cependant, le gouvernement n'a pas rendu compte des dépenses liées au climat, par exemple dans une déclaration budgétaire sur le climat.

Le MOFEP a également développé un outil pour suivre les flux de financement du climat provenant de sources nationales et internationales. Les termes « changement climatique et genre » apparaissent dans la liste des mots-clés indiquant les dépenses liées au climat. Cependant, le genre n'est pas spécifié dans les catégories d'objectifs politiques pertinents pour le climat et les codes budgétaires.<sup>64</sup>

L'**Indonésie** suit les allocations de la BSG pour comprendre si ces allocations correspondent aux réalisations budgétaires. Cela signifie que les résultats considérés comme sensibles au genre sont marqués et suivis dans le système comptable et sont disponibles dans les programmes annuels et dans les documents budgétaires. Par conséquent, ces deux documents budgétaires contiennent les détails des mesures de dépenses visant à améliorer l'égalité des sexes. Le système de marquage présente toutefois des lacunes. Par exemple, les montants étiquetés sont souvent plus élevés que les dépenses réelles pour l'égalité des sexes, ce qui peut entraîner des distorsions dans le calcul des montants totaux destinés à l'égalité des sexes. Cela s'explique par le fait que le marquage est effectué au niveau des produits, alors que les considérations de genre en tant qu'intrant ou activité se situent à un niveau inférieur. Par conséquent, les plans de coûts exacts et, plus tard, les dépenses réelles sont dans de nombreux cas inférieurs au montant de l'allocation budgétaire étiquetée.<sup>65</sup>

### Encadré 8 : Examen de l'intégration du genre dans le financement de l'adaptation effectué par CARE

Une étude réalisée en 2021 par CARE sur le financement de l'adaptation au changement climatique dans six pays (trois en Afrique, dont deux- le Ghana et l'Ouganda- sont couverts par l'audit sur le genre de CABRI) a révélé que 47 % des projets d'adaptation dans les six pays étudiés n'intègrent pas l'égalité entre les sexes et ont un marqueur de genre de 0 ou ne sont pas marqués du tout. En outre, les évaluations des six pays ont révélé que parmi les projets qui ont un marqueur de genre de l'OCDE, très peu peuvent être considérés comme appliquant des principes d'adaptation transformateurs de genre. La conclusion d'un grand nombre d'évaluations de projets d'adaptation est que l'égalité des sexes a été prise en compte à certaines étapes du cycle du projet. Le rapport conclut que cela met en évidence l'inclusion largement symbolique du genre dans de nombreuses activités d'adaptation actuelles. Cette insuffisance des niveaux d'intégration requis tout au long du cycle du projet représente une occasion manquée de lutter contre les inégalités entre les sexes.

Source : CARE, 'Climate Adaptation Finance : Fact or Fiction', 2021, <https://careclimatechange.org/climate-adaptation-finance-fact-or-fiction/>

### Marqueurs de Rio

Les marqueurs de Rio ont été conçus à l'origine pour aider à la préparation des CN et des rapports nationaux aux Conventions de Rio - CCNUCC, Convention sur la diversité biologique (CDB) et Convention sur la lutte contre la désertification (CNULD) - en soulignant les actions pour intégrer les objectifs des Conventions dans la coopération au développement de manière transversale. Les marqueurs de Rio sur la biodiversité, l'atténuation du changement climatique et la désertification ont été introduits en 1998, un quatrième

marqueur sur l'adaptation au climat étant appliqué à partir des flux de 2010.<sup>66</sup> Malgré l'inclusion de considérations liées à l'égalité des sexes dans les décisions et processus des trois conventions de Rio, aucun marqueur de genre n'a été ajouté aux marqueurs de Rio. Il pourrait donc être possible de concevoir et d'inclure un marqueur d'égalité entre les sexes dans et à travers les marqueurs de Rio, qui serait appliqué au niveau national et dont il serait rendu compte dans la planification et les processus environnementaux.

64 CABRI, 'Gender Audit Ghana Country Profile', 2021, internal CABRI document is available on request.

65 Secrétariat du PEFA, « Cadre supplémentaire », 67-70.

66 OECD, 'OECD DAC Rio Markers for Climate Handbook', [https://www.oecd.org/dac/environment-development/Revised%20climate%20marker%20handbook\\_FINAL.pdf](https://www.oecd.org/dac/environment-development/Revised%20climate%20marker%20handbook_FINAL.pdf)

## Améliorer les méthodes de notation

Les marqueurs de l'OCDE pour le genre et le changement climatique suivent une méthodologie similaire et fournissent une indication générale de l'importance relative du genre et du changement climatique dans les objectifs déclarés des programmes de dépenses. Il s'agit d'un outil simple et pratique qui a grandement contribué à sensibiliser et à démontrer les grandes tendances en matière de dépenses liées au genre et au changement climatique. Il a également incité les partenaires internationaux à donner la priorité au genre et au changement climatique, car les résultats de ces décisions sont suivis de manière explicite dans les statistiques du CAD de l'OCDE. Toutefois, les marqueurs de l'OCDE présentent des limites. En particulier, la distinction entre les différents niveaux de marqueurs est subjective et il n'existe aucun mécanisme de contrôle de la qualité permettant de garantir que les partenaires internationaux n'exagèrent pas les notes attribuées. Diverses méthodes ont été utilisées pour affiner les marqueurs, notamment dans le cadre du CPEIR. Elles impliquent généralement l'utilisation de scores en pourcentage pour donner plus de flexibilité à la classification des dépenses. Ces scores peuvent être liés à l'importance relative des objectifs liés au changement climatique dans les objectifs généraux, ce qui est alors étroitement lié aux marqueurs de l'OCDE.

Une approche moins subjective consiste à relier les scores à l'importance relative des avantages du changement climatique (adaptation et atténuation) par rapport aux avantages du développement ordinaire. Cette approche est plus exigeante, mais l'obligation de définir et d'évaluer l'importance relative des avantages, et la façon dont le changement climatique peut affecter ces avantages, apporte une valeur ajoutée substantielle et crée une demande pour une évaluation plus rigoureuse des programmes liés au changement climatique, y compris une compréhension des pertes et dommages potentiels du changement climatique et de la façon dont les dépenses publiques peuvent les réduire. La notation basée sur les avantages pose plus de questions que la notation basée sur les objectifs et elle est moins objective. Elle peut s'appuyer sur les principes de l'ACB, mais peut également être réalisée rapidement en utilisant des méthodes qualitatives. L'approche équivalente pour le genre lierait vraisemblablement le score utilisé dans le marquage budgétaire (peut-être appelé GB%) à l'estimation de la proportion des avantages reçus par les femmes. Par exemple, si les femmes bénéficient de tous les avantages, alors GB = 100%, et si les avantages sont perçus de manière égale par les femmes et les hommes, GB% = 0%. Cette approche permettrait alors d'obtenir des GB% négatifs si la majorité des avantages sont perçus par les hommes. À l'heure actuelle, aucune expérience directe n'a été faite pour baser les scores de genre dans le budget sur l'estimation de l'importance relative des avantages ressentis par les femmes.

La BCSG est susceptible d'inclure des marqueurs et/ou des scores à la fois pour le genre et le changement climatique. La méthodologie d'attribution des scores devrait être coordonnée, afin d'établir une cohérence. La coordination doit s'appliquer à la fois aux méthodes techniques utilisées pour attribuer les scores et aux processus institutionnels. Dans la plupart des pays, le genre et le changement climatique ont chacun des organes de coordination intersectoriels distincts et ces organes ont été chargés de guider le travail de notation séparé du genre et du changement climatique. Un groupe de travail conjoint de haut niveau peut être établi pour promouvoir la coordination et la cohérence.

## 4.5 Fonds nationaux pour le genre et le climat

Les fonds dédiés au genre et au climat jouent un rôle particulier dans la BCSG. Dans la plupart des pays, la majorité des dépenses liées au genre et au climat sont fournies par les dépenses de développement qui apportent des contributions secondaires au genre et à l'adaptation/atténuation. Les fonds dédiés au genre et au climat jouent souvent un rôle particulier dans le soutien aux études, aux projets pilotes et au renforcement des capacités. En théorie, ces projets dédiés au genre et au climat doivent être relativement petits et ne doivent pas faire double emploi avec les activités de développement traditionnelles. En pratique, les fonds dédiés au climat sont beaucoup plus importants que les fonds dédiés au genre et ils financent parfois des programmes substantiels de développement qui contribuent à l'adaptation et/ou à l'atténuation (par exemple, l'eau, l'agriculture, la foresterie). L'intégration du genre dans ces programmes de prestation de services climatiques est un élément important de la BCSG.

Des fonds nationaux pour le climat sont en train d'émerger, comme au Rwanda, au Bénin et aux Philippines, ou par le biais de mécanismes de financement publics internationaux (voir section 5). L'intégration de la sensibilité au genre dans le travail des fonds climatiques nationaux est un autre élément favorable à la BCSG.

Les Philippines ont créé un Fonds de survie du peuple (PSF) sous l'égide de la Commission sur le changement climatique. À l'instar du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les demandes adressées au PSF doivent inclure des données ventilées par sexe dans les consultations relatives aux propositions et dans l'analyse des bénéficiaires. Parmi les membres du conseil d'administration figure la présidente de la Commission philippine sur les femmes, dont les fonctions incluent la fourniture d'une orientation stratégique dans la gestion et l'utilisation du Fonds, comme l'identification de fenêtres pour les activités d'adaptation et le développement de directives pour l'évaluation, l'approbation et l'appréciation des projets.<sup>67</sup>

67 UNDP, 'Gender Equality in National Climate Action: Planning for Gender-Responsive Nationally Determined Contributions', 2017, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-equality-in-national-climate-action--planning-for-gender-.html>

## 4.6 Audit

La BCSG exige un examen législatif et d'audit à la fois des niveaux réels des dépenses liées au genre et au climat et de l'efficacité de ces dépenses à produire l'impact attendu.

Il est possible de définir un indicateur qui évalue dans quelle mesure l'examen du budget et de l'audit par le corps législatif comprend un examen des politiques du gouvernement pour comprendre si elles profitent également aux hommes et aux femmes en garantissant l'allocation de fonds suffisants. Il comprend deux sous-indicateurs : l'examen législatif des budgets et l'examen législatif des rapports d'audit qui tiennent compte de la dimension de genre.

Dans la plupart des pays, le pouvoir législatif confère au gouvernement l'autorité de dépenser par l'adoption de la loi budgétaire annuelle. Le contrôle législatif du budget peut inclure des dispositions organisationnelles internes qui nécessitent des commissions parlementaires du budget ou des commissions dédiées à la politique de genre. Il peut également inclure des auditions publiques internes comme des présentations par des groupes de défense du genre à la demande du corps législatif pour fournir un soutien technique ou des exigences pour les EIG des politiques budgétaires.

L'expérience de Fidji en matière de contrôle du genre est décrite dans l'encadré 9.

## 4.7 Évaluation et révision des politiques

Le budget est un outil faisant partie intégrante du processus global de planification et doit être dirigé par les politiques et les stratégies, et non l'inverse.<sup>68</sup> Par conséquent, l'intégration du genre et du changement climatique dans la planification et la budgétisation nécessite une évaluation de l'efficacité des dépenses existantes dans la mise en œuvre des stratégies et des politiques (par exemple, l'égalité de genre, l'adaptation et l'atténuation), en utilisant les leçons tirées de cette évaluation pour réviser les stratégies et les politiques.<sup>69</sup> L'examen du paysage et du cadre existants des politiques et stratégies en matière de genre et de climat devrait permettre de mieux comprendre les liens entre les deux, et la possibilité de se référer à l'un lors de l'examen et de la révision de la stratégie guidant l'autre. Cela implique à la fois une évaluation ex ante et des EIG ex post. L'Inde est un exemple de pays qui réalise des évaluations ex post des budgets afin de fournir une évaluation informée de l'impact des programmes, financés par le budget, sur le genre et l'égalité des sexes.

### Encadré 9 : Revue de la dimension du genre au Fidji

Le Parlement de la République de Fidji a approuvé les ordres permanents sur le contrôle de l'égalité entre les sexes qui exigent une analyse fondée sur le sexe à utiliser par les commissions parlementaires lorsqu'elles examinent la législation ou exercent leurs fonctions de contrôle. Le Parlement a élaboré, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un manuel d'examen de la législation à l'intention des parlementaires, qui fournit un guide étape par étape des questions d'analyse de genre à prendre en compte lors du processus d'examen de la législation. En outre, le Parlement fidjien a lancé une note d'orientation à l'intention des commissions permanentes sur l'application d'un objectif de développement durable dans tous leurs travaux, par exemple sur la manière d'utiliser et de suivre efficacement les indicateurs des ODD en utilisant des listes de contrôle et des guides étape par étape, en examinant les projets de loi, les rapports annuels et les dépenses.

Source : Secrétariat du PEFA, 'Supplementary Framework for Assessing Gender Responsive Public Financial Management' : Guidance for Assessment Teams', 2020, <https://www.pefa.org/resources/supplementary-framework-assessing-gender-responsive-public-financial-management>, p.85.

68 Ngone Diop, 'Gender Budgeting for African Development', 2004, <https://gender-financing.unwomen.org/en/resources/g/e/n/gender-budgeting-for-african-development>

69 Samina Anwar, Anna Downs and Euan Davidson, 'How Can PFM Reforms Contribute to Gender Equality Outcomes?' Document de travail DFID-UN Women, 2016, <https://www2.unwomen.org/-/media/files/un%20women/grb/dfid%20un%20women%20paper%20pfm%20reforms%20and%20gender%20equality%20oct%202018.pdf?vs=623>

L'aide au développement de l'action climatique qui identifie l'égalité des sexes comme un objectif représentait 31 % de l'aide publique au développement (APD) bilatérale en faveur du changement climatique en 2014 (soit un total de 8 milliards de dollars US). En outre, l'égalité de genre est mieux intégrée dans les activités d'adaptation que dans celles d'atténuation. Toutefois, l'égalité des sexes reste inégale dans les secteurs liés au climat, tels que l'agriculture et l'eau, et encore moins prise en compte dans les secteurs des infrastructures économiques. Les recherches ont montré que certaines interventions financières liées au climat renforcent, redistribuent ou créent par inadvertance de nouvelles sources de vulnérabilité- ce qui finit par renforcer et accroître les inégalités sociales, par exemple en fonction du sexe et de l'origine ethnique.<sup>70</sup> Les données sur la part du financement climatique dépensée au niveau local en partenariat avec les communautés locales font défaut, mais les données limitées qui existent suggèrent qu'elle est très faible.<sup>71</sup>

Sans une analyse et des rapports réguliers, les gouvernements et les autres acteurs ne peuvent pas être responsables, gérer et planifier correctement, ou analyser les tendances. Ainsi, l'évaluation d'une déclaration budgétaire sur le genre, par exemple, est un élément clé, mais elle dépend aussi du moment où elle est réalisée. Si elle est effectuée après les allocations budgétaires, il s'agit davantage d'une évaluation et elle est moins à même d'influencer ce qui est incorporé dans le budget. Il est nécessaire de prendre en considération le moment choisi, ainsi que la question de savoir qui surveille et évalue les états (allocations ou dépenses), car l'intégration double du genre et du climat dans les systèmes de GFP et leurs processus peut avoir des conséquences. L'encadré 10 détaille l'examen des projets d'investissement public aux Philippines.

Les données collectées à partir de différents processus d'examen, y compris les politiques climatiques, les politiques de genre et les systèmes de GFP, peuvent être utilisées pour informer la phase de planification stratégique pour une intégration plus solide et soutenir l'évaluation continue des progrès. Il existe quelques outils à la disposition des entités nationales pour mener ce travail d'examen de la GFP sur le genre et le climat, inclus ci-dessous. À ce jour, il n'existe pas d'outil intégré d'examen de la GFP en matière de genre et de climat. Cependant, des critères et des cadres existent pour examiner les politiques climatiques du point de vue du genre avec des critères sur les implications budgétaires, et vice versa.

### **Encadré 10 : Gouvernance de la budgétisation sensible au genre aux Philippines**

L'initiative philippine de BSG a évolué au fil du temps, passant d'une situation dans laquelle chaque ministère était tenu d'allouer cinq pour cent de ses fonds à des objectifs axés sur le genre à une situation dans laquelle les ministères étaient autorisés à adopter une approche plus souple dans la recherche de l'utilisation la plus prioritaire des fonds.

L'examen des projets d'investissement public comprend l'analyse des aspects liés au genre. L'examen commence lorsque l'agence gouvernementale ou l'unité gouvernementale locale visée soumet la proposition de projet au comité de coordination des investissements (ICC). L'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA) assure le secrétariat du conseil technique et du comité du cabinet de l'ICC. À ce titre, elle met à la disposition de l'ICC un personnel technique chargé d'évaluer les projets en fonction de leur viabilité économique, financière, technique, sociale, environnementale et institutionnelle, entre autres. Dans le cadre du groupe de travail technique de la CCI, le secrétariat de la NEDA évalue les aspects socio-économiques du projet et évalue chaque projet en fonction de son alignement et de sa contribution au plan de développement philippin et de sa conformité aux lois, règles et réglementations en vigueur. Les procédures et directives d'évaluation des projets de la CCI comprennent l'analyse financière, économique, technique, environnementale, institutionnelle, sociale et de sensibilité du projet. L'objectif de l'analyse sociale est de « déterminer si le programme/projet proposé répond aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté, de création d'emplois et de redistribution des revenus ».

Source : Janet Gale Stotsky, 'Gender Budgeting : Fiscal Context and Current Outcomes', 2016, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Gender-Budgeting-Fiscal-Context-and-Current-Outcomes-44132>, pp.21–22; PEFA Secretariat, 'Supplementary Framework'.

70 Siri Eriksen et al., 'Adaptation Interventions and their Effect on Vulnerability in Developing Countries: Help, Hindrance or Irrelevance ? *World Development* 141 (2021), <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X20305118>

71 OECD DAC Network on Gender Equality (GENDERNET), 'Making Climate Finance Work for Women: Overview of the Integration of Gender Equality in Aid to Climate Change', 2015, [Making-Climate-Finance-Work-for-Women.pdf](https://www.oecd.org/making-climate-finance-work-for-women/) (oecd.org); Eriksen et al., 'Adaptation Interventions'; OXFAM, 'Climate Finance Shadow Report'.

## **Examens des dépenses publiques et cadres de financement pour le climat**

Le processus d'examen pour le changement climatique est basé sur les CPEIR et les CCFF, qui sont tous deux généralement entrepris de manière occasionnelle (par exemple, tous les trois à cinq ans) plutôt qu'annuelle. Les CPEIR examinent les dépenses passées et les CCFF les scénarios de dépenses futures. Dans l'idéal, tous deux considèrent l'efficacité et l'impact potentiel sur l'adaptation et l'atténuation, bien qu'il soit difficile de le faire de manière quantitative. Pour une discussion plus détaillée de l'expérience des CPEIR, voir le document principal intitulé « The Integration of Climate Change into Budgeting and Finance ».<sup>72</sup>

## **Intégration du genre et du climat dans les évaluations**

Quelques exemples d'examens des dépenses publiques (PER) combinent deux priorités stratégiques intersectorielles dont les préoccupations se chevauchent largement. Il s'agit notamment de plans récents de RDP combinant le changement climatique et la gestion de la réduction des catastrophes en Afrique de l'Ouest.

Aucun exemple de PER égalitaire et conjoint entre le genre et le climat n'existe. Quelques exemples de PER climatiques auxquels on a ajouté par la suite une dimension de genre. Cependant, ce document n'a pas découvert d'exemples où l'inverse s'est produit et où le changement climatique a été intégré dans des PER de genre. Un PER combiné genre et climat pourrait explorer la valeur ajoutée d'un partage explicite des expériences en matière de capacité institutionnelle et d'efficacité des programmes et pourrait promouvoir la cohérence des méthodes techniques et des responsabilités institutionnelles.

Le Kenya a réalisé une analyse de genre, en évaluant de manière exhaustive le paysage institutionnel du changement climatique et les secteurs prioritaires de la CDN, à savoir l'agriculture, l'énergie et l'eau, afin de garantir que l'examen de la CDN tienne compte de la dimension de genre dans les actions identifiées, planifiées et budgétisées. L'analyse de genre du Kenya a fait état de lacunes et de défis communs auxquels sont confrontées les institutions mandatées pour coordonner, soutenir et viser l'adaptation au changement climatique et son atténuation dans tout le pays. Elle comprenait un examen spécifique des budgets et des allocations ministérielles en matière de genre, avec la conclusion suivante : Les allocations budgétaires spécifiques au genre sont insuffisantes au niveau des secteurs et dans les budgets nationaux et des comtés. Dans tous les secteurs, on constate

que la planification et la budgétisation sensibles au genre jouent un rôle essentiel pour permettre une mise en œuvre effective, mais lors de la phase de mise en œuvre de diverses interventions, il ne semble pas y avoir une grande conformité avec ces politiques et directives sur la budgétisation sensible au genre.<sup>73</sup> En réponse à cette limitation, la recommandation suivante a été formulée : « La Commission nationale pour le genre et l'égalité devrait plaider pour la mise en œuvre des directives nationales pour la budgétisation sensible au genre au Kenya et renforcer les capacités des principaux décideurs et responsables politiques en matière de BSG. Le renforcement du suivi, de l'apprentissage et de l'évaluation de la conformité à la planification et à la budgétisation sensibles au genre devrait être obligatoire au niveau des programmes, des projets et des activités ».<sup>74</sup>

L'analyse et les recommandations fournissent des preuves des lacunes et de la nécessité de renforcer la capacité du Kenya à respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris, ainsi que de faciliter la voie du pays vers une croissance économique à faible émission de carbone et résiliente au climat par le biais du processus de planification et de budgétisation.<sup>75</sup>

L'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) a entrepris une analyse évaluant dans quelle mesure les CDN mises à jour et révisées (soumises en décembre 2020) abordent les droits fondamentaux des femmes et les liens entre le changement climatique et le genre de manière plus générale, en utilisant les critères suivants : l'existence de toute référence au genre ou aux femmes ; la nature de la référence, y compris son contexte ; l'existence de la BSG ; l'existence d'un processus participatif ; et l'existence d'un processus/mécanisme de suivi et d'évaluation de la CDN. Le Rwanda est mentionné comme étant le seul pays africain à avoir soumis une CND actualisée incluant des composantes d'intégration de la dimension de genre. Cette NDC actualisée pour le Rwanda vise à influencer l'intégration effective de l'adaptation climatique dans les priorités sectorielles, avec des mesures d'adaptation claires, y compris des indicateurs et des objectifs pour guider la collecte de données ventilées par sexe. L'intégration de la dimension de genre est considérée comme centrale dans le processus de développement durable du Rwanda, et déclarée comme une priorité à tous les niveaux de la politique et de la mise en œuvre, ce qui inclut la réalisation d'évaluations de la vulnérabilité des communautés locales en fonction des secteurs économiques importants dans le cadre de la NDC.<sup>76</sup>

72 CABRI, 'Integration of Climate Change'.

73 UNDP, 'Kenya Gender Analysis: Executive Summary', 2021, <https://www.ndcs.undp.org/content/ndc-support-programme/en/home/impact-and-learning/library/Kenya-Gender-Analysis.html>, p.12.

74 UNDP, 'Kenya Gender Analysis', 12.

75 UNDP, 'Kenya Gender Analysis'.

76 Women's Environment and Development Organization, 'Gender Equality and Women's Empowerment in Updated and New Nationally Determined Contributions (NDCs)', 2020, <https://wedo.org/brief-gender-equality-and-womens-empowerment-in-updated-and-new-nationally-determined-contributions-ndcs/>

Au Cambodge, le gouvernement prépare une stratégie de développement à long terme à faibles émissions (LT-LEDS). Cette stratégie comprendra deux éléments connexes d'analyse quantitative : un modèle économique destiné à estimer l'impact de la SLT-LEDS sur la croissance économique et l'utilisation d'une matrice de comptabilité sociale (MCS) pour estimer l'impact distributif de la SLT-LEDS sur la population cambodgienne. Il n'est pas encore clair si la MAS inclura une désagrégation par sexe.

L'intérêt d'intégrer le genre et le changement climatique dans les méthodes d'AI existantes s'applique aussi bien aux méthodes d'évaluation ex ante qu'aux méthodes ex post. Cependant, les problèmes sont légèrement différents. L'EI pour l'évaluation ex post est généralement réalisée de manière occasionnelle et entreprise par des experts plutôt que par des fonctionnaires. Les méthodes d'évaluation GIA et CCIA peuvent contribuer à l'élaboration de nouvelles pratiques au sein du gouvernement, y compris pour l'évaluation et le développement en général.

### **Suivi du changement institutionnel en faveur de la BCSG**

Le programme **Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA)** de la Banque mondiale fournit un cadre pour évaluer et rendre compte des forces et faiblesses de la PFM en utilisant des indicateurs quantitatifs pour mesurer la performance. Le PEFA est conçu pour fournir un instantané de la performance de la GFP à des moments spécifiques en utilisant une méthodologie qui peut être reproduite dans des évaluations successives, donnant un résumé des changements dans le temps pour planifier la réforme, discuter de la stratégie et des priorités, et suivre les progrès.<sup>77</sup>

**Les évaluations de genre du PEFA** soulignent si les décisions de budgétisation publique et les systèmes de GFP s'appuient sur une articulation claire des priorités en matière d'égalité des sexes envisagées par les différents pays, les défis sous-jacents auxquels ils sont confrontés et une bonne compréhension de la manière dont ils s'inscrivent dans le contexte plus large.<sup>78</sup> Le cadre supplémentaire du PEFA pour l'évaluation de la GRPFM a été développé pour évaluer la sensibilité au genre des systèmes de GFP. Il comprend un ensemble de neuf indicateurs (voir figure 4) permettant de mesurer l'impact des budgets sur les femmes, les hommes et les différents sous-groupes.

Le GFPSG est le premier cadre supplémentaire<sup>79</sup> du PEFA et peut être appliqué tant au niveau national qu'infranational. Il évalue et rend compte des forces et des faiblesses de la performance de la GFP, le résultat de l'évaluation de la performance servant de base au dialogue sur les stratégies et les priorités de réforme de la GFP.<sup>80</sup> Il utilise des indicateurs clés d'exemples de la manière d'intégrer le genre dans le processus budgétaire pour informer la nature cyclique de la formulation du budget par le biais d'informations pour faire progresser la BSG. Le cadre peut être reproduit dans les évaluations futures, donnant un résumé des changements au fil du temps, y compris un réservoir d'informations qui contribue plus largement à la recherche et à l'analyse de la GFP.

**Un nouveau module climatique PEFA** est actuellement en cours d'expérimentation dans plusieurs pays et couvre une gamme d'indicateurs similaire à celle du GRPFM. Le tableau 3 résume les 14 indicateurs du module climatique PEFA.<sup>81</sup> Le pilote a débuté en juillet 2020 et devrait durer au moins un an. Il vise à : affiner les indicateurs ; rassembler des preuves sur les exemples de bonnes pratiques des pays ; améliorer les documents d'orientation ; et décrire les étapes nécessaires pour améliorer le climat PEFA.

Bien que les travaux sur le climat du GRPFM et du PEFA restent probablement séparés, il est possible que les mener conjointement puisse améliorer la compréhension de l'importance de la double intégration et mettre en évidence l'importance d'aborder le genre et le climat de manière coordonnée.

77 PEFA, 'Supplementary Framework for Assessing Gender Responsive Public Financial Management: What You Need to Know', 2021, [https://www.pefa.org/sites/pefa/files/WBG\\_PEFA\\_GRPFBM\\_BROCHURE\\_TRIFOLD\\_ENG\\_WEB.pdf](https://www.pefa.org/sites/pefa/files/WBG_PEFA_GRPFBM_BROCHURE_TRIFOLD_ENG_WEB.pdf)

78 World Bank, 'Who Benefits from Public Spending? Gender Responsive Budget Policies Support Inclusive Societies', 2021, <https://blogs.worldbank.org/governance/who-benefits-public-spending-gender-responsive-budget-policies-support-inclusive>

79 PEFA, 'Supplementary Framework: What You Need to Know'.

80 PEFA Secretariat, 'Supplementary Framework'.

81 PEFA, 'Climate Responsive Public Financial Management Framework (PEFA Climate) – Piloting Phase', [www.pefa.org/resources/climate-responsive-public-financial-management-framework-pefa-climate-piloting-phase](http://www.pefa.org/resources/climate-responsive-public-financial-management-framework-pefa-climate-piloting-phase)

**Figure 4 :** Indicateurs PEFA de gestion des finances publiques sensible au genre



Source : Secrétariat du PEFA, 'Supplementary Framework', 2021.

**Tableau 3 :** Indicateurs climatiques du PEFA

Indicateurs	Dimensions
<b>GFPSC-1 Alignement du budget sur les stratégies de lutte contre le changement climatique</b>	GFPSC-1.1 Alignement du budget sur les stratégies de lutte contre le changement climatique
<b>GFPSC-2 Suivi des dépenses liées au climat</b>	GFPSC-2.1 Suivi des dépenses liées au climat
<b>GFPSC-3 Circulaire budgétaire</b>	GFPSC-3.1 Circulaire budgétaire
<b>GFPSC-4 Examen par le pouvoir législatif</b>	GFPSC-4.1 Examen par le pouvoir législatif du budget GFPSC-4.2 Examen par le pouvoir législatif des rapports d'audit et d'évaluation
<b>GFPSC-5 Gestion sensible au climat des investissements publics</b>	GFPSC-5.1 Dispositions relatives au climat du cadre réglementaire des investissements publics GFPSC-5.2 Sélection des projets fondée sur le climat GFPSC-5.3 Modalités d'évaluation des projets fondées sur le climat GFPSC-5.4 Élaboration des rapports par les entités chargées de la mise en œuvre
<b>GFPSC-6 Gestion sensible au climat des actifs non financiers</b>	GFPSC-6.1 Gestion sensible au climat des actifs non financiers
<b>GFPSC-7 Passifs liés au climat</b>	GFPSC-7.1 Risques budgétaires liés au climat GFPSC-7.2 Dette et garanties liées au climat
<b>GFPSC-8 Marchés publics sensibles au climat</b>	GFPSC-8.1 Cadre des marchés publics sensibles au climat GFPSC-8.2 Opérations de marchés publics sensibles au climat GFPSC-8.3 Suivi des marchés publics sensible au climat GFPSC-8.4 Établissement des rapports sur les marchés publics sensible au climat
<b>GFPSC-9 Gestion des recettes de la fiscalité climat</b>	GFPSC-9.1 Gestion des risques et contrôles en matière de fiscalité climat GFPSC-9.2 Arriérés de recettes issues de la fiscalité climat
<b>GFPSC-10 Conformité des dépenses liées au climat</b>	GFPSC-10.1 Efficacité du système de contrôle des transactions liées au climat GFPSC-10.2 Régularité des transactions liées au climat
<b>GFPSC-11 Cadre de décentralisation budgétaire sensible au climat</b>	GFPSC-11.1 Mécanismes de décentralisation budgétaire sensibles au climat GFPSC-11.2 Transferts budgétaires sensibles au climat GFPSC-11.3 Dispositifs de GFP sensibles au climat appliqués par les administrations infranationales
<b>GFPSC-12 Information sur la performance liée au climat</b>	GFPSC-12.1 Information liée au climat dans les plans de performance GFPSC-12.2 Information liée au climat dans les rapports de performance
<b>GFPSC-13 Évaluation liée au climat</b>	GFPSC-13.1 Évaluation des dépenses liée au climat GFPSC-13.2 Évaluation des recettes fiscales liée au climat
<b>GFPSC-14 Dépenses exécutées pour l'action climatique</b>	GFPSC-14.1 Dépenses totales exécutées liées au climat GFPSC-14.2 Composition des dépenses exécutées liées au climat

Source : PEFA, 'Climate Responsive Public Financial Management Framework (PEFA Climate)', 2020, <https://www.pefa.org/sites/pefa/files/resources/downloads/PEFA%20Climate%20Framework%20from%20August%204%202020%20Final.pdf>, pages 10–11



# La double intégration et le financement international du climat

Des efforts concertés ont été déployés pour intégrer le genre dans les principaux instruments et cadres du financement international du changement climatique. Cela inclut les progrès réalisés par les principaux fonds climatiques internationaux, un domaine qui a reçu une attention considérable ces dernières années. Cette section donne un aperçu de la manière dont le genre est intégré dans les instruments de la CCNUCC, y compris les CDN, les PAN, les CN et les programmes tels que REDD+. Elle explore également le potentiel inexploité des obligations vertes et des obligations liées au genre dans des secteurs clés tels que l'énergie et l'agriculture.

## 5.1 Fonds pour le climat

Les fonds multilatéraux publics pour le climat - le Fonds d'adaptation (FA), le Fonds d'investissement climatique (CIF), le GCF et le GEF - ont fait des efforts importants pour intégrer le genre dans les opérations et la programmation des fonds. À mesure que les gouvernements renforcent leurs engagements à intégrer le genre dans les politiques et programmes climatiques nationaux, le financement devient encore plus important pour initier, viser et réaliser les engagements. Ces mécanismes de financement du climat représentent une ressource importante pour viser efficacement les engagements aux niveaux régional, national et local.

Tous les fonds ont développé et continuent d'améliorer les politiques d'intégration de la dimension de genre, y compris les plans d'action de genre assortis de délais, les indicateurs de performance liés au genre et un spécialiste du genre visant à mettre en œuvre la politique ou le plan d'action.<sup>82</sup> L'encadré 11 présente les éléments clés en matière de genre de chaque fonds.

Les mandats de genre ont des implications pour recevoir des financements, et il existe des exigences techniques pour que

les propositions de financement incluent des considérations de genre. Pourtant, la mise en œuvre de ces politiques et pratiques d'intégration de l'égalité des sexes (par exemple, l'obligation d'effectuer des analyses de genre dans les projets, les plans d'action de genre dans les projets, ou l'embauche d'un soutien technique sur le genre par les fonds et les équipes de projet) reste un défi.<sup>83</sup> Une étude réalisée en 2020 par Oxfam a estimé que seul un tiers des projets de financement climatique de 2017-2018 prenaient en compte l'égalité des sexes.<sup>84</sup> Des lacunes existent également dans la pleine intégration du genre dans les financements bilatéraux. Un rapport de recherche de l'OCDE a indiqué que seule une petite proportion des financements bilatéraux mondiaux pour le climat s'est avérée en 2014 avoir l'égalité des sexes comme indicateur principal (3 %) ou secondaire (28 %).<sup>85</sup> Cependant, à mesure que ces questions sont reconnues et que des mandats plus stricts sont mis en place, les propositions de financement qui intègrent activement les considérations de genre peuvent avoir un avantage concurrentiel plus important pour recevoir des fonds.

## 5.2 Obligations vertes et obligations de genre

Les obligations vertes et les obligations liées au genre sont des outils proposés car ils cherchent à influencer les investissements du secteur privé dans la même direction et à soutenir les efforts déployés au niveau national pour faire progresser les solutions financées en matière de changement climatique tenant compte du genre. Bien que cela concerne principalement le secteur privé, les gouvernements jouent un rôle clé dans la mise en place des conditions et de l'environnement propice aux investissements privés.

82 Laura Cooper Hall, Margaux Granat and Tara Daniel, 'Women's Organizations and Climate Finance: Engaging in Processes and Accessing Resources', 2019, [https://wedo.org/wp-content/uploads/2019/06/WomensOrgsClimateFinance\\_EngaginginProcesses.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2019/06/WomensOrgsClimateFinance_EngaginginProcesses.pdf)

83 Margaux Granat et al., 'International Gender Commitments to National Action: Integrating Gender in Climate Change Policies and Processes', ECBI, 2020, p.11.

84 Oxfam, 'Climate Finance Shadow Report', 2020, 23-24.

85 COP 26 Presidency, 'Priorities for Public Climate Finance in the Year Ahead', 2021, p.14.

## Encadré 11 : Éléments de genre dans les Fonds internationaux pour le climat

### FONDS POUR L'ADAPTATION

**Moment clé en matière de genre :** La politique environnementale et sociale adoptée en 2013 comprenait un principe spécifique sur l'équité de genre et l'autonomisation des femmes.

**Exigences actuelles en matière de genre :** Politique et Plan d'action pour le genre (2017–2019)

La politique de genre du Fonds d'adaptation est applicable à tous les projets et programmes du Fonds, quelle que soit l'entité de mise en œuvre, et les entités de mise en œuvre sont responsables des activités du plan d'action pour le genre liées au cycle du projet. Une politique de genre actualisée a été approuvée en 2021.

(Source : Adaptation Fund, 'Guidance Document for Implementing Entities on Compliance with Adaptation Fund Gender Policy', 2017).

### FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUE

**Moments clés en matière de genre :** Évaluation de l'environnement, des questions sociales et du genre en 2011, examen du genre en 2013, recrutement d'un conseiller principal sur les questions de genre et les questions sociales en 2014, et Plan d'action pour le genre des FIC- Phase 1 en 2014.

**Exigences actuelles en matière de genre :** Politique de genre des FIC et Plan d'action des FIC en matière de genre-Phase 3

Les FIC ont adopté leur Politique de genre en 2018, et elle régit les efforts en matière d'égalité des sexes dans toutes les activités des FIC, mais ne remplace pas les politiques et exigences en matière de genre des BMD avec lesquelles les FIC travaillent, car celles-ci continuent à avoir la primauté au niveau des projets. Le Plan d'action des FIC en faveur de l'égalité des sexes- Phase 3 (exercice 21-24), mis en œuvre conjointement par les FIC et les BMD, met davantage l'accent sur l'appui technique aux systèmes nationaux.

(Source : CIF Gender Action Plan, Phase I and Phase II, 2014, 2016)

### FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

**Moments clés en matière de genre :** Politique d'intégration de la dimension de genre adoptée en 2011, Plan d'action pour l'égalité des sexes en 2014, et Évaluation de l'intégration de la dimension de genre en 2018.

**Exigences actuelles en matière de genre :** La Politique du FEM en matière d'égalité des sexes et la Stratégie du FEM en matière d'égalité des sexes.

La Politique du FEM en matière d'égalité des sexes, entrée en vigueur en 2018, s'applique à toutes les Agences partenaires du FEM, tandis que la Stratégie de mise en œuvre de l'égalité des sexes oriente la mise en œuvre de la politique en mettant l'accent sur quatre domaines prioritaires, notamment le renforcement des capacités des Agences partenaires et le suivi des résultats en matière d'égalité des sexes.

(Source : FEM, « Mainstreaming Gender at GEF »)

### FONDS VERT POUR LE CLIMAT

**Moments clés en matière de genre :** Intégration du genre dans l'Instrument directeur en 2011, première politique de genre en 2015.

**Exigences actuelles en matière de genre :** Politique de genre du GCF et plan d'action pour le genre (2020-2023).

La question de l'égalité des sexes a été soulignée dès la création du GCF. La politique de genre actualisée du GCF, adoptée en 2019, décrit les responsabilités des entités accréditées et les exigences au niveau des projets. Le plan d'action pour le genre qui l'accompagne décrit principalement les activités du Secrétariat du GCF, mais renforce la responsabilité de l'entité accréditée de budgétiser le soutien au genre au niveau du projet.

(Source : GCF, « Climate Gender Manual », 2017).

Encadré 11 adapté de la publication à venir de WEDO et CDKN, « Guide to Strengthening the Integration of Gender in Climate Finance Projects ».

Si l'investissement durable n'est pas une idée nouvelle, les stratégies d'investissement qui prennent en compte le genre et le climat dans les décisions d'investissement sont encore relativement naissantes. Les investissements dans l'action climatique ont dépassé 500 milliards de dollars US en 2017 et 2018, tandis qu'en 2020, les obligations vertes et les instruments de dette verte ont franchi la barre cumulée de 1 000 milliards de dollars US. Le domaine a été favorisé par le fait que les impacts à court terme fonctionnent bien avec les cycles de financement et sont plus faciles à mesurer que les impacts généralement à plus long terme des investissements tenant compte du genre. L'investissement sensible au genre n'a qu'une dizaine d'années. Le manque de données longitudinales qui en résulte réduit la capacité à effectuer une modélisation prédictive de l'investissement sensible au genre. Ces deux domaines d'investissement ont donc eu tendance à fonctionner en vase clos, mais leur intégration pourrait potentiellement débloquent d'énormes opportunités inexploitées.<sup>86</sup>

Le plus grand potentiel d'augmentation des flux en faveur de l'égalité des sexes par le biais d'obligations est la création d'obligations liées au genre qui ont également des mandats verts, ou de durabilité environnementale. Les recherches ont montré que le changement climatique affecte les femmes de manière disproportionnée, mais que les investissements axés sur le climat et ceux axés sur le genre restent séparés. En intégrant ces lentilles répondant aux problèmes et aux besoins différenciés, les investisseurs peuvent formuler une vision plus complète des risques systémiques posés à leurs investissements, qui peuvent inclure des risques environnementaux dus au changement climatique ou des risques sociaux pouvant inclure la violence et le harcèlement fondés sur le genre. En n'utilisant qu'une seule de ces optiques, les investisseurs s'exposent et manquent une occasion d'obtenir des rendements et un impact plus importants.<sup>87</sup>

Les exemples sectoriels suivants illustrent le point de vue des investisseurs et la manière dont les entreprises bénéficiaires d'investissements peuvent combiner ces deux aspects :

- Dans le secteur de l'énergie, les opportunités les plus évidentes résident dans l'élargissement de l'accès aux énergies renouvelables qui répondent aux besoins différenciés des femmes, de leurs ménages, de leurs entreprises et de leurs communautés. Mais une optique de genre peut également être appliquée à des projets

d'atténuation du climat à grande échelle, tels que les parcs éoliens, ce qui augmente les possibilités d'emploi et d'innovation pour les femmes.

- Dans le domaine de l'agriculture, l'approche sexospécifique vise généralement à répondre aux besoins et aux défis des femmes en tant que productrices et fournisseuses agricoles. Mais une optique de genre et de climat peut être appliquée aux investissements dans les technologies agricoles et alimentaires, à la transformation dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires, de la mode et autres, et aux moyens d'améliorer la nutrition, d'accroître l'accès à l'assurance contre les risques climatiques et aux pratiques résilientes au climat, et de réduire les déchets alimentaires et matériels.
- Parallèlement, les aspects liés au genre des grands projets d'infrastructure sont souvent négligés. Comblers les écarts entre les sexes en matière de main-d'œuvre et de compétences dans le domaine des infrastructures est un moyen de favoriser la transition vers l'écologie, et l'application d'une optique de genre à la conception des projets permet de mieux répondre aux besoins des femmes et d'améliorer l'adoption et les résultats en matière de climat.

En relation avec ce qui précède, les obligations vertes peuvent être conçues pour tirer intentionnellement parti des co-bénéfices entre l'égalité des sexes et l'action climatique afin de maximiser les impacts du développement durable et de fournir un triple dividende aux investisseurs.<sup>88</sup> Elles améliorent la réputation de l'émetteur en mettant en avant ses engagements en faveur du développement durable. Ils permettent également aux émetteurs d'accéder à un ensemble spécifique d'investisseurs mondiaux qui n'investissent que dans des entreprises vertes ou sociales, dont le coût du capital est plus faible. Les trois mécanismes financiers de la CCNUCC - le GCF,<sup>89</sup> le FEM<sup>90</sup> et le FA<sup>91</sup> - ont déjà intégré la dimension de genre dans leurs cadres institutionnels. Les obligations vertes et de genre offrent une opportunité supplémentaire de débloquent d'autres sources de financement.

86 GenderSmart, 'Gender and Climate Investment : A Strategy for Unlocking a Sustainable Future' 2021, <https://www.greengrowthknowledge.org/research/gender-climate-investment-strategy-unlocking-sustainable-future>, pp.6-7.

87 Mathew Gouett, 'Furthering Gender Equality through Gender Bonds', International Institute for Sustainable Development, March 2021.

88 UNWOMEN, 'Leveraging Co-Benefits between Gender Equality and Climate Change', 2016, [https://trainingcentre.unwomen.org/pluginfile.php/66830/mod\\_folder/intro/LEVERAGING%20CO-BENEFITS%20BETWEEN%20GENDER%20EQUALITY%20AND%20CLIMATE%20ACTION.pdf](https://trainingcentre.unwomen.org/pluginfile.php/66830/mod_folder/intro/LEVERAGING%20CO-BENEFITS%20BETWEEN%20GENDER%20EQUALITY%20AND%20CLIMATE%20ACTION.pdf)

89 GCF, 'Gender Assessment and Action Plan: Annex 8 to Funding Proposals', 2019, <https://www.greenclimate.fund/document/gender-assessment-and-action-plan-annex-8-funding-proposals>

90 GEF, 'Guidance to Advance Gender Equality in GEF Projects and Programs', 2020, <http://www.thegef.org/sites/default/files/publications/GEF%20Guidance%20on%20Gender.pdf>

91 Adaptation Fund, 'Draft of the Updated Gender Policy', 2020, [https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2020/01/AFB.B.34-35.Inf.\\_1\\_Draft-of-the-Updated-Gender-Policy.pdf](https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2020/01/AFB.B.34-35.Inf._1_Draft-of-the-Updated-Gender-Policy.pdf)



### 5.3 Initiatives internationales pour un meilleur accès au financement climatique

L'intégration de l'agenda du genre et du climat au niveau international, y compris l'adoption du LWPG et du GAP, a soutenu l'adoption de ces agendas au niveau national. La participation à des forums internationaux donne un élan à l'accord et à la cohérence entre les pays, ainsi que des opportunités de partage des connaissances et d'apprentissage, y compris sur la réalisation de l'Agenda 2030 des ODD. En témoigne le nombre croissant de gouvernements africains qui se sont engagés à intégrer la dimension de genre dans la planification, les politiques et les mesures relatives au changement climatique, y compris dans la budgétisation. Malgré la diversité des contextes et des capacités des pays, des efforts concertés ont été entrepris pour intégrer la dimension de genre dans les plans d'action nationaux, les politiques et les lois sur le changement climatique, ainsi que dans les instruments pertinents de la CCNUCC, notamment les CDN, les PAN, les CN et les programmes tels que REDD+.<sup>92</sup> Vous trouverez ci-dessous un aperçu de base de certains des principaux instruments disponibles dans les cadres nationaux de lutte contre le changement climatique et de la manière dont le genre est intégré ou peut être renforcé. Sont également mis en évidence les différentes entités et mécanismes qui soutiennent l'intégration du genre dans le changement climatique, ainsi que la possibilité d'utiliser le GRCB comme point d'entrée pour accéder au financement international sur le changement climatique. Il est conçu comme une ressource pour s'assurer que toute la planification et la budgétisation nationales intègrent le changement climatique, et qu'elles soient également sensibles au genre.

#### CDN

Au niveau mondial, les 54 pays africains ont signé l'Accord de Paris et se sont engagés à le mettre en œuvre de manière équitable pour les femmes. Sur les 54 pays, 53 ont soumis leur CDN, 44 ayant ratifié l'Accord de Paris par le biais d'une instrumentation supplémentaire qui approuve leur CDN. Une étude réalisée par le CGIAR en 2019 a révélé qu'un échantillon de 16 CDN africains fournissait des preuves de l'intégration d'une analyse de genre ou de questions spécifiques aux femmes qui peuvent être utilisées pour informer le processus de planification dans la formulation du budget.<sup>93</sup>

**Le Partenariat CDN** fait progresser les objectifs de l'Accord de Paris en réunissant les pays et les institutions selon de nouvelles modalités afin d'accélérer la mise en œuvre des CDN et de renforcer les ambitions dans le temps, notamment par l'intégration des ministères des finances au niveau national

en partenariat avec les ministères de l'environnement, ou les directions du changement climatique. Grâce à une approche axée sur les pays qui a un impact sur l'action climatique et le développement durable, il aide les pays à réduire les inégalités sociales et économiques.<sup>94</sup> Le Partenariat NDC dispose d'une stratégie de genre qui décrit un processus visant à aider les pays à intégrer l'égalité des sexes dans l'action climatique, dans le but de jeter les bases du développement et de la mise en œuvre de NDC sensibles au genre.

Le Partenariat a également fourni un financement direct par le biais du paquet de renforcement de l'action climatique (CAEP) pour le renforcement des capacités et l'intégration de la dimension de genre dans des pays tels que l'Eswatini (encadré 12) et le processus de révision/mise à jour des NDC du Mozambique avec, par exemple, des examens des politiques, des analyses et le développement de stratégies. Ces processus ont été facilités par les membres donateurs du Partenariat, mais ils ont été motivés (en Afrique) par l'identification par les pays membres des problèmes et des lacunes clés, et par l'appropriation de l'intégration des résultats dans le processus des CDN avec l'égalité des sexes.

#### Encadré 12 : Eswatini : Révision des CDN d'Eswatini

Le gouvernement d'Eswatini s'est lancé dans le processus de révision de la CDN dans le cadre du CAEP avec le soutien multilatéral du Partenariat CDN. Le gouvernement a demandé un soutien pour renforcer l'attention portée aux considérations de genre dans la révision et la mise à jour de la CDN du pays, et dans le paysage des politiques associées. En accord avec le gouvernement, une évaluation de l'égalité des sexes a été menée sur les instruments et mécanismes existants de planification/politique/rapport sur le climat en Eswatini afin d'identifier les forces et les faiblesses. L'évaluation a identifié les forces et les défis clés à travers des critères spécifiques pour l'intégration du genre, en alignement avec le GAP de la CCNUCC, et a fourni des recommandations pour faire progresser l'égalité des sexes et l'intégration du genre dans le NDC et d'autres politiques et mesures climatiques pertinentes.

Source : EnGen Collaborative, communication personnelle

**Le PNUD, par le biais de son Programme de soutien aux NDC,** aide les pays à traduire leurs ambitions en matière d'égalité

92 D. Chingarande et al., 'Background Paper on Mainstreaming Gender into National Adaption Planning and Implementation in Sub-Saharan Africa', CCAFS Working Paper no. 323 (Wageningen, the Netherlands: Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, 2020), p.6.

93 Chingarande et al., 'Background Paper'.

94 NDC Partnership, 'Factsheet', 2020, <https://ndcpartnership.org/sites/default/files/about-us/NDC%20Partnership%20Fact%20Sheet.pdf>

des sexes en actions et politiques concrètes, s'assure que les progrès déjà réalisés en faveur des objectifs de développement peuvent être protégés et que les efforts futurs ne seront pas sapés.<sup>95</sup> Le programme de soutien aux NDC met l'accent sur le genre et pilote l'intégration de mesures tenant compte du genre dans la planification et la mise en œuvre des NDC dans 17 pays, dont neuf reçoivent un soutien financier. En Afrique, il s'agit du Ghana, du Kenya, de l'Ouganda et de la Zambie. Le programme collabore avec les gouvernements et engage les processus et mécanismes nationaux existants liés au genre pour intégrer l'égalité de genre et le changement climatique dans la politique et la planification des CDN. Il encourage la cohérence institutionnelle et soutient le renforcement des capacités, l'analyse de genre spécifique au secteur, le développement d'indicateurs, la génération de données liées au genre et le partage des connaissances pour améliorer les rapports sur le genre.<sup>96</sup>

## PAN

Les PAN et le processus des PAN définissent les priorités en matière d'adaptation, canalisant les ressources et visant les actions d'adaptation.<sup>97</sup> L'adaptation a historiquement été plus réceptive et plus inclusive des dynamiques et dimensions sociales, y compris l'intégration du genre, par rapport aux secteurs d'atténuation. En tant que tel, le PAN a facilité l'intégration de la prise en compte de la dimension de genre et de la réactivité à travers le processus du PAN dans la formulation des PAN ainsi que des SASAP. Les SASAP budgétisés tenant compte de la dimension de genre sont de plus en plus reconnus et appliqués comme faisant partie intégrante de l'adaptation au climat aux niveaux national et local dans des secteurs spécifiques, mais ils en sont encore largement aux phases de planification, sans grande portée, en raison d'un manque d'allocation de ressources financières. Par conséquent, le processus des PAN reste un outil clé pour les pays afin d'accélérer les efforts d'adaptation au changement climatique et une opportunité pour garantir que les investissements dans l'adaptation sont sensibles au genre, efficaces et durables.<sup>98</sup> L'encadré 13 présente le projet EnGenDER dans les Caraïbes, qui soutient le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et les interventions de gestion environnementale.

La plupart des pays africains (93 %) sont en train d'élaborer leur PAN, et seuls cinq d'entre eux - le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Soudan et le Togo - ont soumis un PAN à la CCNUCC. L'encadré 14 décrit l'expérience du Burkina Faso. Tous les PAN soumis font référence au genre, aux femmes et aux populations vulnérables. Il s'agit donc d'une occasion unique d'aborder les dimensions sexospécifiques

de l'adaptation au climat d'une manière sensible au genre dès le début des processus PAN. À mesure que les pays africains font progresser leurs processus PAN, notamment en mettant en œuvre les principes et les approches qui ont été mis en évidence dans les décisions de la CCNUCC, des outils de soutien existent pour guider le développement des PAN et l'intégration de la dimension de genre, également comme moyen d'accéder aux mécanismes financiers pour le développement des PAN ou des stratégies sectorielles et visant les mesures d'adaptation.

### Encadré 13 : Les SSAPA relatifs à la budgétisation sensible au genre

Le projet EnGenDER (Enabling Gender-Responsive Disaster Recovery, Climate and Environmental Resilience in the Caribbean) soutient le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et les interventions de gestion environnementale dans neuf pays des Caraïbes. Mené conjointement par le PNUD et ONU Femmes, le projet s'appuie sur les points d'entrée au niveau sectoriel, via les PAN et les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA), en particulier pour soutenir et étendre les actions prioritaires des pays. Compte tenu des différents stades auxquels se trouvent les pays, des programmes de travail ciblés ont été élaborés, notamment des SASAP budgétisés en fonction du genre, mettant en place un processus tenant compte du genre pour identifier et traiter les différences, les besoins et les vulnérabilités de chaque pays, sur la base de leur cadre climatique. Les SASAP de la BSG prévoient l'intégration de la dimension de genre dans tous les secteurs du climat, développés en partenariat avec les gouvernements nationaux pour être intégrés dans les cycles de planification et de budgétisation nationaux. Des détails sont à venir sur les processus en Dominique, Grenade et Sainte-Lucie.

Source : UNDP, 'Enabling Gender-Responsive Disaster Recovery, Climate and Environmental Resilience in the Caribbean', 2019, <https://www.bb.undp.org/content/barbados/en/home/projects/EnGenDER.html#:~:text=The%20EnGenDER%20project%20will%20support,upscaling%20of%20countries'%20priority%20actions>

95 Women's Environment and Development Organization, 'Gender Equality'.

96 Margaux Granat, Emilia Reyes and Bridget Burns, 'International Gender Commitments to National Action: Integrating Gender in Climate Change Policies and Processes', 2020, <https://ecbi.org/sites/default/files/Gender%20national%20experiences%20final.pdf>, p.9.

97 NAP Global Network and UNFCCC, 'Toolkit for a Gender-Responsive Process to Formulate and Implement National Adaptation Plans (NAPs)', lead authors A. Dazé and C. Church (Winnipeg: International Institute for Sustainable Development, 2019), [https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/12/napgn-en-2019-toolkit-for-a-gender\\_responsive-process-to-formulate-and-implement-naps.pdf](https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/12/napgn-en-2019-toolkit-for-a-gender_responsive-process-to-formulate-and-implement-naps.pdf)

98 NAP Global Network and UNFCCC, 'Toolkit'.

Les directives techniques de la CCNUCC sur les PAN, par exemple, reconnaissent l'importance d'un plan sensible au genre, notant la valeur d'une participation égale des hommes et des femmes à la prise de décision, la nécessité d'éviter d'exacerber les inégalités entre les sexes et la probabilité que la prise en compte du genre conduise à une meilleure adaptation et à des communautés plus résilientes.<sup>99</sup>

**Le Réseau mondial des PAN** dirige le soutien à l'intégration de la dimension de genre dans les PAN.<sup>100</sup> Leur boîte à outils pour un processus sensible au genre pour formuler et mettre en œuvre les PAN soutient les efforts des pays pour poursuivre un processus de PAN sensible au genre. La boîte à outils fournit des conseils sur la prise en compte de la dimension de genre dans les activités habilitantes qui facilitent les progrès et augmentent l'efficacité du processus des PAN, notamment la mise en place de dispositions institutionnelles, le développement des capacités, l'engagement des parties prenantes, le partage des informations et l'obtention de financements.<sup>101</sup> Bien que seuls quelques pays africains aient officiellement soumis leur PAN, des leçons précieuses ont été mises en évidence à partir de l'engagement, du renforcement des capacités et des activités de soutien dans la formulation et la mise en œuvre de PAN sensibles au genre et de plans et mesures d'adaptation sectoriels.<sup>102</sup>

**Le programme PAN-Ag de l'Organisation des Nations Unies** pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a intensifié ses activités pour soutenir l'intégration de la dimension de genre. Avec le PNUD, le PAN-Ag collabore avec neuf pays pour renforcer les capacités des principales parties prenantes et améliorer les connaissances liées au genre afin de renforcer la planification et la mise en œuvre de l'adaptation dans le secteur agricole.<sup>103</sup> En Afrique, ce soutien a été apporté en Gambie, au Kenya et en Ouganda, pour identifier et intégrer l'adaptation climatique dans la planification de l'adaptation dans les secteurs agricoles. Le PAN-Ag a piloté une approche d'intégration de la dimension de genre dans la conception du programme et liée au processus global du PAN pour intégrer la dimension de genre dans la production agricole, l'élevage, la foresterie, la pêche et l'aquaculture, pour n'en citer que quelques-uns.<sup>104</sup>

En Ouganda, les conseils du département du changement climatique du ministère de l'Eau et de l'Environnement (MWE), avec l'assistance technique de la FAO et du PNUD, ont conduit à la création d'un groupe de travail par le ministère

#### Encadré 14 : Le processus du PNA sensible au genre du Burkina Faso

L'approche adoptée par le Burkina Faso pour élaborer son PAN a consisté à identifier les besoins, les options et les priorités spécifiques grâce à l'expertise des institutions nationales et régionales et à intégrer des approches participatives et sensibles au genre, coordonnées avec les objectifs, politiques, plans et programmes nationaux de développement durable. Une analyse de la vulnérabilité a été réalisée pour chaque « axe stratégique » de sa stratégie de croissance accélérée et de développement durable (AGSDS). L'AGSDS a intégré la politique de genre et l'adaptation au changement climatique dans les programmes et projets de développement rural. L'analyse socio-économique de la vulnérabilité des femmes a révélé que dans le secteur de l'élevage, l'augmentation de la fréquence et de la durée des sécheresses signifie que les femmes risquent de perdre leurs animaux et peuvent s'attendre à une baisse significative de leurs revenus en raison de la réduction de la production laitière et de la taille des animaux. En période de sécheresse et pendant les saisons sèches, les champs agricoles sont déplacés ou agrandis pour maintenir les niveaux de production, ce qui réduit la surface fourragère disponible pour le bétail. Les options d'adaptation identifiées dans le PAN sont considérées comme ayant un impact positif plus important si les hommes et les femmes participent aux actions identifiées. En raison de la plus grande vulnérabilité des femmes aux impacts du changement climatique, le PAN fait également référence à la nécessité de prendre systématiquement en compte le genre dans le processus de mise en œuvre.

Source : UNDP, 'Gender Equality in National Climate Action: Planning for Gender-Responsive Nationally Determined Contributions', 2017, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-equality-in-national-climate-action--planning-for-gender-.html>.

99 UNFCCC LDC Expert Group, 'National Adaptation Plans: Technical Guidelines for the National Adaptation Plan Process', 2012, [https://unfccc.int/files/adaptation/cancun\\_adaptation\\_framework/application/pdf/naptechguidelines\\_eng\\_high\\_res.pdf](https://unfccc.int/files/adaptation/cancun_adaptation_framework/application/pdf/naptechguidelines_eng_high_res.pdf)

100 Julie Dekens and Angie Dazé, 'A Framework for Gender-Responsive National Adaptation Plan (NAP) Processes', 2017, <https://www.iisd.org/publications/framework-gender-responsive-national-adaptation-plan-nap-processes>

101 NAP Global Network and UNFCCC, 'Toolkit'.

102 NAP Global Network and UNFCCC, 'Toolkit'.

103 NAP Global Network and UNFCCC, 'Toolkit'.

104 UNDP, 'Joint Submission by the United Nations Development Programme (UNDP) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in relation to the "Call for submissions on how to mainstream gender considerations into national adaptation planning and implementation" of the Adaptation Committee', 2021, [https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/Documents/201907161801---UNDP-FAO\\_joint\\_submission\\_to\\_Adaptation%20Committee\\_on\\_Gender\\_and\\_NAPs.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/Documents/201907161801---UNDP-FAO_joint_submission_to_Adaptation%20Committee_on_Gender_and_NAPs.pdf)

de l'Agriculture, des Industries animales et de la Pêche pour mener un processus participatif de développement d'un PAN-Ag. Un certain nombre d'acteurs clés ont participé au processus de formulation du PAN-Ag et continuent à être impliqués dans sa mise en œuvre. Il s'agit notamment des parties prenantes chargées de veiller à l'intégration de la dimension de genre dans le processus, en intégrant les contributions pour la prise en compte de la dimension de genre. La mise à disposition de ressources financières pour le développement de ces processus est malheureusement trop précoce pour connaître l'impact du processus PAN-AG de l'Ouganda sur les femmes et les hommes. Néanmoins, le processus est un exemple d'exploitation de la volonté politique d'intégration de la dimension de genre avec des composantes budgétaires pour faire progresser l'intégration de la dimension de genre dans les processus climatiques. Les expériences de l'Ouganda en matière d'intégration de la dimension de genre dans le processus des PAN-Ag permettent de tirer les leçons suivantes :

- En Ouganda, les actions de lutte contre le changement climatique sont visées par le gouvernement national et local. Cela nécessite des actions d'intégration du genre différentes et un soutien à différents niveaux, tant au niveau local que central ;
- Le renforcement de la planification et de la budgétisation sensibles au genre pour l'adaptation dans le secteur agricole nécessite de reconnaître et de s'appuyer sur les mandats et les capacités des différentes parties prenantes et d'adapter le développement des capacités ;
- L'Ouganda a identifié le besoin de rassembler des preuves des vulnérabilités liées au genre et des impacts des efforts d'adaptation. Elles incluent, de manière importante, le développement et l'apprentissage partagé des études de cas entreprises dans les communautés engagées dans des actions pilotes d'adaptation au changement climatique.<sup>105</sup>

Le programme des PAN-Ag visant à intégrer le genre a permis de tirer des enseignements importants et d'établir des bonnes pratiques, comme la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe pour fournir des informations clés sur les stratégies d'adaptation passées, actuelles et futures des femmes et des hommes engagés dans le secteur agricole dans un pays ou un contexte spécifique.<sup>106</sup> L'encadré 15 présente des exemples d'intégration de l'agriculture dans les plans d'adaptation nationaux aux Philippines et au Népal.

### Encadré 15 : Intégration de l'agriculture dans le Programme des plans nationaux d'adaptation (NAP-Ag)

Les Philippines s'efforcent d'intégrer le genre, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe dans leur plan de modernisation de l'agriculture et de la pêche pour la période 2018-2023. L'équipe du programme PAN-Ag aux Philippines a recruté un expert en genre afin de garantir l'intégration de la dimension de genre dans les différentes phases du processus PAN. Cet expert soutiendra le développement des capacités des principales parties prenantes, intégrera le genre dans les propositions de financement et concevra et réalisera des analyses de genre des principales chaînes de valeur agricoles.

Au Népal, une formation de trois jours a été organisée pour les travailleurs de terrain afin de les sensibiliser aux approches et aux questions de recherche sensibles au genre avant de s'engager dans des discussions de groupe dans les communautés rurales.

Source : PNUD, 'Promoting Gender-Responsive Adaptation in the Agriculture Sectors : Entry Points within National Adaptation Plans', 2018, <http://www.fao.org/3/i8906en/i8906en.pdf>

**Financement de la préparation des PAN.** Le GCF apporte un soutien financier aux pays pour la formulation de PAN et d'autres processus de planification de l'adaptation. Grâce à son programme de préparation, le GCF offre aux pays en développement une subvention unique pouvant atteindre 3 millions de dollars US pour soutenir leurs activités d'adaptation. Cette fenêtre de soutien est non seulement une occasion d'investir dans la planification de l'adaptation, mais aussi une étape pour catalyser des investissements à plus grande échelle provenant de ressources privées et publiques nationales et internationales, y compris, mais pas seulement, le GCF. Ces processus de planification sont des éléments essentiels pour les efforts continus des pays visant à renforcer les capacités d'adaptation, à attirer des investissements dans l'adaptation provenant de diverses sources et à contribuer à galvaniser les actions publiques et privées pour rendre les sociétés plus résilientes. Le soutien du GCF à la planification de l'adaptation est conçu pour être dirigé par les pays, fondé sur des preuves et sensible au genre. Les propositions de préparation approuvées fournissent un soutien pour un ou plusieurs des résultats suivants : renforcement de la gouvernance et de la coordination institutionnelle de la planification de l'adaptation ; utilisation d'une base de

105 FAO and UNDP, 'Gender and Adaptation Planning in the Agricultural Sectors: The Case of Uganda', 2017, <http://www.fao.org/3/i8282en/i8282en.pdf>.

106 UNDP, 'Joint Submission'.

données probantes pour concevoir des solutions d'adaptation ayant un impact maximal ; catalyse de l'engagement du secteur privé dans l'adaptation. Le GCF fournit une assistance technique aux pays utilisant un partenaire d'exécution national et/ou régional pour formuler des propositions de planification de l'adaptation. Cette facilité aide les pays à développer une théorie du changement pour la planification de l'adaptation, à articuler la logique climatique spécifique au pays et à intégrer les parties prenantes concernées dans la planification nationale et infranationale.

### **REDD+**

Au sein de la CCNUCC, les accords conclus dans le cadre du programme REDD+ ont été les premiers à reconnaître l'égalité des sexes comme une composante de la résolution des problèmes, étant donné les rôles uniques des femmes et des hommes dans les activités forestières et les chaînes de valeur de la déforestation, et la nécessité d'intégrer une approche au niveau communautaire. Des ressources financières ont

été allouées pour répondre au besoin de financement du reboisement et de la réduction de la dégradation des forêts, une méthode de paiement des services écosystémiques, fournie par les pays donateurs aux pays bénéficiaires, dont beaucoup se trouvent sur le continent africain en raison de leur paysage forestier élevé. Grâce aux feuilles de route REDD+ sur le genre, le renforcement des capacités et la facilitation des organes de décision sur le genre et la foresterie ont été soutenus, comme au Ghana (encadré 16).

En résumé, de multiples instruments et initiatives existent et soutiennent la traduction de l'agenda et des accords internationaux pour intégrer le genre et le changement climatique dans la planification et les politiques nationales. Leur adoption au niveau national, que ce soit par la transmission de savoir-faire, le renforcement des capacités ou l'appui technique, est encore limitée par le fait que les financements internationaux pour le GRCB restent en deçà des besoins réels.

#### **Encadré 16 : REDD+ au Ghana**

Le Ghana a commencé ses activités de préparation à la REDD+ en juillet 2008, lorsque la note d'idée du plan de préparation (R-PIN) a été approuvée par le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). En 2012, le Ghana a officiellement lancé son programme REDD+. Divers efforts ont été déployés pour assurer un processus REDD+ sensible au genre. La stratégie REDD+ du Ghana (2016-2035) note que les considérations de genre sont essentielles à REDD+ et établit un lien avec la politique nationale sur le genre (2015). Le Ghana a été parmi les premiers pays du FCPF à élaborer une feuille de route et un plan d'action sur le genre et la REDD+ afin d'intégrer les efforts d'intégration du genre et d'établir un sous-groupe de travail sur le genre (GSWG) dans le cadre de son architecture nationale REDD+. L'objectif est de faire en sorte que les hommes et les femmes bénéficient des diverses politiques, programmes et fonds forestiers.

Deux activités ont été essentielles à l'intégration du genre dans le processus REDD+. Premièrement, une feuille de route sur le genre et la REDD+ a été élaborée en 2011 pour intégrer les considérations de genre dans le processus REDD+, et deuxièmement, une évaluation environnementale et sociale stratégique (SESA) du mécanisme REDD+ en 2014 a permis de s'assurer que le genre, ainsi que les considérations environnementales et sociales, étaient incorporés dans le processus de préparation à la REDD+ du Ghana. La feuille de route décrit les actions visant la phase de préparation et un plan d'action de mise en œuvre et de gestion. Les trois actions critiques de la phase 2 sont (i) l'implication des femmes dans les activités de suivi, de rapport et de vérification (MRV) et de M&E ; (ii) les systèmes de bénéfices sensibles au genre pour fournir aux femmes une compensation équitable dans les projets REDD+ ; et (iii) l'implication dans la gestion technique des forêts reflétant le rôle des femmes en tant que parties prenantes et gestionnaires des ressources forestières. En 2015, un GSWG national REDD+ a été créé. Le GSWG comprend des représentants des ministères, départements et agences (MDA), des communautés locales, du secteur privé et des OSC. Outre la formation, le GSWG a élaboré un plan d'action sur le genre et la REDD+.

Grâce à la feuille de route REDD+, le ministère des Terres et des Ressources naturelles (MLNR) a désigné un responsable de l'égalité des sexes pour diriger l'intégration de la dimension de genre dans le Programme d'investissement forestier (FIP).

Source : UICN, 'Mainstreaming Gender into Ghana's REDD+ Process : Successes and Challenges of the Journey', 2016, [https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/mainstreaming\\_gender\\_into\\_ghanas\\_redd\\_process.pdf](https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/mainstreaming_gender_into_ghanas_redd_process.pdf)



# Progrès réalisés sur le continent : Aperçu synthétique

Cette note d'orientation s'appuie sur des recherches menées principalement dans quatre pays - le Bénin, le Ghana, le Mozambique et l'Ouganda - dans le cadre d'un audit sur le genre, ainsi que sur des exemples plus larges du continent africain et des bonnes pratiques internationales. Cette section présente un résumé des résultats de l'audit et un aperçu de l'expérience de ces pays en matière d'intégration du GRCB.

Le résumé fournit des informations et des comparaisons généralisées à partir d'une analyse du cadre et des systèmes existants dans chaque pays, et de la manière dont ils soutiennent ou intègrent activement le genre dans la politique et la planification climatiques. Les résumés mettent également en évidence les défis auxquels les pays sont confrontés et la manière dont ils affecteront une intégration plus solide et l'adoption d'un système de GRCB. Les profils des pays figurent à l'annexe A.

## 6.1 Résumé de la situation

Les quatre pays étudiés sont confrontés à d'importants risques climatiques, le Mozambique arrivant en tête de liste en raison de sa grande vulnérabilité aux cyclones. En outre, dans tous les pays, les risques climatiques ne sont manifestement pas neutres du point de vue du genre, et les femmes, en particulier dans les zones rurales où elles sont majoritaires, sont confrontées à des défis spécifiques liés au climat. En raison d'une marge de manœuvre budgétaire étroite, aggravée par la pandémie de COVID-19 (encadré 17), tous les pays sont confrontés à des contraintes importantes pour faire face à ces risques climatiques dans le cadre de leurs processus de planification et de budgétisation. Pour lutter efficacement contre le changement climatique, il est nécessaire d'accroître l'efficacité et de répondre aux préoccupations en matière de durabilité. S'assurer que les réponses au changement climatique sont sensibles au genre augmentera leur efficacité et leur efficacité. Le tableau 4 indique si des actions sensibles au genre, des actions liées au climat et/ou des actions genre-climat sont prises pour chaque point d'action dans les quatre pays.

### **Conditions favorables**

L'étude a révélé que, bien qu'il y ait une indication d'effort et de progrès des conditions favorables en place et de l'action à travers les pays pour le genre et le changement climatique séparément (bien qu'à des niveaux variables par pays), un écart significatif demeure sur l'intégration cohésive de ces deux domaines thématiques dans le processus de planification et de budgétisation.

### **Engagements internationaux et instruments nationaux**

Tous les pays étudiés ont élaboré des structures, des politiques et des cadres juridiques en réponse à l'agenda international sur le changement climatique. Ils en sont à différents stades de finalisation des documents. Il existe des variations quant à l'intégration du genre dans ces documents, ce qui est au moins en partie lié aux différentes formes de soutien reçues des partenaires de développement, notamment le PNUD, et de certains des fonds climatiques. À cet égard, le Ghana et l'Ouganda sont les plus avancés, le genre étant intégré de manière plus efficace dans la plupart de ces documents (PNA, CND, etc.). L'importance du soutien à la réalisation de l'agenda climatique international réside dans le fait qu'il peut aider les processus nationaux de planification stratégique dans le cycle budgétaire.

### **Cadres juridiques et politiques**

Des cadres juridiques et politiques sur le genre, conçus pour lutter contre les inégalités entre les sexes, existent dans chacun des pays examinés. Celles-ci peuvent fournir le mandat et le point de départ de l'intégration du genre dans la politique et la budgétisation du climat. Cependant, le Mozambique est le seul pays parmi les quatre à avoir développé une stratégie sur le genre et le climat. En outre, il existe des cadres juridiques relatifs au changement climatique dans les pays examinés, certains déjà approuvés (par exemple, le Bénin) et d'autres encore à l'état de projet (par exemple, l'Ouganda). Ceux-ci stipulent généralement que le changement climatique doit être intégré dans tous les plans de développement et peuvent également être utilisés comme points d'entrée pour justifier les approches climatiques sensibles au genre.

**Tableau 4 :** Résumé de l'aperçu des progrès réalisé en matière de BCSG dans quatre pays

	Bénin	Ghana	Mozambique	Ouganda
<b>Plans chiffrés</b>				
Changement climatique	Mise en place et active		Mise en place et active	Mise en place et active
Genre			Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Lettre de cadrage/Circulaire budgétaire</b>				
Changement climatique	Mise en place et active	Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Mise en place et active
Genre	Mise en place et active	Mise en place et active	Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Formulation (préparation) du budget</b>				
Changement climatique			Pilote (à l'essai)	Mise en place et active
Genre			Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Énoncé du budget</b>				
Changement climatique				
Genre	Pilote (à l'essai)		Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique				
<b>Exécution du budget</b>				
Changement climatique	Pilote (à l'essai)	Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Pilote (à l'essai)
Genre	Pilote (à l'essai)		Mise en place et active	Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				
<b>Comptabilité et suivi</b>				
Changement climatique		Mise en place et active	Pilote (à l'essai)	Pilote (à l'essai)
Genre		Mise en œuvre ou à l'essai précédemment – pas actuelle	Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique		Pilote (à l'essai)		
<b>Audit</b>				
Changement climatique			Pilote (à l'essai)	
Genre			Mise en place et active	
Genre dans le domaine climatique				
<b>Budget du citoyen</b>				
Changement climatique				Mise en place et active
Genre				Mise en place et active
Genre dans le domaine climatique				

Source : Auteurs

## **Liens entre le genre et le climat**

Dans la plupart des pays, y compris ceux examinés, l'accent est mis sur les secteurs traditionnels où les femmes dominent, tels que l'agriculture et la foresterie. Le rôle des femmes dans d'autres secteurs où le changement climatique a des impacts importants, et qui pourraient renforcer leur rôle dans l'économie verte, ne reçoit pas la même importance. Cela reflète l'idée fautive largement répandue selon laquelle le genre n'est qu'un déterminant « social », ce qui met en évidence une faible compréhension des liens entre le changement climatique, le genre et la réduction de la pauvreté. L'intégration de la dimension de genre dans l'action climatique est donc réduite dans des secteurs tels que les infrastructures et la technologie, et il est évident que le genre n'est pas pleinement intégré dans la planification et la budgétisation du climat. Une exception est l'accent mis sur le secteur de l'énergie au Bénin, où le climat et le genre sont intégrés - soutenus par l'existence de la politique de la CEDEAO sur le genre et l'énergie.

## **Données et analyse**

Bien que les données sur le climat soient généralement facilement disponibles dans la plupart des pays, ce n'est pas toujours le cas des données ventilées par sexe, en particulier dans les domaines que l'on peut qualifier de « non sociaux ». En l'absence d'analyses de genre et de climat ou d'analyses sectorielles liées au climat, il existe peu d'informations et de données relatives aux contextes spécifiques des pays et des secteurs. Les lacunes en matière de données peuvent limiter la capacité à concevoir, hiérarchiser et évaluer en tenant compte de la dimension de genre.

## **Dispositions institutionnelles**

Le lien entre le changement climatique et l'égalité des sexes est relativement nouveau et l'intégration, que ce soit dans l'élaboration des politiques ou dans les arrangements institutionnels, est généralement à la traîne. Il existe des dispositions institutionnelles assez complexes pour le changement climatique et le genre dans tous les pays examinés, bien qu'elles soient généralement plus élaborées pour le changement climatique. Pour le genre, ils comprennent invariablement les ministères responsables du genre et/ou des affaires sociales. Les ministères ont des points focaux différents pour le genre et le changement climatique, cependant, suite aux accords de Lima, les ministères ont de plus en plus un point focal pour les deux. L'efficacité de ces points focaux est entravée par un chevauchement des responsabilités, des règles peu claires pour la coopération inter-agences et un manque de ressources et de soutien politique.

## **Le climat dans la planification et les budgets nationaux**

Les quatre pays examinés en sont également à des stades différents dans leur intégration du changement climatique dans les processus de planification et de budgétisation : le plus

avancé est le Ghana, qui dispose d'un système de marquage budgétaire climatique clair et fonctionnel ; l'Ouganda a commencé le marquage budgétaire climatique, mais il n'englobe pas encore tous les secteurs ; le Mozambique a lancé un processus similaire, mais il n'est pas encore opérationnel ; tandis qu'au Bénin, le processus n'est pas systématique à ce jour.

## **Budgétisation programmatique**

Tous les pays examinés ont entrepris, bien qu'à des degrés différents, d'importantes réformes budgétaires dans le sens d'une budgétisation par programme et d'une plus grande transparence budgétaire. Dans le cas du Bénin, par exemple, ces réformes suivent les directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et ont été notées positivement dans l'enquête sur le budget ouvert 2019. En Ouganda, le budget est noté pour son haut niveau de transparence en termes de documents budgétaires mis à la disposition du public. Il s'agit de l'environnement idéal pour l'intégration du GRCB. Cependant, même lorsqu'il existe un marquage du budget climatique, des faiblesses subsistent dans le suivi des dépenses et l'aspect audit et n'ont pas encore intégré le genre au sein de ces systèmes de budget climatique.

## **Budgétisation sensible au genre**

Trois des quatre pays étudiés ont visé une certaine forme de BSG, le Bénin étant l'exception. L'Ouganda est clairement le pionnier et le plus avancé dans ce domaine, suivi du Mozambique et du Ghana. Les pays qui ont une expérience de la BSG sont susceptibles d'avoir une plus grande capacité à entreprendre la budgétisation climatique et la GRCB. Cela s'explique par le fait qu'au fil des ans, la mise en œuvre de la BSG a visé des obstacles similaires à ceux rencontrés dans l'intégration du climat. Au nombre de ces obstacles figurent les questions de définition, de capacité, de systèmes de suivi et d'évaluation et de ressources adéquates.

## **Programme des ODD**

Tous les pays étudiés ont mis en place une certaine forme de planification et de suivi, en plus de la budgétisation des ODD. Au Bénin, cela reste à un stade pilote, mais c'est plus avancé en Ouganda et au Ghana. Les pays risquent de considérer cet accent mis sur les ODD comme un substitut au GRCB. Une distinction doit être faite entre les deux, étant donné que la façon dont les processus des ODD progressent, ils ne considèrent pas le genre et le changement climatique comme des domaines transversaux, mais plutôt en relation avec les ODD5 et ODD13.

## **Décentralisation**

Tous les pays étudiés sont engagés dans une certaine forme de décentralisation, avec de nombreux processus de planification et de budget dévolus à des niveaux de gouvernement beaucoup plus bas. Les informations recueillies auprès des quatre pays indiquent des niveaux



encore plus faibles d'intégration du genre et du changement climatique dans la planification et les budgets aux niveaux décentralisés, en grande partie en raison de la faiblesse des capacités à ces niveaux.

### **Capacités en matière de genre**

Bien que parfois faibles, elles existent dans tous les pays examinés, mais n'ont pas été exploitées dans le contexte du GRCB. Cela nécessite une formation continue et un renforcement des capacités, accompagnés de directives claires et d'outils pratiques. Les tendances observées dans les quatre pays indiquent que les niveaux d'effort et les résultats de l'intégration du genre dans le climat ne sont pas uniformes dans tous les secteurs. Par exemple, au Bénin, le secteur de l'énergie semble être beaucoup plus avancé. En Ouganda, c'est le cas du secteur de l'agriculture. Ces différences dans les niveaux d'effort peuvent être liées au soutien des partenaires de développement (par exemple, le soutien du PAN-Ag en Ouganda), en plus de l'existence de cadres politiques forts tels que la politique des femmes et de l'énergie de la CEDEAO dans le cas du Bénin.

### **La société civile et l'engagement des parties prenantes**

Dans tous les pays examinés, il existe une société civile assez dynamique qui peut être mise à contribution pour le plaidoyer en faveur d'une élaboration des politiques et d'une budgétisation sensibles au genre et au climat, notamment en amont des audiences budgétaires parlementaires (au Bénin, Social Watch ; en Ouganda, Civil Society Budget Advocacy Group).

### **Leadership et volonté politique**

Il est bien connu que faire avancer des questions transversales telles que le genre et le climat nécessite une volonté et un leadership politiques forts, ainsi que des messages clairs et inébranlables venant du sommet. L'existence d'une telle volonté politique n'est pas uniforme dans les pays étudiés, pas plus que la cohérence du message.

#### **Encadré 17 : L'impact de la COVID-19 sur les ressources de financement public**

Les budgets nationaux en Afrique doivent généralement répondre à tous les besoins prioritaires en matière de développement dans un environnement où les fonds publics sont rares et limités. Les responsables politiques et les décideurs reconnaissent qu'il est difficile d'aborder conjointement la réduction de la pauvreté, l'équité entre les sexes et la lutte contre le changement climatique de manière efficace et efficiente. Ces difficultés se sont aggravées depuis l'épidémie mondiale de COVID-19, car les dépenses nationales doivent parfois être détournées des plans de développement existants pour être affectées à la réponse aux urgences et aux crises.

La restriction du franchissement des frontières, combinée au ralentissement économique, a entraîné l'effondrement du commerce mondial, avec une baisse de 13 à 32 %, une diminution de 30 à 40 % des investissements directs étrangers et une crise économique. On estime que 500 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans la pauvreté, ce qui a entraîné la première augmentation des taux de pauvreté depuis des décennies.<sup>107</sup>

La combinaison de l'augmentation des dépenses pour faire face au COVID-19 et de la baisse des revenus due aux réponses nécessaires à la lutte contre la pandémie a laissé de nombreux pays (notamment en Afrique) face à des pressions fiscales extrêmement difficiles et, dans de nombreux cas, à une dette croissante, ce qui nécessite une action efficace et hiérarchisée pour des résultats nationaux solides et durables.<sup>108</sup>

Les premiers rapports révèlent que si les hommes sont plus nombreux à mourir à cause de COVID-19, la santé des femmes est généralement affectée par la réaffectation des ressources et des priorités, y compris les services de santé sexuelle et reproductive.<sup>109</sup> Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, et les travailleurs informels risquent d'être exclus des programmes de secours et de redressement de la COVID-19.<sup>110</sup> Les nouvelles données permettent de prévoir que les effets de la récession mondiale COVID-19 entraîneront une baisse prolongée des revenus des femmes et de leur participation à la vie active, avec des effets aggravés sur les femmes vivant déjà dans la pauvreté.<sup>111</sup> Il est prouvé que cela a affecté les dépenses dans les domaines les plus nécessaires aux femmes, y compris les actions de lutte contre le changement climatique.

107 Global Green Growth Institute, 'Achieving Green Growth and Climate Action Post-COVID-19', 2020, <https://gggi.org/site/assets/uploads/2020/07/GGGI-Technical-Report-Achieving-Green-Growth-and-Climate-Action-Post-COVID-19.pdf>

108 Global Green Growth Institute, 'Achieving Green Growth', 11.

109 UN, 'Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women', 2020, <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf>

110 ILO, 'ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work', 2020, [https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS\\_755910/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_755910/lang-en/index.htm)

111 UN, 'Policy Brief'.



## Conclusions

De nombreux pays africains disposent désormais d'une forme de BSR et de CRB. Ce document s'est appuyé sur quatre études nationales : Bénin, le Ghana, le Mozambique et l'Ouganda. Trois d'entre eux avaient des stratégies/plans climatiques chiffrés et deux avaient des plans de genre chiffrés. Tous faisaient référence à la fois au genre et au changement climatique dans la circulaire budgétaire. Deux exigent que le genre et le climat soient mentionnés dans les soumissions budgétaires. L'expérience est plus mitigée en ce qui concerne la classification des dépenses liées au genre et au climat, et l'utilisation de ces informations. Tous les pays se sont engagés dans des examens des dépenses liées au genre et au climat qui fournissent des preuves pour affiner les stratégies et les politiques. Quelques pays africains ont commencé à inclure des étiquettes et des scores dans les systèmes budgétaires, ce qui ouvre la possibilité de fournir des preuves pour influencer les négociations budgétaires. L'expérience en matière de responsabilité et de transparence est plus limitée, seul le Mozambique ayant des fonctions d'audit public (qui couvrent à la fois les dépenses liées au genre et au climat) et seul l'Ouganda ayant des budgets citoyens (qui couvrent à nouveau les budgets liés au genre et au climat).

La majorité des travaux sur la BSG et la CRB ont été réalisés indépendamment. Cependant, les liens entre l'égalité des sexes et l'adaptation au changement climatique et son atténuation sont de plus en plus reconnus. En particulier, on s'inquiète de l'effet différencié que les pertes et dommages liés au changement climatique sont susceptibles d'avoir sur les femmes et les hommes, les filles et les garçons. En particulier, compte tenu de leur statut social et politique dans la société, les femmes pourraient être touchées de manière disproportionnée. Il est également reconnu que les femmes sont souvent plus efficaces que les hommes pour renforcer la résilience des communautés. Pour répondre à ces deux problèmes, un intérêt récent a été porté au GRCB, qui tente de garantir qu'une « double priorité » soit accordée aux dépenses climatiques qui réduisent les inégalités entre les sexes et reconnaissent la contribution des femmes à la résilience. Le GRCB peut couvrir une série d'actions, notamment les suivantes :

- Faire référence à l'importance du genre dans les stratégies climatiques ;
- Exiger que le genre et le climat soient pris en compte dans la conception et l'évaluation des politiques, des programmes et des projets, y compris une participation appropriée des femmes ;
- S'assurer que tout rapport sur les dépenses climatiques étiquetées/cotées est assorti d'un rapport sur les dépenses de genre étiquetées/cotées ;
- S'assurer que les pratiques de tout fonds national pour le climat tiennent compte de la dimension de genre ;
- Exiger que les examens des dépenses climatiques fassent référence à tout travail sur la classification des dépenses liées au genre et mettent en évidence les programmes qui sont à la fois pertinents pour le genre et le climat ;
- Exiger que les organismes publics et de la société civile impliqués dans la responsabilité et la transparence des dépenses climatiques évaluent si le genre a été suffisamment reconnu dans le travail de budgétisation climatique.

Le GRCB est un important pas en avant et, dans de nombreux pays, c'est la première étape la plus importante pour améliorer l'efficacité des dépenses climatiques et leur contribution à l'égalité de genre. Étant donné que le financement primaire du climat est plus important que le financement de l'égalité des sexes, et que des ressources substantielles sont consacrées à la GRCB, la plupart des pays donnent la priorité à l'intégration de l'égalité des sexes dans la GRCB en cours. Pour les nouvelles initiatives de CRB, il est possible d'obtenir des gains supplémentaires en intégrant le genre dès le départ et en abordant la CRB comme une activité véritablement conjointe et simultanée. Cela permet d'utiliser des approches communes en vue des actions d'intégration, notamment les suivantes :

- Cohérence technique des méthodes utilisées pour l'intégration (par exemple, dans la classification, l'évaluation, l'établissement de rapports, l'évaluation des coûts des stratégies/plans), ce qui renforce la qualité, la crédibilité et l'influence ;
- Le renforcement des capacités pour les tâches clés de l'intégration est effectué conjointement, ce qui améliore la compréhension mutuelle et la qualité des capacités ;
- La collaboration institutionnelle sur une base égale permet de mieux reconnaître les liens, en particulier dans les programmes où le genre et le climat se chevauchent le plus ;
- Les dispositions relatives à la consultation et à la participation à la planification et à la conception des programmes peuvent couvrir à la fois le genre et le climat, garantissant ainsi des résultats de meilleure qualité ;
- En travaillant conjointement, le genre et le climat peuvent obtenir un meilleur soutien politique.

Ce document d'orientation a passé en revue l'éventail des actions possibles que les pays peuvent entreprendre pour poursuivre le RCLC. Chaque pays aura une priorité différente, dépendant principalement de la nature des questions de genre et de changement climatique dans le pays et des progrès réalisés à ce jour. La plupart des pays utiliseront les dispositions institutionnelles existantes en matière de stratégie de genre et de climat et laisseront les actions de RCLC évoluer naturellement, en répondant de manière opportuniste aux événements politiques. Certains pays peuvent envisager de développer un plan plus explicite avec des responsabilités institutionnelles plus formelles. Un tel plan pourrait contribuer à la sensibilisation et à la compréhension, à l'orientation de la gamme d'actions sélectionnées et à la focalisation de l'effort de coordination.

**“ Le GRCB est un important pas en avant et, dans de nombreux pays, c’est la première étape la plus importante pour améliorer l’efficacité des dépenses climatiques et leur contribution à l’égalité de genre ”**



## Annexe A : Profils des pays

### Bénin



Selon le ministère des Finances, le Bénin n'a pas intégré le changement climatique dans les finances publiques de manière systématique, bien qu'une certaine attention soit accordée dans le cadre des rapports sur la mise en œuvre de différentes générations de documents de politique climatique pour les engagements internationaux en matière de changement climatique. Le Bénin n'a pas utilisé de système de marquage climatique en tant que tel mais tente de retracer les activités liées au climat par le biais du système de gestion des données pour le suivi des ODD, qui est également censé suivre les dépenses liées au genre. Ce système est actuellement au stade pilote.

Le changement climatique et le genre ne sont pas systématiquement inclus dans les documents de planification et de budgétisation de tous les ministères sectoriels, que ce soit séparément ou avec des références intégrées. Cela est probablement dû à l'absence de marquage du climat ou du genre, et avec l'existence de multiples sources de financement (y compris le Fonds national pour l'environnement et le climat), il est très difficile d'évaluer le volume des ressources consacrées au changement climatique, sans parler du changement climatique sensible au genre. Des tentatives de budgétisation des ODD sont en cours, qui pourraient éventuellement donner des indications sur le volume des ressources consacrées au changement climatique. Ainsi, il n'existe pas de message uniforme de l'ensemble du gouvernement et de procédures d'accompagnement concernant l'intégration et la budgétisation du changement climatique ou du genre, et certainement pas pour les deux ensemble en tant que composantes intégrales de la lutte contre le changement climatique.

En outre, la BSG n'est pas encore effective dans le processus de budgétisation au Bénin. L'adoption de la communication introduite en Conseil des ministres autorisant la mobilisation des ressources nécessaires pour viser la feuille de route nationale pour la mise en œuvre de la BSG au Bénin permettra de relancer le processus. Celle-ci n'a pas été publiée. Dans tous les cas, il doit être accompagné de plusieurs mesures importantes, notamment des procédures appropriées et un renforcement des capacités, et nécessitera un leadership clair en la matière.

L'un des principaux catalyseurs est l'existence d'un système de budgétisation robuste, qui fait encore l'objet de réformes, mais qui s'oriente vers un système basé sur les programmes, idéal pour l'intégration de tout thème transversal. En outre, il existe un cadre institutionnel et politique élaboré et une volonté politique d'inclure le changement climatique dans les processus de planification et de budgétisation et de lancer un système de suivi du climat. Séparément, il existe une initiative visant à développer la BSG. Les développements et

les engagements ne sont pas uniformes au niveau sectoriel. Certains secteurs sont plus avancés et engagés que d'autres. Parmi les défis à relever, on peut citer l'absence des capacités nécessaires à l'intégration du changement climatique sensible au genre dans la planification et la budgétisation nationales, en particulier au niveau local. Une telle intégration nécessiterait des systèmes et la collecte de données. Un autre défi consiste à rationaliser les différentes structures et à veiller à ce qu'il y ait un message uniforme de l'ensemble du gouvernement sur la voie à suivre pour ces questions. Il est clair que cela demande beaucoup de ressources, ce qui constitue un défi en raison des exigences de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Il est prévu de déployer à la fois un système de suivi budgétaire du changement climatique et un système de suivi des ODD. Cela s'ajoute à la mise en place d'un système de BSG. Il convient d'intégrer ces systèmes et de les faire fonctionner ensemble afin d'éviter la duplication des efforts et les ressources supplémentaires que cela impliquerait.

### Ghana



Des cadres assez avancés existent concernant l'intégration de la GRCB dans la planification et la budgétisation du Ghana, bien que certaines lacunes aient été constatées. Un système de points focaux pour l'égalité des sexes existe dans tous les ministères et agences du gouvernement. Cependant, les personnes de référence en matière de genre sont purement techniques et ne disposent pas des pouvoirs politiques nécessaires pour influencer la GRCB.

Le Ghana a développé le marquage du budget climatique suite aux recommandations du CPEIR 2015. L'outil est centralisé au MOFEP, qui est responsable de l'intégration du financement du changement climatique dans les processus annuels de budgétisation et de planification, y compris le développement d'un tableau de bord unique en vue de l'établissement de rapport. Cependant, le gouvernement n'a pas rendu compte des dépenses climatiques, par exemple dans une déclaration budgétaire sur le climat.

Le ministère des finances a mis au point un outil permettant de suivre les flux de financement du climat provenant de sources nationales et internationales. L'expression « changement climatique et genre » apparaît dans la liste des mots-clés qui indiquent les dépenses liées au climat. Il est important de noter que le genre *n'est pas spécifié* dans les catégories d'objectifs politiques et de codes budgétaires relatifs au climat. Il n'est donc pas clair comment cette mention du genre serait appliquée et s'il serait possible de marquer et de surveiller les dépenses climatiques sensibles au genre.



En termes de responsabilité et de transparence, le genre n'est pas inclus dans le budget 2020 des citoyens. Le changement climatique n'est mentionné qu'une seule fois en termes de sécurité alimentaire, sans aucun lien avec le genre.

En ce qui concerne la BSG, bien qu'un projet pilote de budgétisation sensible au genre financé par les partenaires au développement ait débuté en 2007, il n'a pas été maintenu pour de nombreuses raisons, notamment le manque de leadership ou de volonté politique et d'appropriation pour étendre le projet pilote à la programmation gouvernementale.

## Mozambique



Le Mozambique dispose d'un cadre politique avancé en matière de genre et de changement climatique, ayant ratifié plusieurs conventions régionales et internationales sur l'égalité des sexes, le changement climatique, l'environnement, la gestion des risques de catastrophe et les droits de l'homme. Le système national de planification et de suivi du pays est guidé par le programme quinquennal du gouvernement (PQG), qui contient un cadre d'indicateurs et d'objectifs.

Historiquement, la fonction de promotion de l'égalité des sexes a été attribuée à diverses institutions. L'établissement de points focaux et d'unités de genre dans divers secteurs a démontré une certaine volonté du gouvernement d'aborder l'égalité des sexes. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a pris note des préoccupations relatives à l'insuffisance du soutien humain, financier et en capital pour renforcer le travail du ministère du Genre, des Enfants et de l'Action sociale. Les efforts du Mozambique comprennent la collaboration avec des organisations non gouvernementales telles que le Forum Mulher et le programme tanzanien de mise en réseau des genres - ces organisations fournissent une assistance technique, des formations et un soutien logistique au personnel du ministère - et des contributions aux politiques et aux cadres législatifs.

La capacité à intégrer efficacement le changement climatique aux niveaux national, provincial et local dans les projets d'infrastructure et les services sociaux et économiques est limitée, bien que des progrès soient en cours dans plusieurs secteurs, notamment au niveau national.

Aucune base de référence n'est disponible sur les niveaux de dépenses liées au climat. En l'absence d'un poste budgétaire distinct pour le climat dans les formats budgétaires existants, les états financiers du gouvernement n'indiquent pas les dépenses liées au climat. Il est donc difficile de suivre les dépenses liées au climat pour établir des plans futurs. Le manque d'informations sur les dépenses climatiques continuera à poser un problème pour la formulation de plans avec des investissements financiers engagés dans les années à venir, lorsque les activités climatiques consommeront une part importante du budget de développement.

Le gouvernement mozambicain renforce le système d'administration financière de l'État (SISTAFE) avec la réforme du système de planification et de budgétisation et la création consécutive du sous-système de planification et de budgétisation (SPO). Bien que les directives budgétaires fassent référence au changement climatique, il n'y a pas eu de réformes majeures pour intégrer le changement climatique dans le budget.

Le Mozambique a été en première ligne lorsqu'il s'agit d'expérimenter la BSG, et il obtient des résultats relativement bons en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de réforme de la Déclaration de Paris de 2005. Une dimension de genre a été intégrée dans les directives nationales d'orientation budgétaire en 2007. La dimension de genre est également abordée lors des négociations budgétaires, au cours desquelles les propositions budgétaires des différents ministères de tutelle sont discutées sous la direction du ministère des finances et du ministère de la planification et du développement.

Le Mozambique a réalisé des progrès pour combler les lacunes en matière d'égalité des sexes et de changement climatique, mais il lui reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Ses tentatives de BSG peuvent servir de base à l'apprentissage des meilleures pratiques pour les actions futures en matière de budgétisation climatique.

Le Fonds de gestion des risques de catastrophe est une occasion de mettre en œuvre des actions inclusives - c'est aussi un modèle pour un futur mécanisme de financement de l'égalité des sexes et du changement climatique.

## Ouganda



L'Ouganda a mis en place depuis 1997 les cadres juridiques et politiques nécessaires pour atteindre l'égalité des sexes. Le pays dispose également d'une structure élaborée pour gérer le changement climatique. Ce cadre politique et de planification identifie l'importance du changement climatique et de l'égalité de genre comme vitaux pour le développement de l'Ouganda ; cependant, ils sont présentés comme des questions distinctes et ne sont pas intégrés.

L'Ouganda a une longue histoire de budgétisation sensible au genre. Il a entrepris différentes démarches pour intégrer le changement climatique dans la planification et la budgétisation, les deux questions étant mentionnées dans les circulaires d'appel budgétaire, bien que séparément. Avec l'aide de la Banque mondiale, il a introduit un système de marquage climatique qui a été initialement piloté dans quatre ministères et quatre gouvernements locaux. Il n'est pas encore totalement opérationnel. La budgétisation basée sur la performance en Ouganda crée un environnement propice à la mise en œuvre du GRCB. Dans le cadre de ce système, il existe un niveau élevé de transparence budgétaire, comme en témoigne l'examen parlementaire effectué par la commission des ressources naturelles. L'Ouganda dispose

également d'une communauté d'OSC dynamique qui joue un rôle dans la garantie de la responsabilité du processus budgétaire.

Le plus grand catalyseur est l'existence d'une tradition en Ouganda d'intégration de thèmes transversaux tels que le genre et l'équité, lorsqu'il y a une forte volonté politique. Il s'agit d'une expérience qui peut être mise à profit pour faciliter la mise en œuvre du GRCB. Le principal défi est celui de la capacité dans les domaines du changement climatique et du genre, notamment au niveau du gouvernement local. Bien sûr, un autre défi est la pandémie actuelle et son impact sur l'allocation des ressources.



